

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

ENJEUX DES LIENS DE SOLIDARITÉ SOCIALE AU SEIN DES INITIATIVES ALIMENTAIRES
ALTERNATIVES DANS LE SUD DU QUÉBEC

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT

PAR

LAURENCE PIETTE

MAI 2015

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

DÉDICACE

Je dédie ce mémoire à tous ceux qui s'impliquent dans ce mouvement qui, à mon avis, va continuer à prendre de l'ampleur dans les prochaines années.

AVANT-PROPOS

Au cours des trois années à étudier le mouvement citoyen œuvrant à la transformation du système agroalimentaire dans le Sud du Québec, j'ai assisté à une multiplication des projets reliant les citoyens¹ à leur nourriture. J'ai vu l'aboutissement de plusieurs efforts amorcés par des citoyens, qui, souvent de façon bénévole, participent à la transformation du système agroalimentaire et à la promotion d'une agriculture plus respectueuse de l'environnement. En quelques années, s'est développé un intérêt croissant auprès de la population pour les questions de l'alimentation locale et une conscientisation de l'avantage de la nourriture biologique sur la santé. Il est connu dans le milieu des sciences de l'environnement que la santé représente un des principaux leviers de changement.

J'ai l'intime conviction que les questions alimentaires peuvent toucher tout un chacun de différentes façons, formant un mouvement inclusif. Ce qui distingue les initiatives alimentaires alternatives au sein du mouvement environnementaliste est leur positivisme et leur pragmatisme. Parce qu'il est orienté vers la construction de solutions plutôt que vers la contestation ou l'opposition au système dominant, il attire de la sympathie de la part de la population et invite les gens à s'impliquer.

Je tiens à remercier les groupes avec lesquels j'ai collaboré. Merci aux agriculteurs de la Coopérative pour l'Agriculture de Proximité écologique (CAPÉ), votre présence est importante et vos idéaux légitimes. Merci aux agriculteurs de Frelishburg et aux membres du comité Vitalité Frelishburg, votre vision de l'importance de l'agriculture

¹ Je tiens à préciser que le masculin utilisé dans ce mémoire désigne à la fois les hommes et les femmes sans aucune discrimination et dans le seul but d'alléger le texte.

pour la reconstruction de votre communauté est exemplaire. Merci à la Coopérative de solidarité de distribution alimentaire de Montréal-Nord, votre vision de la démocratie participative et de la justice sociale est porteuse d'espoir. Un merci spécial à Justice alimentaire pour Montréal (JAM) avec qui j'ai collaboré étroitement et qui représente à mon avis la concrétisation d'un mouvement alimentaire citoyen bien présent au Québec. Le JAM permet aux acteurs de se donner les moyens de briser les barrières et de connecter avec ceux des réalités éloignées de la leur.

Je remercie aussi les acteurs qui m'ont accompagnée au long de mon cheminement, m'ont accordée de leur temps et fourni un point de vue et des pistes de réflexion enrichissantes : Michael Brophy, Geoffroy Ménard, Wen Rolland, Nicolas Gauthier, Ghislain Jutras et David Dufour.

Je remercie également François Guillemette, qui m'a permis de mettre de la lumière sur des questions méthodologiques qui m'échappaient : vos connaissances et votre compréhension de cette méthodologie complexe m'ont permis de mieux saisir le travail que j'avais accompli et celui qu'il me restait à accomplir. Merci aussi à M. Dumbledore dont les enseignements ont éclairé mon parcours.

Je remercie évidemment mes parents. L'importance que vous accordez à l'éducation supérieure et à la persévérance m'a rendue capable d'accomplir ce travail de longue haleine. Votre support moral et financier m'a donné la capacité de le terminer. Alain, merci pour ton amour, ton écoute, ta rigueur et ton jugement critique. Sans ta présence, je n'aurais pas passé à travers cette épreuve. Finalement, je remercie ma directrice Élisabeth Abergel. Merci de ton écoute, ton ouverture, ta patience et ta disponibilité. Ton expérience, ton jugement éclairé et ta vision du monde m'ont inspirée tout au long de ce travail.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.....	v
LISTE DES FIGURES	xi
LISTE DES TABLEAUX	xiii
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES.....	xv
RÉSUMÉ.....	xvii
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
PROBLÉMATIQUE	5
1.1 Le système agroalimentaire mondial actuel	5
1.2 La nécessité de « changer de cap » et la recherche d'une alternative durable.....	11
1.2.1 Nouvelles initiatives locales.....	14
1.3 Le système agroalimentaire au Québec	16
1.3.1 La situation de l'agriculture écologique au Québec et au Canada...17	
1.3.2 Les initiatives agroalimentaires alternatives au Québec.....	21
1.4 Objectif et sous objectifs de la recherche	22

1.4.1	Objectif de recherche	23
1.4.2	Sous-objectifs de recherche	23
CHAPITRE II CADRE CONCEPTUEL		25
2.1	Les alternatives à l'agriculture industrielle	25
2.2	Initiatives agroalimentaires alternatives	31
2.3	L'étude des systèmes agroalimentaires alternatifs	32
2.3.1	L'agroécologie comme étude des systèmes agroalimentaires	32
2.3.2	Les études alimentaires critiques	33
2.3.3	Nouveaux mouvements sociaux alimentaires	34
2.4	Les concepts de mise en marché « de proximité »	35
2.5	L'agriculture urbaine	39
CHAPITRE III MÉTHODOLOGIE		43
3.1	La Méthodologie de la « théorisation enracinée »	43
3.2	L'émergence d'un cadre théorique et la relation aux textes scientifiques....	46
3.2.1	L'émergence d'un cadre théorique	46
3.2.2	L'exploration théorique des textes scientifiques	47

3.2.3	Sensibilité théorique, concepts sensibilisateurs et relation aux écrits scientifiques	48
3.3	Méthodes de collecte de données	52
3.3.1	L'échantillonnage théorique.....	53
3.3.2	Le déroulement de la collecte de données	55
3.4	Principes et méthodes d'analyse en MTE	60
3.4.1	La méthode comparative continue et l'émergence de la théorie....	60
3.4.2	Approfondissement par codage et catégorisation	62
3.5	Considérations éthiques.....	64
CHAPITRE IV		
	INITIATIVES ALIMENTAIRES ALTERNATIVES ÉTUDIÉES	67
4.1	La CAPÉ	68
4.2	Le regroupement d'agriculteurs de Frelishburg.....	72
4.4	Le JAM	84
4.5	Synthèse des résultats.....	90
CHAPITRE V		
	ANALYSE DES ENJEUX DE SOLIDARITÉ AU SEIN DES INITIATIVES ALIMENTAIRES ALTERNATIVES.....	95
5.1	Les enjeux de la mise en marché de proximité	96
5.1.1	Difficulté d'accéder aux grandes chaînes	100

5.1.2	Se regrouper pour la mise en marché de proximité.....	107
5.1.3	« Joindre les deux bouts » de la chaîne alimentaire	111
5.1.4	Recréer les liens entre consommateur et agriculteur	115
5.2	Les défis liés à la pérennité des initiatives	117
5.2.1	Le financement	118
5.2.2	L'importance du bénévolat.....	120
5.3.	Les projets alimentaires pour revitaliser les communautés	123
5.4	La construction d'un mouvement de démocratie alimentaire	125
5.4.1	La mobilisation auprès des élus.....	126
5.4.2	La volonté d'un changement de paradigme.....	130
5.4.3	Converger et collaborer pour créer une meilleure démocratie alimentaire	134
	CONCLUSION	139
	APPENDICE A RENCONTRES ET ÉVÉNEMENTS AYANT SERVIS À LA COLLECTE DE DONNÉES	145
	APPENDICE B CERTIFICAT D'ÉTHIQUE EN RECHERCHE AVEC DES ÊTRES HUMAINS	147
	LISTE DES RÉFÉRENCES.....	149

LISTE DES FIGURES

Figure	Page
1.1	Schéma du système agroalimentaire conventionnel.....10
1.2	Exemple d'un système alimentaire local13
2.1	Les différentes sphères d'intervention et d'évaluation de l'AU en terme de développement économique, social et environnemental.....38
4.1	Objectifs poursuivis par le regroupement d'agriculteurs de Frelishburg68
4.2	Schéma du Développement d'un système alimentaire durable pour Montréal-Nord77
4.3	Proposition d'un système alimentaire alternatif et durable pour Montréal-Nord.....78
4.4	Présentation de la structure horizontale et non hiérarchique du JAM82
4.5	Schéma conceptuel de la notion de solidarité sociale au sein des IAA étudiées89
5.1	Disposition des consommateurs à payer davantage pour un panier de fruits et légumes produits localement92
5.2	Importance des critères de choix d'un fournisseur chez les détaillants.....97
5.3	Organigramme de l'organisme Alimentation juste.....99
5.4	Portrait des constituantes de la mise en marché de proximité collective101
5.5	Exemple de food hub104
5.6	Locating agri-ecological systems in relation to traditional agriculture and natural resource management.....124

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
1.1 Estimation de l'importance des sources d'approvisionnement dans les réseaux de distribution de fruits et légumes biologiques au courant de l'année.....	19
2.1 Comparaison de voies et moyens de l'agriculture conventionnelle et de l'agriculture conventionnelle et de l'AEI	28
4.1 Tableau synthèse des organismes étudiés.....	85

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

ASC	Agriculture soutenue par la Communauté
AU	Agriculture urbaine
CA	Conseil d'Administration
CAPÉ	Coopérative pour l'Agriculture de Proximité écologique
CETAB+	Centre d'Expertise et de Transfert en Agriculture biologique et de proximité
Coopérative de Montréal- Nord	Coopérative de solidarité de distribution alimentaire de Montréal-Nord
CRÉ	Conférence régionale des Élus
DSP	Direction de la Santé publique
FABQ	Filière biologique du Québec
GES	Gaz à effet de serre
GTAU	Groupe de Travail en Agriculture urbaine
IAA	Initiatives alimentaires alternatives
JAM	Justice alimentaire pour Montréal
MAPAQ	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec
MTE	Méthodologie de la Théorisation Enracinée

OBNL	Organisme à but non lucratif
ONG	Organisation non gouvernementale
RAD	Réseau pour une Alimentation durable

RÉSUMÉ

Les désastres écologiques et humanitaires causés par le système agroalimentaire industriel globalisé ont mené à un mouvement de contestation de la part d'écologistes, de paysans et de citoyens de partout à travers le monde. Au Québec, plusieurs organisations participent à cette mouvance en constituant de nouveaux systèmes agroalimentaires alternatifs, où les pratiques agricoles écologiques sont encouragées et qui relient les gens à la nourriture qu'ils consomment.

Cette recherche analyse les enjeux concernant les liens de solidarité au sein des initiatives alimentaires alternatives qui contribuent à la transformation du système agroalimentaire dans le Sud du Québec. Les enjeux étudiés ont trait à leurs moyens de mise en marché, leur pérennité et leur capacité à transformer les communautés. Elle étudie également les liens de solidarité sociale entre les acteurs de ces initiatives qui participent à la formation d'un mouvement social de démocratie alimentaire.

Les courants théoriques choisis pour analyser les résultats de cette étude sont l'agroécologie, les études alimentaires critiques et les nouveaux mouvements sociaux alimentaires. La démarche générale de recherche utilisée pour ce mémoire est qualitative et exploratoire de type Grounded Theory ou « théorisation enracinée » (Luckerhoff et Guillemette 2012). Elle utilise une combinaison d'outils de collecte de données : la recherche documentaire, l'entretien individuel semi-directif, l'observation participante par une immersion dans le milieu, et la tenue d'un journal de bord. Au cours de la collecte de données, les organismes suivants sont étudiés : la Coopérative pour l'Agriculture de Proximité écologique (CAPÉ), le regroupement d'agriculteurs de Frelishburg, la Coopérative de solidarité de distribution alimentaire de Montréal-Nord, ainsi que le collectif citoyen Justice alimentaire pour Montréal (JAM).

Cette étude conclut que ces initiatives ont de la difficulté à travailler avec le système agroalimentaire actuel. Elle met en lumière les obstacles liés à la mise en marché de proximité pour les agriculteurs qui produisent à petite échelle : leur difficulté d'accéder aux grandes chaînes de distribution, leur volonté de se regrouper pour effectuer de la mise en marché, les obstacles liés à la mise en marché de proximité et leur volonté de créer un lien avec le consommateur. Cette étude met en lumière les obstacles rencontrés pour fournir de la nourriture biologique aux populations à faible revenu et à mobilité réduite.

La présente étude fait état du potentiel de transformation des communautés par les initiatives alimentaires alternatives. Elle démontre aussi que les principaux obstacles

auxquelles celles-ci font face sont liés au manque de financement et que la majorité des acteurs impliqués agissent à titre de bénévole, ce qui augmente leur précarité et compromet leur pérennité. Les limites qu'ils rencontrent quant à leur financement et aux législations en place sont nombreuses.

Finalement, cette recherche met en lumière l'existence d'un mouvement de démocratie alimentaire en construction dans le Sud du Québec. Il y a actuellement une mobilisation des acteurs au niveau politique qui partagent une vision commune d'un système agroalimentaire juste et durable. Les acteurs de ces initiatives collaborent et partagent leurs savoirs, ce qui leur permet de recréer les modèles des initiatives qui fonctionnent bien et de créer de nouveaux projets innovateurs.

Mots clés : Système agroalimentaire, initiatives agroalimentaires alternatives, AFI (agrifood initiatives), agroécologie, agriculture de proximité, agriculture écologique

INTRODUCTION

Le système agroalimentaire mondial est basé sur une agriculture polluante qui éloigne celui qui tient la fourche de celui qui tient la fourchette. Les impacts écologiques de cette forme d'agriculture sont bien étudiés : elle pollue l'eau, appauvrit les sols, cause une perte de biodiversité menaçant la survie de plusieurs espèces, assèche les terres et les eaux souterraines, en plus d'engendrer d'énormes quantités de gaz à effet de serre (GES). Ces méthodes agricoles constituent la base du système agroindustriel mondial qui est très bien orchestré par des compagnies agroalimentaires oligopoles. Les citoyens y deviennent de simples consommateurs encouragés à avoir un rôle passif dans le système agroalimentaire qui fabrique une image de l'alimentation comme étant une simple commodité. Au Québec, les trois grandes chaînes de supermarchés accaparent à elles seules les trois quarts de toute l'offre alimentaire (Pronovost 2008). Une telle structure éloigne le citoyen de la source de son alimentation et crée une perte de contrôle de la qualité, de la diversité et de la provenance des aliments qui leur sont présentés. Ces grands distributeurs dissimulent ainsi les externalités engendrées par le système dans lequel ils s'insèrent et ignorent les conséquences écologiques, socioéconomiques, ainsi que les injustices sociales qui touchent particulièrement les agriculteurs au début de la chaîne et les plus démunis à son extrémité. Ainsi, un consommateur informé sur les enjeux alimentaires et désirant encourager de meilleures pratiques et connaître la provenance de ses aliments se voit contraint de rechercher d'autres canaux de distribution.

Partout autour du monde, des citoyens et agriculteurs dénoncent cette réalité, refusant de subir ces injustices sociales et de voir les écosystèmes se faire détruire. De cette prise de conscience, éclosent des initiatives agroalimentaires qui s'opposent fondamentalement au système dominant et qui amènent des solutions innovantes aux problématiques que celui-ci engendre. Ces regroupements citoyens travaillent à construire un système socialement juste, économiquement viable, et encourageant une agriculture écologique. Malgré leur diversité considérable d'objectifs, d'intérêts et de missions, ces initiatives sont ouvertes à collaborer entre elles. Elles sont portées par une vision commune de ce que serait un système alimentaire juste et durable, formant un mouvement de démocratie alimentaire, où les citoyens quittent leur rôle de consommateurs passifs pour devenir des citoyens engagés (Welsh et MacRae 1998; Hassanein 2003).

Dans le Sud du Québec, les initiatives alimentaires et les projets citoyens se multiplient et touchent à plusieurs aspects du système agroalimentaire : réseaux de mise en marché alternatifs, cuisines collectives, jardins communautaires, regroupements citoyens, organismes luttant pour la sécurité et la souveraineté alimentaire, entreprises de transformation artisanale, etc. De plus, un mouvement citoyen à la fois urbain et rural est en effervescence (Gauthier 2013; Bouchard 2008; Bennell 2008; Équiterre 2011). Celui-ci porte un projet politique promulguant la démocratie alimentaire et invitant les dirigeants à travailler en collaboration pour la mise en place de politiques répondant aux besoins de leur milieu (Office de consultation publique de Montréal 2012).

L'objectif de cette étude est de dresser un portrait de la façon dont les initiatives alimentaires contribuent à la transformation du système agroalimentaire dans le Sud du Québec. Elle analyse les enjeux concernant les liens de solidarité au sein des initiatives alimentaires alternatives qui contribuent à la transformation du système

agroalimentaire dans le Sud du Québec. Les enjeux qui seront étudiés et qui serviront d'indicateurs des liens de solidarité à l'intérieur du système agroalimentaire québécois, auront trait à la mise en marché, l'approvisionnement des populations urbaines précaires, leur pérennité et leur capacité à transformer les communautés tant en milieu urbain que rural.

Cette recherche s'inscrit dans un champ d'études interdisciplinaires en pleine émergence, reflétant cette réalité en constante évolution. Les courants théoriques choisis pour analyser les résultats de cette étude sont l'agroécologie, les études alimentaires critiques et les nouveaux mouvements sociaux alimentaires¹. Ces approches théoriques se caractérisent par leur souci d'étudier cette problématique de manière holistique et multidimensionnelle, à l'image de la complexité de la réalité. Cette vision cadre bien avec l'approche des sciences de l'environnement qui visent également à une analyse interdisciplinaire des problématiques actuelles, puisqu'elle intègre des principes écologiques, sociaux, culturels et autres.

La démarche générale de recherche utilisée dans la réalisation de ce mémoire est qualitative et exploratoire de type Grounded Theory ou « théorisation enracinée » (Luckerhoff et Guillemette 2012). Cette méthodologie concorde bien avec les approches théoriques choisies et le caractère dynamique et évolutif de l'objet à l'étude. Cette démarche se caractérise par son désir de collecter des données tout au long de la recherche par un aller-retour constant entre la collecte et l'analyse des données. Cette approche a l'avantage de saisir la complexité du phénomène à l'étude et de valider les constats auprès des acteurs afin d'actualiser les résultats jusqu'à la toute fin de l'étude. Pour avoir un portrait multidimensionnel de la problématique, une combinaison d'outils de collecte de données sera utilisée, soit la recherche documentaire, l'entretien individuel semi-dirigé l'observation participante

¹ Ces approches théoriques seront définies au chapitre II

par une immersion dans le milieu, et la tenue d'un journal de bord tout au long de la recherche.

Afin d'explorer les multiples facettes de ces enjeux, quatre groupes seront étudiés pour représenter la diversité de ces initiatives. Les organismes suivants seront présentés : la Coopérative pour l'Agriculture de Proximité écologique (CAPÉ), le regroupement d'agriculteurs de Frelshburg, la Coopérative de solidarité de distribution alimentaire de Montréal-Nord, ainsi que le collectif citoyen Justice alimentaire pour Montréal (JAM). Ces initiatives représentent l'émergence des nouveaux mouvements alimentaires, et s'inscrivent dans un renouveau des pratiques traditionnelles, répondant aux besoins actuels du milieu et de la société en général. De plus, elles sont émergentes, ayant toutes été créées alors que la collecte de données était déjà entamée. Cette méthodologie a donc rendu possible la réalisation d'un portrait réellement représentatif de la situation des initiatives alimentaires alternatives.

Dans le dernier chapitre, les résultats obtenus par les différentes collectes de données seront ensuite regroupés, puis mis en relation selon une méthode d'analyse comparative propre à la théorisation enracinée. Nous allons comparer entre eux les enjeux des liens de solidarité sociale présents au sein de ces organismes qui auront émergés au cours de la collecte de données. Ce chapitre établira également une comparaison avec d'autres organismes au Québec et ailleurs. Finalement, cette section servira à ancrer cette étude dans le corpus scientifique étudiant actuellement les initiatives alimentaires alternatives.

CHAPITRE I

PROBLÉMATIQUE

Ce chapitre présente la problématique de cette recherche, ainsi que les objectifs qui s'y relient. Il sera divisé en quatre sections : les problèmes liés au système agroalimentaire mondial actuel, les solutions au niveau mondial, puis un portrait de la situation au Québec, et finalement, les objectifs de la recherche.

1.1 Le système agroalimentaire mondial actuel

Face aux impacts dévastateurs de l'agriculture industrielle sur l'environnement, le travail des agriculteurs et la santé de la population, il convient de jeter un regard lucide sur l'ampleur des défis à relever et d'analyser les nouvelles problématiques émergeant des alternatives au système dominant. Celles-ci remettent en question le système actuel et proposent des systèmes agroalimentaires alternatifs.

Le type d'agriculture pratiqué durant les 60 dernières années, propulsé par la « révolution verte »¹, est basé sur des pratiques de production intensive à haut rendement des cultures (Altieri 1999; King 2008; Godfray *et al.* 2010). Celui-ci ne

¹La révolution verte a été un tournant dans la façon dont l'agriculture se pratique depuis l'après-guerre. Elle a mené à une mécanisation de l'agriculture nécessitant des technologies modernes et des intrants de synthèses (pesticides, herbicides et fertilisants), menant à la concentration des fermes (King 2008; Darier 2007)

donne pas des résultats significatifs au niveau de l'augmentation de la productivité sur le long terme puisqu'il effectue une mauvaise gestion de ses impacts écologiques (Altieri et Clara 2000). En effet, pour être productives durant plusieurs années, ces cultures nécessitent désormais toujours plus d'apports d'engrais, de pesticides et d'irrigation, ce qui a un impact considérable sur l'environnement (International Assessment of Agricultural Knowledge Science and Technology for Development 2008; Altieri et Clara 2000). L'Organisation mondiale pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) rapporte que l'agriculture utilise plus de 70 % de tous les prélèvements d'eau douce effectués mondialement et que, d'ici 2030, la planète connaîtra une nette expansion des terres irriguées de 45 millions d'hectares supplémentaires. Pourtant, si les méthodes agricoles actuelles sont perpétuées, cela signifie une augmentation des prélèvements en eau pour l'agriculture afin de répondre à la future demande de la production alimentaire. Cette situation est préoccupante, car les techniques agricoles actuellement utilisées dirigent l'humanité vers la rareté des ressources et la destruction de la biodiversité (De Schutter 2011; Altieri et Clara 2000).

La complexité du système agroalimentaire globalisé actuel a également pour effet pervers de causer de façon indirecte d'autres impacts sociaux et environnementaux. Un exemple à cet égard concerne le prix des denrées alimentaires dû à la spéculation lors de la crise alimentaire mondiale survenue en 2008 (McMichael 2009). Cette crise n'était que la pointe de l'iceberg d'un problème endémique de famines et d'une crise sociale résultant d'un nouveau type de colonialisme établi par le capitalisme néolibéral, où les pays en voie de développement sont considérés comme des « zones d'approvisionnement alimentaire » (McMichael 2009; Hendrickson et Heffernan 2002) . Cela entraîne une insécurité généralisée des systèmes alimentaires dans les pays du Sud, aggravée par la demande dans les pays

du Nord et les économies émergentes comme la Chine et l'Inde (Wilkinson 2009; Zylbersztajn 2010; Jepson 2006).

Selon Devlin Kuyek (2011, 17 novembre), chercheur pour l'organisme GRAIN², la spéculation lors de la crise alimentaire et financière de 2008 a profité aux géants de l'industrie comme Cargill qui, au plus fort de la crise en avril 2008, réalisait 471 000 \$ (USD) de profits par heure. La démesure réside dans le fait que la spéculation boursière sur les denrées alimentaires a explosé et que les firmes d'agrobusiness se sont enrichies (Sime Darby, Noble group, JBS, OLAM, The Savoth Group, COFCO). Ces phénomènes de financiarisation ont eu pour conséquence que, depuis les dernières années, l'accaparement des terres cultivables est devenu une nouvelle source de revenus pour l'industrie de la finance (McMichael 2009). Dans les pays sous-développés, les grands propriétaires terriens s'approprient de petites exploitations en les achetant, ou par l'exercice du pouvoir politique, les agrégeant par la suite sous forme de grands ranchs avec peu de diversification (Benhin 2006). Impuissants, les paysans se retrouvent écartés ou dépossédés de leurs terres, phénomène que l'on nomme « accaparement de terres » (Théry M.-F. 2012). L'accaparement déplace les populations rurales et a pour conséquence une expansion et une multiplication des fermes industrielles utilisant des engrais chimiques et des semences transgéniques fournies par des compagnies multinationales telles que Monsanto, Boyer et Syngenta (Wilkinson 2009; Weissman 2008; Bowring 2003). Il y a donc une concentration accrue du pouvoir des producteurs agricoles et des industries agroalimentaires qui déterminent les types d'aliments, leur production et leur distribution dans les marchés mondiaux.

² <http://www.grain.org/fr>

L'expansion de l'empire de l'industrie agroalimentaire, qui contrôle la chaîne alimentaire au complet (Hendrickson et Heffernan 2002; Parfitt, Barthel et Macnaughton 2010; Weissman 2008), de la terre à l'assiette, s'est accompagnée d'une prolifération des supermarchés, même dans les pays en voie de développement (Wilkinson 2009). Dans ceux-ci, les supermarchés bloquent les marchés locaux et obligent souvent les petits fermiers à produire pour ceux-ci. D'une part, on rencontre les « petits » éleveurs ou les « petits » agriculteurs qui se démènent pour tenter de vivre décemment, sans réellement y parvenir. D'autre part, on trouve des « grands » entrepreneurs du monde rural parfaitement intégrés à un complexe agro-industriel, avec une structure en amont et en aval de grande qualité (Hendrickson et Heffernan 2002; Bowring 2003; Goodman 2004).

Lorsqu'on analyse le système agroalimentaire, il faut tenir compte du cycle complet de la production alimentaire. En effet, il est estimé qu'en Amérique du Nord, les aliments voyagent 2 400 km de la ferme à la table (Suzuki 2010; Bennell 2008). De plus, entre 17 % et 31 %³ de la quantité totale mondiale des émissions de gaz à effet de serre (GES) est attribuable à l'agriculture et à la déforestation qu'elle engendre (Sustainable Table. s. d. Global Agriculture, s. d.; Godfray *et al.* 2010). La production en monocultures ainsi que les élevages intensifs d'animaux sont aussi dépendants des énergies fossiles, en plus de contribuer à la pollution des eaux. De plus, si on tient compte du système complet (transport, transformation, réfrigération et enfouissement) entre 33 % et 50 %⁴ des émissions de GES produits par l'être humain sont attribuables à ce qu'il met dans son assiette (Greenpeace Canada 2008; Sustainable Table. s. d.; Global Agriculture. s. d.).

³ Ce pourcentage varie selon les paramètres établis pour l'étude. Par exemple, en tenant compte de la déforestation qui est nécessaire pour le type d'agriculture industrielle à grande échelle, la proportion pourrait atteindre 31%. De plus, il est en constante évolution.

⁴ Ce pourcentage varie également d'une étude à l'autre.

Le système alimentaire et l'agriculture telle qu'actuellement pratiquée dépendent donc directement du pétrole. En effet, lorsqu'on analyse la chaîne de production d'un aliment, on découvre que toutes les étapes nécessitent du pétrole : le carburant utilisé pour labourer, planter, récolter et transporter les aliments, ainsi que pour étendre les engrais et les pesticides, qui sont eux-mêmes souvent fabriqués à base de pétrole ou de gaz naturel (Hosking 2008; Gliessman et Rosemeyer 2010). Ce système étant complètement organisé de manière à dépendre du pétrole, une possible pénurie de pétrole serait dramatique (Francis *et al.* 2003). Le prix du gaz et des intrants nécessaires au maintien du système agricole industriel est sans cesse à la hausse, ce qui affecte les revenus des petits agriculteurs qui sont à la base de la chaîne, de même que le prix des aliments (Gliessman et Rosemeyer 2010).

Le schéma ci-dessous illustre comment le système actuel est organisé. D'abord, il y a la production d'engrais et de fertilisants de synthèse qui nécessite l'extraction du pétrole, du potassium et du phosphore (ce qui représente un impact environnemental et socio-économique très important), qui doivent être transportés jusqu'au champ. Puis, la nourriture est récoltée, transformée et transportée souvent outre-mer, ce qui crée d'autre pollution. Ensuite, les consommateurs achètent les produits et jettent les déchets qui seront par la suite envoyés au dépotoir.



Figure 1.1 Schéma du système agroalimentaire conventionnel⁵

Actuellement, des millions de personnes ne mangent pas à leur faim, tant en ville qu'en campagne. Il est estimé qu'il faudrait que la production agricole augmente globalement de 70 % entre 2010 à 2050 pour nourrir la planète, compte tenu de la croissance démographique et économique ainsi que de l'exode rural (Schutter 2011). Pourtant, entre 30 et 40 % des aliments produits sont gaspillés entre le champ et l'assiette (Godfray *et al.* 2010). Cela représente une incohérence considérable au niveau du discours et un énorme problème structurel au sein du système actuel.

⁵ Image récupérée de <http://www.shareorganics.bc.ca/food-security.shtml>

1.2 La nécessité de « changer de cap » et la recherche d'une alternative durable

En plus d'être alimenté par des modes de production non respectueux de la nature et des humains et d'être complètement dépendant du pétrole, le système agroalimentaire éloigne le consommateur de la production de ses aliments et produit beaucoup de gaspillage. Ce constat expose l'importance de repenser le système agroalimentaire dans sa globalité afin de diminuer son empreinte écologique et sa dépendance aux énergies fossiles.

Afin de faire face à ces enjeux, il est inévitable de repenser notre façon de s'approvisionner en nourriture et de revoir la structure de ce système de la fourche à la fourchette afin de diminuer la distance parcourue par les aliments, de minimiser les pertes et de réduire son impact sur l'environnement (Schutter 2011). Réintégrer la plupart des déchets produits dans cette chaîne dans le cycle de production est pratiquement impossible en raison de la distance, du coût et des complications logistiques (Francis *et al.* 2003). D'où l'importance d'appliquer des modèles nécessitant moins d'intrants et de transport, nous permettant de consommer des aliments de qualité et des modèles permettant aux gens d'être en contact avec leurs aliments et ceux qui les cultivent (Hopkins 2010).

Les conséquences actuelles et futures des changements climatiques, particulièrement sur l'agriculture, impliquent la nécessité de diminuer les émissions de gaz à effet de serre (GES) (Stern 2007; Pronovost 2008; Schutter 2011; Cline S.d.). Cela mène aussi à s'interroger sur la façon dont une transition vers une agriculture moins énergivore pourra s'effectuer. Pour pouvoir transformer le système agroalimentaire de manière durable et diminuer son empreinte écologique au niveau global, il est essentiel d'effectuer en premier lieu un virage vers une agriculture plus écologique et moins dépendante des énergies fossiles (Hopkins

2010). Cela implique donc qu'il est nécessaire de s'inspirer de modèles agricoles moins énergivores, déjà étudiés par de nombreux auteurs et pratiqués dans plusieurs régions du monde (Hopkins 2010). L'agroécologie est généralement perçue comme une solution viable (Darier 2007; Schutter 2011; Francis *et al.* 2003; Gliessman et Rosemeyer 2010). Les méthodes que l'agroécologie utilise pourraient faire en sorte que la quantité de CO₂ émise dans l'atmosphère lors de la production soit séquestrée et limitée par des méthodes de production plus écologiques (D. Kuyek, 17 novembre 2011), telles que l'agroforesterie qui intègre des arbres au sein des plantations (Schutter 2011).

Les acteurs qui tentent de transformer le système agroalimentaire veulent briser cette dynamique en rapprochant les consommateurs de la nourriture qu'ils consomment, en diminuant la quantité d'intermédiaires, en encourageant l'agriculture écologique et en utilisant les déchets comme des ressources valorisables telles que des engrais. Tel que le démontre la Figure 1.2, cela a pour effet de créer de petits « écosystèmes agricoles » où les acteurs sont interdépendants dans le système de production et de mise en marché.

LOCAL FOOD SYSTEM

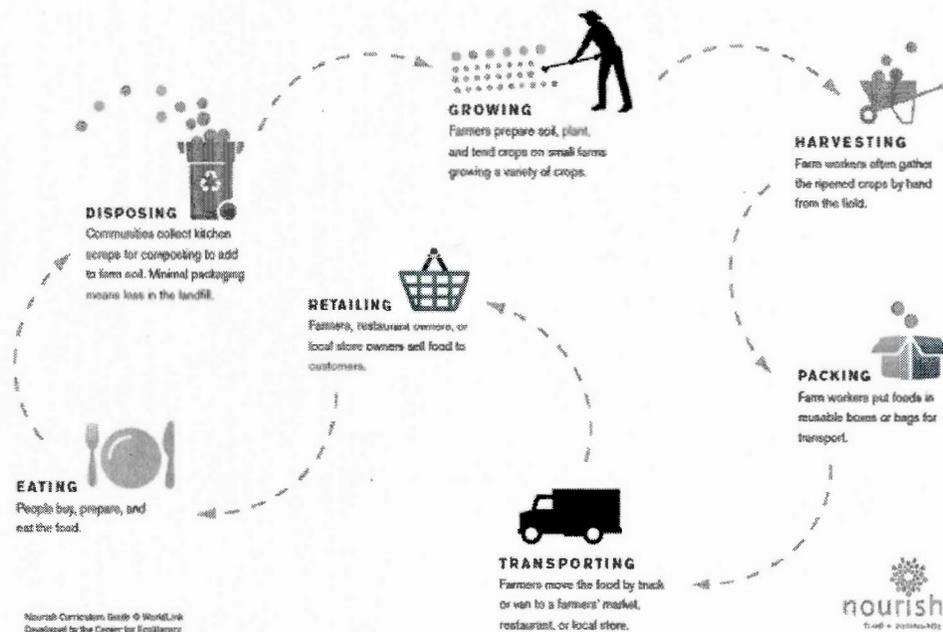


Figure 1.2. Exemple d'un système alimentaire local⁶

Ces changements entraînent une transformation de notre relation à la nourriture, car moins de transport signifie moins de distance entre l'agriculteur et le consommateur (Buikstra *et al.* 2010; Hendrickson et Heffernan 2002). Ils permettent aussi de respecter la saisonnalité des aliments et des pratiques alimentaires et agricoles. Cela encourage le partage de savoirs au niveau de la transformation des produits saisonniers (ex. cannage, recettes), ce qui a pour effet de rapprocher les gens d'une communauté en créant de nouveaux liens sociaux (Todmorden Incredible Edible 2013). Ces systèmes créent du lien social, contribuant au bien-être de la population. Ainsi, en plus d'améliorer la santé de l'environnement, ils contribuent à une meilleure santé physique et mentale.

⁶ Image récupérée de <http://www.nourishlife.org>

1.2.1 Nouvelles initiatives locales

Les récentes crises économiques et alimentaires sont une démonstration de la nécessité de transformer notre agriculture pour revenir à une agriculture à petite échelle, permettant la souveraineté alimentaire des populations de partout à travers le monde (Schutter 2011). Pour répondre aux différents besoins et intérêts des êtres humains, nous devons aborder la question de la durabilité suivant une approche commune fondée sur la collaboration aux niveaux local et international (International Assessment of Agricultural Knowledge Science and Technology for Development 2008). De ce fait, des communautés de partout autour du globe sont en train de transformer le visage du système agroalimentaire actuel, au niveau local et international, en proposant des alternatives originales et diversifiées, qui réinventent le lien du citoyen avec la nourriture qu'il consomme (Todmorden Incredible Edible 2013; Hopkins 2010).

Les nouvelles initiatives locales sont décentralisées et forment un mouvement qui s'oppose aux pratiques écologiquement et socialement destructrices du système agroalimentaire global contemporain sous le contrôle d'une poignée de corporations et d'institutions nationales et internationales (Allen *et al.* 2003). On constate une prise en charge de ces problématiques par les individus et les collectivités à travers le développement de projets, d'action et d'innovation sociale ancrés dans le milieu (Hassanein 2003). S'insérant dans un mouvement plus global d'« écocitoyenneté »⁷, ces citoyens, aux quatre coins du monde, tentent de reprendre le pouvoir décisionnel de qui, comment, où et par quel moyen est produit

⁷ L'écocitoyenneté fait référence à une tendance vers l'engagement individuel et collectif et la responsabilisation des acteurs sociaux et au choix du processus décisionnel et démocratique dans la prise en charge des enjeux environnementaux. L'écocitoyenneté met aussi l'accent sur les interactions qui existent entre les aspects sociaux, politiques, économiques et écologiques (Séguin, De Coninck et Tremblay 2005, 22).

et distribué ce qui est mis dans leur assiette. Ces initiatives ont parfois pour effet de transformer leurs communautés en intégrant l'agriculture au sein de leur organisation sociale (Todmorden Incredible Edible 2013). Cette mouvance permet de réunir, au sein de systèmes d'acteurs partageant un ensemble de valeurs similaires, les aspects mobilisateurs propres à la citoyenneté, la consommation et la production responsable ainsi que les approches liées au développement local et territorial (Hassanein 2003).

C'est le cas de la Nouvelle-Angleterre où plusieurs initiatives citoyennes réussissent à créer un lien solide entre les agriculteurs de la région, les citoyens et les commerçants, tout en éliminant leur dépendance aux énergies fossiles (Better Future Project 2011). Plusieurs groupes environnementaux et communautaires ont d'ailleurs produit un rapport s'intitulant *The State of Movement : New England Transition Beyond Fossil Fuels* (Better Future Project 2011). Ce document met en évidence également l'importance de construire des sociétés plus résilientes⁸ et moins dépendantes du pétrole.

Ce type de projet peut sensibiliser la population et les élus à l'importance de ces enjeux comme c'est le cas du projet « Incroyables comestibles » venant du terme anglais *Incredible Edible* (Todmorden Incredible Edible 2013). Le projet des Incroyables Comestibles est né en 2005, de la volonté d'une quarantaine de citoyens d'une petite ville d'Angleterre, Todmorden, qui a transformé plusieurs espaces vacants en « micropotagers » dont les fruits, légumes et fines herbes sont « gratuits » pour tous. Cette initiative citoyenne a mené à une conscientisation des gens de leur communauté de l'importance et de la convivialité des rapports se

⁸ Le concept de résilience fait référence à l'aptitude d'un système, de l'échelle des individus à celle d'économies entières, à maintenir son intégrité et à continuer de fonctionner sous l'impact de changements et de chocs provenant de l'extérieur (Hopkins, 2010).

construisant autour de la nourriture. En effet, les citoyens ont par la suite converti plusieurs espaces publics de la ville en jardins comestibles, aménagé des jardins collectifs dans les écoles et ouvert une ferme urbaine et des commerces solidaires avec les fermiers de la région. Cette petite ville qui prévoit effectuer une transition vers l'autosuffisance alimentaire d'ici 2017 (Reynolds et Baland 2008), a inspiré des citoyens de partout à travers le monde, même au Québec, à s'approprier le concept des « Incroyables Comestibles ».

Rob Hopkins (2010), chercheur à l'Université de Plymouth et professeur de permaculture⁹ met de l'avant l'importance de devenir indépendant du pétrole. Dans son livre *Manuel de transition, de la dépendance au pétrole à la résilience locale* (2010), il met l'accent sur les multiples possibilités et opportunités d'être créatifs afin de se sortir de cette dépendance. Selon lui, la solution réside dans les actions à petite échelle et les initiatives en agriculture alternative sont essentielles à la construction d'une société plus durable.

1.3 Le système agroalimentaire au Québec

Le Canada n'échappe pas à ce phénomène globalisé, tant au niveau des techniques culturelles, du système économique, du gaspillage alimentaire, que de la dépendance aux énergies fossiles. Les récoltes génèrent environ 30 % du total des émissions de GES de l'agriculture canadienne (Greenpeace Canada 2008). De plus, en 1900, la population rurale représentait 60 % des citoyens (Jean 2012) et la nourriture consommée par les Québécois était produite par plus de 200 000 fermes (Linteau, Durocher et Robert 1983). Selon Statistique Canada (2014), en 2006

⁹ Cette notion sera définie au chapitre II

seulement 30 600 fermes existaient encore au Québec. Au fil du temps, les fermes familiales ont peu à peu laissé place à de grandes exploitations exportatrices. Ainsi, au cours de la deuxième partie du XXe siècle, des changements au sein de la société ont provoqué une fragilisation du lien unissant les acteurs du secteur bioalimentaire et les consommateurs (Gouvernement du Québec 2013). Désormais, 49 % des produits alimentaires aujourd'hui consommés par les Québécois sont importés (Statistique Canada 2014). Les trois principaux distributeurs alimentaires du Québec, soit Loblaw, Sobeys et Métro¹⁰, accaparent à eux seuls environ 75 % de toutes les ventes de produits alimentaires (Duval, Scholz et Berger 2003; Pronovost 2008). Plusieurs acteurs s'inquiètent ainsi de la mainmise de ces détaillants sur les leviers qui définissent les règles de mise en marché des denrées agroalimentaires pour la plupart des produits retrouvés sur les tablettes d'épicerie du Québec (Dupont 2006). Cela est d'autant plus préoccupant pour les citoyens qui désirent développer des alternatives viables à ce système alimentaire agroindustriel qui produit des externalités sociales et environnementales à toutes les échelles de la chaîne alimentaire et dont les profits sont concentrés dans les mains de quelques compagnies oligopoles.

1.3.1 La situation de l'agriculture écologique au Québec et au Canada

Le début du XXIe siècle a été marqué par une demande grandissante pour des produits diversifiés, de qualité, frais et différenciés. Il y a aussi de la part des consommateurs québécois un intérêt croissant pour l'origine des aliments qu'ils achètent et le soutien de l'économie locale et des produits biologiques

¹⁰ Loblaw détient (Provigo, Loblaws, Maxi, Maxi et cie, etc.), Sobeys (IGA, IGA Extra, Sobeys, Tradition, BoniChoix, Rachele-Béry, etc.) et Métro (Métro, Super C, Loeb, A&P, etc.) (Pronovost 2008).

(Gouvernement du Québec 2013). Poursuivant un développement amorcé il y a un peu plus de trois décennies, l'agriculture biologique et la consommation de produits biologiques sont maintenant bien implantées au Québec et dans le reste du monde. Internationalement, le marché de l'agriculture biologique est complètement intégré au système agroalimentaire globalisé et est en croissance constante (Gliessman et Rosemeyer 2010; Boutin *et al.* 2011; Constance, Choi et Lara 2013). Il est désormais une industrie de plusieurs milliards de dollars. En 2010, la valeur du marché bio était estimée à environ 55 milliards \$ à l'échelle de la planète, une augmentation de plus de 50 % en 5 ans (Filière biologique du Québec 2011). Par ailleurs, la vente au détail de produits biologiques au Canada représentait un marché d'environ 3 milliards de dollars en 2012 (Filière biologique du Québec 2011). Toutefois, comme dans plusieurs États occidentaux, le marché des produits biologiques demeure encore relativement restreint par rapport à l'ensemble du marché agroalimentaire. En effet, malgré la croissance des dernières années et la diversité des productions, l'agriculture biologique demeure au Québec somme toute modeste. En 2011, elle ne représentait qu'environ 3 % de la production alimentaire du Québec (Boutin *et al.* 2011).

Selon une étude réalisée pour le compte du Groupe de travail sur les systèmes de production biologique du gouvernement du Canada, la demande pour ces produits connaît une croissance importante de l'ordre de 15 à 20 % par année depuis plusieurs années et ce taux devrait se maintenir au moins jusqu'en 2015 (Boutin *et al.* 2011; Filière biologique du Québec 2011). Pourtant, l'offre de produits biologiques ne parvient pas à suivre la demande, une réalité qui est partagée par plusieurs États industrialisés. Cet écart important entre l'offre et la demande explique que plus de 80 % des produits biologiques consommés au Canada sont importés et que la production biologique du Québec ne répond qu'à 30 % de la

demande de la province (Telford et Holmes 2011). Au Québec, les produits qui voyagent mieux tels que le soya et les diverses céréales se retrouvent davantage sur les marchés d'exportation, alors que les produits issus des élevages comme le lait et la viande sont vendus plus fréquemment sur le marché provincial et que les produits périssables tels que les légumes et les fruits sont vendus plutôt sur le marché local (Boutin *et al.* 2011). Seuls 30 % des produits biologiques consommés au Québec proviendraient des producteurs et transformateurs locaux (Fédération d'agriculture biologique du Québec S.d.) . Ce faisant, la demande est comblée de manière croissante par des importations (Boutin *et al.* 2011). Cela signifie que les produits biologiques importés comblent la demande. En 2006, 93 % des fruits frais et 46 % des légumes frais consommés au Canada étaient importés (Ménard 2013). Ménard (2013) évalue que les produits biologiques proviennent principalement des États-Unis, du Québec et des autres provinces canadiennes, dans des proportions semblables. Le Tableau 1.1 dresse un portrait de l'approvisionnement des produits biologiques selon la période de l'année.

Tableau 1.1 Estimation de l'importance des sources d'approvisionnement dans les réseaux de distribution de fruits et légumes biologiques au courant de l'année (Ménard 2013, p.7)

	En saison	Hors saison
Producteurs québécois	20 à 50 %	2 à 10 %
Distributeurs/grossistes québécois	20 à 40 %	20 à 40 %
Distributeurs/grossistes de l'extérieur	20 à 40 %	50 à 90 %

Il est estimé que plus de 80 % des fruits et légumes biologiques consommés par les Québécois sont achetés dans les magasins de détail, qu'il s'agisse des supermarchés ou des magasins spécialisés. Par ailleurs, 88,6 % des importations de produits biologiques sont des fruits et des légumes (Ménard 2013). Entre 2006 et 2013, il y a

eu une augmentation de l'ordre de 17 % du nombre de fermes certifiées biologiques québécoises, passant de 855 à 1003 (Boutin *et al.* 2011). Pourtant, en raison de leur difficulté à répondre aux standards du marché dominant, les producteurs biologiques du Québec ont de la difficulté à distribuer leurs produits de manière efficace au Québec et au Canada.

1.3.2 Les initiatives agroalimentaires alternatives au Québec

En réponse aux impacts socio-environnementaux du système agroalimentaire actuel, des citoyens et acteurs du système alimentaire se mobilisent afin de transformer le rôle de l'agriculture au sein de notre organisation sociale au Québec. Les initiatives de mise en marché représentent un des secteurs qui permet de toucher à la fois les aspects structurels et économiques. Ils permettent d'inverser la pyramide où les agriculteurs ne sont plus qu'un des maillons de la chaîne. Elles ont pour but de rapprocher les citoyens de la source de nourriture selon un modèle de « circuit court » où peu d'intermédiaires séparent le producteur et le consommateur (Konforti 2011). Cela permet aux agriculteurs de vendre leurs produits par des canaux de mise en marché directe ou semi-directe comme les marchés publics, les marchés de solidarité, des sites internet, des kiosques à la ferme, des livraisons à domicile, des ventes aux restaurants et épiceries locales et bien d'autres modes de mise en marché plus innovateurs encore. À travers ces différentes initiatives, il y a un lien qui se crée entre les producteurs et les consommateurs, ce qui engendre la confiance et permet une sensibilisation aux enjeux des agriculteurs.

Ainsi, les initiatives citoyennes qui revendiquent une agriculture plus humaine et écologique se multiplient depuis les vingt dernières années via des projets en agriculture urbaine, des partenariats avec les fermiers locaux et des projets coopératifs soutenus par des organisations citoyennes. La transformation du système agroalimentaire est opérée par de nombreux acteurs et majoritairement d'organisations à but non lucratif (OBNL) ainsi que de coopératives et de groupes citoyens. Ces initiatives sont multiples et motivées par diverses préoccupations liées à la nourriture (Office de consultation publique de Montréal 2012; Bouchard 2002).

1.4 Objectif et sous objectifs de la recherche

Plusieurs organisations participent à ce changement progressif en constituant de nouveaux systèmes agroalimentaires alternatifs, où les pratiques agricoles écologiques sont encouragées, et qui relient les gens à la nourriture qu'ils consomment.

L'objectif de cette recherche est d'analyser les enjeux de solidarité sociale présents au sein des initiatives alimentaires alternatives qui contribuent à la transformation du système agroalimentaire dans le Sud du Québec. Les enjeux de solidarité sociale sont essentiels dans la construction d'initiatives, car elle favorise le partage d'information, d'outils et d'expériences qui contribuent à tisser des liens entre les acteurs de ces initiatives alimentaires. Que ce soit par l'éducation populaire, la création de projets de mise en marché collective, l'organisation de rassemblements et d'évènements festifs, l'étude des liens de solidarité unissant les gens et les organismes du système est nécessaire à un développement durable de ces initiatives. L'étude des liens de solidarité permet d'évaluer la capacité de mobilisation des producteurs et des consommateurs, l'accessibilité des produits de la ferme à l'assiette, la capacité d'approvisionnement, et d'identifier les besoins des communautés où les projets sont effectués.

1.4.1 Objectif de recherche

Explorer les enjeux de solidarité sociale entre les initiatives alimentaires alternatives qui contribuent à la transformation du système agroalimentaire dans le Sud du Québec.

1.4.2 Sous-objectifs de recherche

- 1- Comprendre les enjeux de solidarité au sein des initiatives alimentaires alternatives en ce qui a trait à la mise en marché, la pérennité et leur capacité à transformer les communautés tant en milieu urbain que rural.
- 2- Dresser un portrait de la contribution des initiatives alimentaires alternatives à la transformation du système agroalimentaire dans le Sud du Québec.

CHAPITRE II

CADRE CONCEPTUEL

La section suivante décrit les courants théoriques dans lesquels s'insère ce mémoire. Cette recherche s'appuie sur certaines théories étudiant les initiatives alimentaires alternatives provenant des différentes communautés académiques en Amérique du Nord, majoritairement aux États-Unis et plus particulièrement en Californie où est situé le Center for Agroecology and Sustainable Food Systems de l'Université de Santa Cruz. Dans un second temps, elle présente les éléments conceptuels qui ont émergé comme outils principaux d'analyse au courant de la démarche itérative qui sera expliquée dans le chapitre III. Cette section présente l'ensemble des éléments conceptuels qui serviront à mettre en relation les données et faire progresser l'analyse : les alternatives à l'agriculture industrielle, les initiatives alimentaires alternatives, les approches théoriques utilisées, la description des modes de mise en marché de proximité, ainsi que l'agriculture urbaine.

2.1 Les alternatives à l'agriculture industrielle

Il existe plusieurs types d'agriculture respectueuse de l'environnement. Plusieurs techniques, valeurs et conceptions d'une agriculture durable sont communes entre

elles. Cette section ne présentera que quelques-unes des alternatives à l'agriculture industrielle qui seront utilisés lors de l'analyse et de la présentation¹, soit l'agriculture biologique, l'agriculture écologique, l'agroécologie et la permaculture.

L'agriculture biologique

L'agriculture biologique a pour objectif de produire de la nourriture de bonne qualité sans créer les problèmes de pollution que les pesticides et fertilisants modernes engendrent² (Gliessman et Rosemeyer 2010; Constance, Choi et Lara 2013). Le terme d'agriculture biologique remonte aux années 1930-1940, mais fut popularisé dans les années 1960 avec la parution du livre mythique *Silent spring* (Printemps silencieux) de Rachel Carson. Celui-ci dévoilait les effets sur la santé des pesticides, les associant au développement de cancers et à la mort d'oiseaux (Gliessman et Rosemeyer 2010).

Ce type d'agriculture favorise la biodiversité en limitant l'utilisation de pesticides qui doivent être d'origine biologique et certifiés selon des critères établis. Les principes de l'agriculture biologique sont basés sur les processus d'interaction entre les espèces. L'agriculture biologique favorise la culture d'une plus grande diversité de plantes qui sont souvent placées en fonction de leur complémentarité avec les plantes voisines. Cette agriculture valorise la présence d'activité microbologique dans le sol, par l'ajout de compost notamment et en travaillant le sol le moins possible (Gliessman et Rosemeyer 2010).

¹ En effet, nous avons pris connaissance des concepts d'agriculture biodynamique, « naturelle » ou « durable » qui ne seront pas définis.

L'agriculture écologique

L'agriculture écologique utilise les principes de production de l'agriculture biologique, mais elle prend aussi en compte l'empreinte écologique des aliments hors de la ferme, tels que les food miles ou « kilomètres alimentaires » qui correspondent à la distance parcourue par un aliment hors de la ferme (Deverre 2010). Elle peut tenir compte d'autres éléments comme la quantité de plastique utilisée pour l'emballage.

L'agroécologie

À ses débuts, le mouvement de l'agriculture biologique était également agraire, ses défenseurs accordaient une valeur au bien-être des communautés rurales, à la justice sociale et à l'aliénation des consommateurs créée par le système agroindustriel (Gliessman et Rosemeyer 2010). Aujourd'hui, avec le marché grandissant de l'agriculture biologique et l'intérêt du système agroalimentaire conventionnel pour développer de nouvelles filières, le concept d'agriculture biologique a perdu cette dimension sociale (Constance, Choi et Lara 2013; Gliessman et Rosemeyer 2010). Les certifications ne prennent généralement pas en compte les critères de justice sociale. Alors que les firmes de l'agrobusiness développent des filières biologiques, elles réussissent à perpétuer leur modèle de monocultures à

grande échelle en exerçant de la pression sur les organismes de certification pour faire homologuer de nouveaux « biopesticides »³ (Constance, Choi et Lara 2013).

L'utilisation du concept d'agroécologie, qui prône les fondements de l'agriculture biologique, n'a cependant pas suivi cette tendance. En effet, l'agroécologie s'oppose au modèle industriel agricole dominant et valorise une agriculture biologique à petite échelle basée sur des processus écosystémiques s'inspirant de ceux de la nature et où le consommateur retrouve un lien avec celui qui produit sa nourriture (Altieri, 1999; Francis *et al.*, 2003; Schutter, 2011; Wezel *et al.*, 2009). Par le fait même, l'agroécologie place l'agriculture sur la voie de la durabilité en supprimant la dépendance de la production alimentaire à l'égard de l'énergie fossile (pétrole et gaz) (Schutter 2011). Les pratiques culturelles encouragées recréent des conditions optimales où sont cultivées plusieurs espèces en même temps, recréant une dynamique écosystémique. Ainsi, peuvent être cultivés des fruits, des légumes, des céréales, tout en élevant des animaux. Elle consiste à cultiver des plantes indigènes, adaptées au climat et aux conditions environnantes. C'est, par le fait même, une gestion écosystémique qui permet de conserver la biodiversité et de diversifier les cultures (Schutter 2011; Gliessman et Rosemeyer 2010).

La permaculture

La permaculture est née d'un refus du modèle agricole industriel de la révolution verte dans les années 1960 (Pezrès 2010; King 2008). Se rapprochant sur plusieurs points de l'agroécologie (Gliessman et Rosemeyer 2010), elle consiste à concevoir

³ Pesticides d'origine biologique.

des écosystèmes productifs où les ravageurs et autres indésirables sont contrôlés par un équilibre synergique entre les animaux et les plantes. La permaculture priorise la culture des plantes vivaces (ex. de petits arbustes) qui ont le temps de s'enraciner dans le sol de manière durable et de fournir des habitats à la petite faune. Les créateurs du concept, David Holmgren et Bill Mollison définissaient, en 1986, la permaculture comme « un système évolutif intégré, d'autoperpétuation d'espèces végétales et animales utiles à l'homme » (Pezrès 2010). Face aux obstacles liés à l'application de la permaculture au sein du modèle sociétal actuel, le concept a évolué à travers le temps. Il applique désormais les concepts de design écosystémique à l'échelle de communautés, où chaque individu a un rôle à jouer. Afin de concevoir des systèmes autosuffisants, il y intègre dans ses domaines des énergies renouvelables et aux autres domaines clés nécessaires à la création d'une « culture durable », telles que l'éducation, la santé et l'économie (Holmgren 2002).

Ce tableau expose plusieurs pratiques d'agriculture écologiquement intensive (AEI)⁴ utilisées dans toutes les méthodes de production des approches qui ont été présentées dans cette section. Il démontre également le contraste de ces méthodes avec celles de l'agriculture conventionnelle.

⁴ La notion d'« intensification écologique » fait référence au niveau de production par hectare élevé. Sa production s'efforce d'être en harmonie et en symbiose avec l'environnement, en valorisant les ressources naturelles sans les dégrader et en utilisant les services écosystémiques (De et Defis 2010).

Tableau 2.1 Comparaison de voies et moyens de l'agriculture conventionnelle et de l'AEI (Bonny 2010, p.4)

Aspects	Agriculture conventionnelle	Agriculture Ecologiquement intensive
Orientation générale	Artificialisation du milieu, emploi d'intrants achetés	Recherche d'utilisation et d'imitation des processus naturels et de symbiose avec ceux-ci
Itinéraires techniques et modes de raisonnement des interventions	Suivi de schémas assez standardisés	"Retour de l'agronomie", davantage d'observations de terrain ou obtenues par diverses sources, recherche d'adaptation au milieu
Réseaux de conseil	Importance des coopératives et négociants	Groupes d'agriculteurs plus autonomes, réfléchissant en réseaux
Fertilité	Surtout des engrais chimiques	Utilisation de légumineuses, mycorhizes, lombrics, vie microbienne des sols, plantes de couverture, agroforesterie, Meilleure valorisation des déchets organiques et fumiers. Recherche de mobilisation des éléments profonds. Evitement des sols nus. Objectif d'accroître la biomasse recyclable
Contrôle des adventices	Labour, herbicides	Rotations, binage mécanique, allélopathie, couverts végétaux épais, mulchs
Traction	Motorisation importante, e.g. labour	Semis sans labour ou labour réduit (on mime les processus naturels)
Contrôle des maladies des plantes	Surtout des traitements chimiques, ou emploi de variétés résistantes	Rotations, lutte intégrée et biologique, emploi d'auxiliaires, d'associations de cultures, de variétés résistantes, d'allélopathie. Recherche d'une gestion plus durable des pesticides quand on en emploie. Raisonnement des traitements
Contrôle des insectes	Surtout par des pesticides ou variétés résistantes	Variétés résistantes, associations de variétés, phéromones, lutte biologique, confusion sexuelle, utilisation d'auxiliaires
Limitations en eau	Irrigation là où c'est possible	Plantes résistant mieux à la sécheresse, mulchs, augmentation du taux d'humus, aménagement des parcelles, réservoirs pour recueillir l'eau, irrigation goutte à goutte
Production de services écologiques	Fourniture relativement limitée	Conservation de l'eau et de sa qualité. Evitement des sols nus. Meilleure lutte contre l'effet de serre et contre l'érosion de la biodiversité.
Paysage	Localement assez uniforme	Paysages plus variés avec des cultures diversifiées et, si possible, présence simultanée d'élevages et de cultures dans les mêmes zones. Plantation de haies,

2.2 Initiatives agroalimentaires alternatives⁵

Les initiatives alimentaires alternatives (IAA)⁶ sont des regroupements de citoyens ayant des valeurs communes visant à transformer le système agroalimentaire par le biais de la mobilisation citoyenne politique et de mise en commun des efforts à travers des projets collaboratifs (King 2008; Constance, Choi et Lara 2013; Allen *et al.* 2003; Francis *et al.* 2003; Koç *et al.* 2013). Ces initiatives remettent généralement en question le paradigme économique actuel (King 2008) et s'opposent fondamentalement au système mondialisé, où le consommateur n'a plus de lien avec le producteur et où l'industrialisation mène à des pratiques nocives pour l'environnement (Allen *et al.* 2003). Ainsi, les acteurs des initiatives alimentaires alternatives considèrent l'agriculture comme ayant des fonctions qui dépassent simplement la production d'aliments (Constance, Choi et Lara 2013; Sage 2003). Ils travaillent à mettre en place un système de production qui soit écologiquement durable, économiquement viable et socialement juste (Allen *et al.* 2003). Ceci implique la participation des citoyens dans la refonte des pratiques et des politiques agroalimentaires au niveau local (quartier, municipalité, région, province) et national (politiques fédérales) et international.

⁵ D'autres termes peuvent être utilisés pour désigner cet ensemble de systèmes se réclamant en rupture avec le système agroalimentaire « global », « dominant » ou « conventionnel » « standardisé », « mondialisé ». Il peut être question de « systèmes agroalimentaires alternatifs », « systèmes alimentaires locaux », « systèmes alimentaires durables », « pratiques alimentaires alternatives », « initiatives citoyennes alimentaires » (Deverre 2010).

⁶ Au cours de cette recherche, IAA sera utilisé pour dénommer les initiatives alimentaires alternatives. Ceci est une traduction du terme AFI, qui correspond à *agri-food initiatives*, acronyme couramment utilisé dans l'étude des initiatives alimentaires alternatives.

2.3 L'étude des systèmes agroalimentaires alternatifs

Les IAA font partie du champ d'études des systèmes agroalimentaires alternatifs (S3A) qui regroupe plusieurs courants théoriques tels que la sociologie (rurale, de l'environnement, de l'innovation, politique), l'économie politique, la géographie humaine, le biorégionalisme et l'étude des réseaux d'acteurs (Deverre, 2010 ; Goodman, 2002). Cette section présente les trois approches qui ont paru les plus pertinentes pour déterminer les paramètres de l'étude, enrichir la compréhension et l'analyse des données empiriques du phénomène à l'étude.

2.3.1 L'agroécologie comme étude des systèmes agroalimentaires

Les pratiquants et théoriciens de l'agroécologie se sont progressivement intéressés à l'analyse du système agroalimentaire « de la fourche à la fourchette ». C'est d'ailleurs la raison pour laquelle l'agroécologie est pertinente comme approche générale de cette recherche. Une métarecherche effectuée par plusieurs agroécologistes définit l'agroécologie comme l'écologie du système alimentaire : « Agroecology as the integrative study of the ecology of the entire food system, encompassing ecological, economic and social dimension » (Francis *et al.*, 2003, p.100) .

L'agroécologie met l'accent sur l'importance de l'interdisciplinarité dans l'analyse des systèmes alimentaires alternatifs et sur l'importance d'étudier les liens entre production et consommation (Francis *et al.* 2003). Afin de rendre cela possible, sans avoir recours à plusieurs analyses pour avoir un portrait complet, il convient

d'aborder le problème de façon holistique. Dans leur livre *Conversion to sustainable agriculture : principles, processes, and practices*, Gliessman et Rosemeyer (2010), expliquent que l'agriculture écologique n'est pas une fin en soi et qu'il est inévitable de rétablir le lien direct entre ceux qui produisent la nourriture et ceux qui la consomment pour bâtir une agriculture réellement respectueuse de l'environnement. Selon eux, une agriculture pérenne doit donc prendre en considération les interactions entre les différentes composantes du système agroalimentaire et les multiples facettes qui interagissent dans le contexte d'un système alimentaire de plus en plus complexe.

2.3.2 Les études alimentaires critiques

Les « études alimentaires critiques » ou « critical food studies » se définissent comme étant un cadre d'analyse systémique « inter- », « multi- » et transdisciplinaire (Koç, Sumner et Winson 2013). Ce domaine de recherche émergent analyse comment s'articulent les relations, les processus, les structures et les institutions qui impliquent la relation des humains avec la nature et les autres humains, impliquant la production, la distribution, la consommation et la vente de la nourriture (Koç, Sumner et Winson 2013). L'approche a pour avantage de connecter de manière dynamique des disciplines académiques qui sans cela n'auraient pas collaboré entre elles. Sa perspective critique permet une compréhension du fonctionnement du système agroalimentaire actuel afin d'évaluer quelles seraient les étapes pour envisager une alternative juste et viable (Koç, Sumner et Winson 2013). La majorité des recherches sont de type qualitatif et utilisent une approche combinant les données théoriques aux données empiriques, ce qui permet de saisir

la complexité des problématiques étudiées (Koç, Sumner et Winson 2013). De plus, une des caractéristiques des recherches en études alimentaires réside dans sa proximité et sa collaboration avec les organisations de la communauté qui apportent des formes de savoirs hors-normes (Koç, Sumner et Winson 2013), d'où sa pertinence comme approche théorique de cette étude. D'ailleurs, il est commun que chez certains analystes des IAA les engagements militants et académiques se recoupent explicitement (Deverre 2010), comme c'est le cas pour un des groupes à l'étude dans cette recherche.

2.3.3 Nouveaux mouvements sociaux alimentaires

Les nouveaux mouvements sociaux alimentaires sont multidimensionnels et issus de la mobilisation de plusieurs acteurs, souvent impliqués dans des IAA aux intérêts différents, qui collaborent pour défendre des causes communes (Goodman et DuPuis 2002; Allen *et al.* 2003; Hassanein 2003). Ce mouvement de protestation en émergence contre le système a donné lieu à un nouveau type de mouvement social, où les acteurs, dans une optique pragmatique, forment des alliances, menant parfois à des initiatives et coalitions (Hassanein 2003). Il en résulte de nouvelles structures innovatrices qui émergent d'une critique holistique du système qui met en lumière le rôle social et culturel de la nourriture.

Une de ces structures est celle de la démocratie alimentaire qui réunit tous les acteurs travaillant à transformer le système actuel, des militants du mouvement paysan rural à ceux promulguant la sécurité alimentaire en milieu urbain. Les activistes et les membres d'institutions académiques utilisent pour le nommer des

termes tels que démocratie alimentaire (food democracy), alimentation citoyenne (food citizenship), agriculture civique (civic agriculture), souveraineté alimentaire, justice alimentaire (food justice) et de sécurité alimentaire (food security) (Hassanein 2008; DeLind et Bingen 2007). Toutes ces initiatives travaillent pour une démocratisation du système alimentaire, encourageant une plus grande participation citoyenne à la création de nouvelles politiques alimentaires, et ce, à tous les paliers de gouvernements (Hassanein 2008). Ainsi, le pouvoir de transformation de la démocratie alimentaire réside dans sa volonté significative de remettre en question la structure économique du système en contestant la marchandisation de la nourriture et transformant les citoyens réduits au rôle de consommateur passif à des citoyens éduqués et engagés (Welsh et MacRae 1998; Hassanein 2003)⁷.

2.4 Les concepts de mise en marché « de proximité »

Cette section est une présentation des concepts qui serviront d'outils de références pour la présentation et l'analyse des données. Elle expose le concept de « circuits courts » et le champ notionnel qui entoure la mise en marché « de proximité » qui fait généralement référence à l'aspect « local ». Ce dernier est lui-même sujet à interprétation et varie selon le pays, voire la province, et les orientations politiques des gouvernements en place.

⁷ La démocratie alimentaire s'insère dans un mouvement plus large de responsabilisation et de participation citoyenne aux processus décisionnels des enjeux environnementaux qui sont portés par le concept d'écocitoyenneté, mais il ne sera pas question de cette notion au cours de ce mémoire.

Un circuit court de commercialisation compte peu ou pas d'intermédiaire entre le producteur et le consommateur. Ce type d'entreprise prône une approche différente face au mode actuel de distribution agroalimentaire qui domine le marché et se présente en tant qu'alternative ancrée dans une communauté. Les circuits courts s'insèrent aussi dans la mouvance de la consommation responsable engagée à une plus grande solidarité envers ceux et celles qui travaillent pour une agriculture viable et des diverses caractéristiques propres aux systèmes alimentaires locaux.

L'agriculture de proximité réfère à une agriculture dont la mise en marché s'opère en circuit court (CAPÉ s. d.). Selon le Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ), ce mode de mise en marché « fait intervenir au plus un intermédiaire dans la distribution entre l'entreprise de production agricole ou de transformation alimentaire artisanale et le consommateur » (Gouvernement du Québec 2013). De manière générale, la mise en marché « de proximité » s'opère « en circuit court » mais tient compte d'autres paramètres tels que la distance parcourue par la nourriture, la quantité d'intermédiaires, la localisation géographique et la relation avec le citoyen (Sage 2003).

Il existe différents modes de mise en marché de proximité (toutes opérées en circuit court) tels que les marchés fermiers, de solidarité virtuels, les kiosques de vente à la ferme ainsi que l'agriculture soutenue par la communauté (ASC)⁸. Ces différents types de marchés correspondent à une alternative aux marchés d'importation (King 2008). Le marché fermier est un mode de mise en marché sans intermédiaire entre la ferme et le consommateur. Les producteurs se rendent à un endroit physique où

⁸ Cette liste n'est pas exhaustive, il s'agit des canaux de mise en marché directe les plus communément utilisés. Cette question sera discutée dans le chapitre V.

ils proposent leurs produits aux individus qui sont présents (Konforti 2011). Le marché de solidarité virtuel consiste en une plateforme web où les producteurs vendent leurs produits sans intermédiaire et les consommateurs choisissent les articles qu'ils veulent acheter. Ceux-ci ne payent qu'à la réception et la livraison se fait à un point de chute ou à domicile (Konforti 2011). Les producteurs peuvent aussi tenir un kiosque directement à leur ferme où ils offrent leurs produits directement aux consommateurs qui se présentent sur les lieux pour acheter ce qui est offert. Ils peuvent également vendre leurs produits directement au client via leur propre site Internet (Konforti 2011).

Le concept d'ASC, plus communément appelé « paniers bios » au Québec, est un modèle de circuit court permettant aux citoyens d'avoir accès à des légumes frais et biologiques. Par le biais des ASC, les citoyens encouragent une ferme locale en devenant leur partenaire, à qui ils payent, en début de saison, un montant en échange de ses produits (King 2008; Gliessman et Rosemeyer 2010). Les répercussions économiques des crises agricoles sur les agriculteurs préoccupent les regroupements agricoles et les gouvernements, qui examinent attentivement le modèle de l'ASC. En effet, en faisant commerce directement avec les consommateurs, sans intermédiaire, les agriculteurs peuvent recevoir un prix décent pour les aliments qu'ils produisent (Chinnakonda et Telford 2007). Cela leur permet ainsi de couvrir leurs coûts de production et d'obtenir une marge de profit raisonnable.

En 2013, le MAPAQ a créé le « Programme Proximité » qui a pour objectif de contribuer financièrement au développement de la mise en marché en circuit court et des producteurs et transformateurs à petite échelle (Gouvernement du Québec

2013). Le Programme Proximité soutient donc les activités de commercialisation plus directes entre les entreprises du secteur et les consommateurs, telles que les circuits courts et le déploiement d'une mise en marché à l'intérieur d'un territoire donné. Pour l'organisme gouvernemental, la mise en marché « de proximité » signifie « relationnelle » ou « géographique ».

Forme de mise en marché qui comprend les systèmes de commercialisation favorisant une plus grande proximité relationnelle ou géographique entre les entreprises du secteur bioalimentaire et les consommateurs. La proximité relationnelle fait référence aux circuits courts de commercialisation. Un circuit court fait intervenir au plus un intermédiaire dans la distribution entre l'entreprise de production agricole ou de transformation alimentaire artisanale et le consommateur. La proximité géographique correspond à la commercialisation au sein d'une même région administrative ou à moins de 150 km du lieu de production ou de transformation (Gouvernement du Québec 2013, p.4)

La vente de produits par le biais de circuits courts va de pair avec la consommation de produits agricoles locaux (Boutin *et al.* 2011; Konforti 2011). Cependant, selon les différentes organisations, institutions et gouvernements, un aliment « local » prend différentes significations. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) définit les aliments locaux comme étant des « aliments produits à l'intérieur des limites municipales » (Chinnakonda et Telford 2007). Par exemple, certains États, comme le Vermont, ont adopté une définition légale des « aliments locaux », comme ayant « été produits à moins de 30 milles de leur point de vente » (Chinnakonda et Telford 2007).

Cependant, les gouvernements choisissent souvent de définir l'alimentation locale en mettant l'accent sur les limites territoriales (Chinnakonda et Telford 2007) et le terme est sujet à changement selon les orientations économiques et politiques des

différents gouvernements. Par exemple, l'Agence canadienne de l'Inspection des Aliments (ACIA) a adopté une politique provisoire qui permet l'utilisation du terme « local » (Agence canadienne d'inspection des aliments 2013) pour :

- Les aliments produits dans la province ou le territoire où ils sont vendus;

ou

- les aliments vendus dans d'autres provinces ou territoires dans un rayon de 50 km de la province ou du territoire d'origine.

Dans l'ancienne politique, les termes « local » et « cultivé localement » signifiaient que l'aliment avait été fabriqué dans un rayon de 50 km de l'endroit où il était vendu ou bien qu'il provenait de la collectivité locale (p. ex. municipalité) où il était commercialisé ou d'une collectivité locale adjacente (Agence canadienne d'inspection des aliments 2013). Cette nouvelle définition permet à une compagnie de vendre un produit à une zone géographique beaucoup plus élargie qu'avant sous le terme « local ». Cela a pour conséquence d'enlever de la valeur ajoutée aux aliments qui sont produits dans un rayon de 50 km de l'endroit où ils sont vendus. Désormais, pour le consommateur du Sud du Québec, un produit provenant de la Gaspésie sera considéré « local » au même titre que celui de la municipalité voisine de celle où il est vendu. Cette nouvelle définition avantage donc le système agroalimentaire traditionnel et n'encourage pas les grands distributeurs à faire affaire avec les entreprises avoisinantes, encourageant le même paradigme économique néolibéral qui ne voit pas d'intérêt à opérer en circuit court. On constate donc que deux tendances s'opposent toujours, ce qui rend difficile le

maillage des modes de mise en marché en circuits courts et celui des grandes chaînes de distribution alimentaire.

2.5 L'agriculture urbaine

L'agriculture urbaine (AU) revêt plusieurs définitions. Dans sa plus simple expression, l'agriculture urbaine est la production alimentaire en milieu urbain tel que les jardins individuels, communautaires et collectifs. Elle a aussi trait aux enjeux entourant la production et l'approvisionnement alimentaire en milieu urbain (Office de consultation publique de Montréal 2012). En effet, la pratique de l'AU peut non seulement prendre de nombreuses formes (de jardins individuels, collectifs, clandestins, communautaires, institutionnels ou des projets d'élevage, d'apiculture, de pisciculture, etc.), mais peut également être intégrée à une dimension alimentaire et sociale plus large que celle de la simple production (Le collectif de recherche en aménagement paysager et en agriculture urbaine durable 2012). L'AU est par ailleurs reconnue pour son aspect éducatif, son effet bénéfique sur les îlots de chaleur et sur la santé (Office de consultation publique de Montréal 2012). La Figure 2.1 expose cette multifonctionnalité que revêt l'AU.

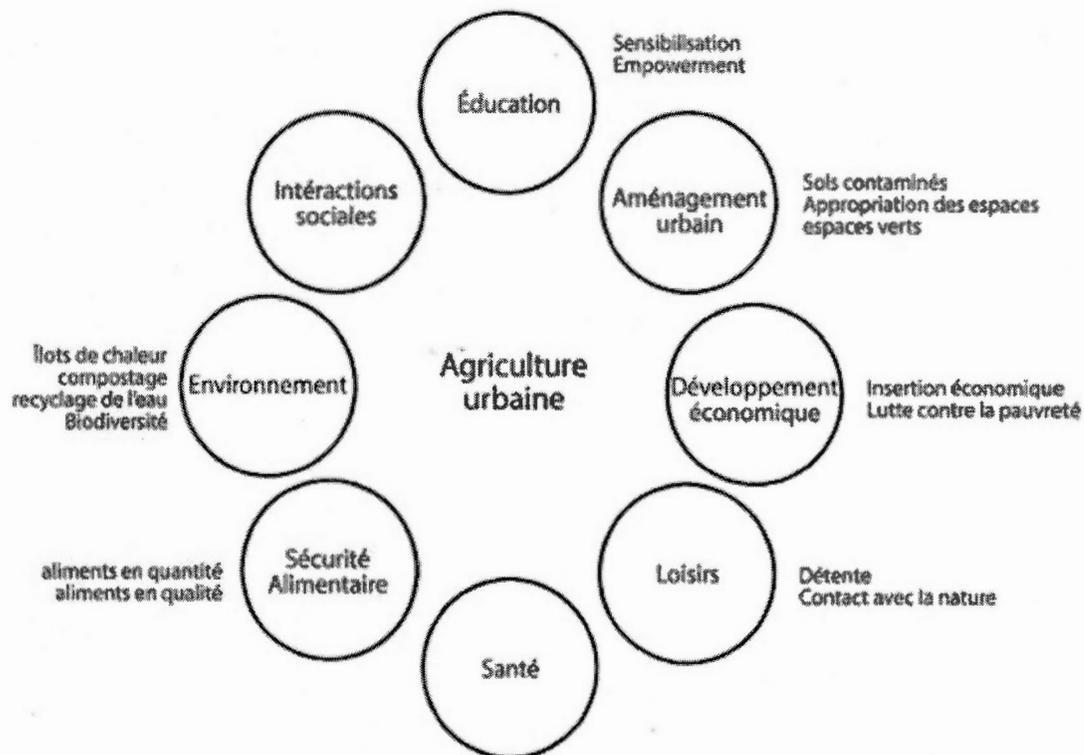


Figure 2.1 Les différentes sphères d'intervention et d'évaluation de l'AU en terme de développement économique, social et environnemental (Duchemin, Wegmuller et Legault 2010)

Par ailleurs, un grand nombre d'initiatives alimentaires alternatives qui font partie du paysage urbain ont des projets de production d'agriculture urbaine, mais la capacité de production ne pourrait suffire à répondre à la demande alimentaire des villes. Ainsi, les IAA développent de nouveaux canaux de commercialisation, organisent des marchés fermiers et élargissent leur intérêt pour le développement de circuits courts et les partenariats avec des producteurs.

CHAPITRE III

MÉTHODOLOGIE

Ce chapitre présente la démarche générale de recherche adoptée ainsi que les stratégies de collecte et d'analyse des données utilisées. Il comporte également une section portant sur les considérations d'ordre éthique qui ont fait l'objet d'une attention particulière à travers la démarche de recherche. La méthodologie utilisée est présentée en détail pour assurer une meilleure compréhension de ce type de méthodologie qui demeure peu connue et souvent mal comprise. Son attrait est sa capacité d'envisager l'étude interdisciplinaire des problèmes environnementaux complexes à travers une approche diversifiée, multidimensionnelle et flexible.

3.1 La Méthodologie de la « théorisation enracinée »

La présente recherche est qualitative de type grounded theory ou « théorisation enracinée » ce qui signifie qu'elle vise l'émergence d'éléments de théorisation ou de concepts qui sont suggérés par les données de terrain, et ce, tout au long de la recherche (Luckerhoff et Guillemette 2012; Morgan 2008)

Le processus de cette recherche est de type itératif, c'est-à-dire qu'il est basé sur un aller-retour constant entre la collecte et l'analyse des données, entre une interprétation inductive et déductive des données (Morgan 2008; Guillemette 2006; Luckerhoff et Guillemette 2012). En effet, comme le décrit Guillemette (2006) :

L'analyse des données est le retour constant à la comparaison entre les produits de l'analyse et les données empiriques. Non seulement l'analyse prend comme point de départ les premiers épisodes de collecte des données, mais elle se poursuit dans un processus de validation qui consiste à revenir constamment, soit aux données déjà collectées, soit à de nouvelles données. (Guillemette, 2006, p.33)

C'est ainsi que les interconnexions observées font progresser la réflexion du chercheur et l'analyse de ses données. Ainsi, le principe central de la théorisation enracinée implique que l'analyse des données s'effectue à partir de catégories qui « apparaissent » au fil de la collecte de données (Luckerhoff et Guillemette 2012).

Cette recherche a donc débuté par l'élaboration d'une problématique à la manière de l'approche Méthodologie de la Théorisation Enracinée (MTE), c'est-à-dire par un questionnement général concernant l'objet de recherche qui nous intéressait. Une première revue de littérature exploratoire inductive a été menée, inspirée par un questionnement sur le système agroalimentaire actuel et sur l'état de l'agroécologie et de la permaculture au Québec. Le questionnement principal portait sur leur avenir au Québec, puis sur la relation entre ces concepts qui promulguent tous deux des modes de production alimentaire éthiques reproduisant et respectant les écosystèmes. Ces premières lectures ont aidé à préciser l'objet de recherche, qui s'est dirigé vers l'aspect mouvement social de l'agroécologie au Québec et son potentiel de transformation du système agroalimentaire. Ayant étudié les enjeux reliés au système agroalimentaire actuel et aux particularités du mouvement social œuvrant à sa transformation, l'objet de recherche s'est précisé. Nous nous sommes

demandé quels sont les enjeux concernant les liens de solidarité entre les initiatives alimentaires alternatives qui contribuent à la transformation du système agroalimentaire dans le Sud du Québec.

L'objet de cette recherche a donc été davantage un « terrain à explorer » qu'une question de recherche bien délimitée à laquelle répondre (Garreau et Bandeira-de-Mello 2001). Cela signifie que le but de cette recherche n'est pas d'infirmer ou de confirmer une hypothèse ou une théorie. Ce type de méthodologie et de design de recherche a également été choisi, car il cadre avec le domaine des sciences de l'environnement qui analyse des enjeux dont l'évolution des phénomènes sociaux et naturels est si rapide qu'au cours d'une même recherche la situation étudiée évolue beaucoup (Audet et Gendron 2012; Koç *et al.* 2013). Il est donc pertinent de théoriser tout au long du processus selon l'émergence de nouveaux phénomènes et l'évolution des situations à l'étude (Luckerhoff et Guillemette 2012; Morgan 2008).

Cette méthodologie permet de dresser un portrait plus exhaustif des liens entre les divers acteurs et concepts théoriques de l'objet d'étude et de comprendre certains éléments qui n'étaient pas à l'étude au moment de la formulation de la question générale, mais qui se sont pourtant révélés déterminant pour l'analyse de la situation (Glaser et Strauss 2010). C'est le cas dans cette recherche, où les organismes analysés en profondeur ont tous été créés alors que le processus de collecte de données était déjà entamé. C'est donc la recherche d'une meilleure compréhension des enjeux auxquels ces initiatives émergentes font face qui nous a poussée à investiguer davantage ces organismes plutôt que d'autres. Enfin, elle offre une plus grande flexibilité dans le choix des modes de collecte de données, qui peuvent être diverses et dont la nécessité peut émerger selon les découvertes théoriques tout au long de la recherche (Luckerhoff et Guillemette 2012; Morgan 2008).

3.2 L'émergence d'un cadre théorique et la relation aux textes scientifiques

Afin de compenser le fait que certaines informations méthodologiques ne peuvent être déterminées à l'avance, il est commun dans ce type de recherche de donner plus de précision sur ce qu'est le processus de la méthodologie de la théorisation enracinée.

3.2.1 L'émergence d'un cadre théorique

Le cadre théorique se construit au fur et à mesure de l'avancement de la conceptualisation. Ainsi, lorsque les catégories et les propriétés qui émergent au fur et à mesure de la collecte de données gagnent en abstraction et qu'elles s'articulent et forment des interrelations, elles ont pour résultat la création d'un cadre théorique central et intégré : le noyau de la théorie émergente. Ce noyau devient alors un guide théorique pour la poursuite du recueil et de l'analyse des données (Glaser et Strauss 2010). Guillemette (2006) explique :

L'attention portée à ce qui émerge du terrain (ou des acteurs qui vivent les phénomènes) permet de « découvrir » des points de vue inédits, d'autant plus que cette attention implique que l'analyse se développe selon des questionnements qui proviennent du terrain et non des cadres théoriques existants. La validation dont il est question suppose plus qu'une vérification. Il s'agit, en effet, d'un ajustement constant à ce qui se passe sur le terrain. (Guillemette, 2006, p.33)

C'est donc principalement à partir des données et non à partir des écrits scientifiques que nous avons développé notre théorisation. La recherche a toutefois été balisée et inspirée par certains courants théoriques étudiant les mouvements sociaux et les initiatives alternatives alimentaires, tels que l'agroécologie, la permaculture, les études alimentaires et la démocratie alimentaire.

3.2.2 L'exploration théorique des textes scientifiques

La MTE privilégie que les chercheurs mettent en suspens le recours à leurs connaissances, non pas en les niant, mais plutôt en faisant un effort pour en prendre conscience, notamment à travers un journal de bord afin de mieux les contrôler et de les mettre temporairement de côté afin de permettre au cadre théorique de se construire à partir des données. Mais bien que la MTE n'utilise pas de cadre théorique défini préalablement à la collecte de données, cela ne signifie pas pour autant qu'il faille effectuer la recherche sans notions théoriques préalables. Il serait imprudent de se lancer dans la complexité d'une recherche de terrain sans l'avoir balisée au préalable.

Pour ce faire, la MTE offre plusieurs façons de faire référence aux écrits (Luckerhoff et Guillemette 2012). Ainsi, une recension des écrits sur la question de recherche pour s'assurer qu'elle n'a pas déjà fait l'objet d'un projet de recherche semblable a été effectuée. Cet exercice peut donc s'avérer très utile à condition de maintenir une certaine distance par rapport à l'angle choisi et de demeurer ouvert aux autres perspectives (Luckerhoff et Guillemette 2012). Dans la présente recherche, cet examen des écrits a également aidé à définir les termes servant à la description de la

problématique de recherche en facilitant l'identification des données pertinentes et des catégories abstraites significatives.

De plus, parcourir les écrits scientifiques peut nourrir la sensibilité théorique en fournissant au chercheur un vocabulaire pertinent. De plus, une bonne connaissance du corpus théorique aide à délimiter le périmètre de la problématique à étudier (Labelle, Navarro-Flores et Pasquero dans Luckerhoff et Guillemette, 2012). La recension des écrits permet ainsi de bâtir un cadre théorique simplifié, qui sert de base à la formulation de questions guides et aide à construire une question centrale de recherche ajustée au terrain projeté, progressivement reformulée au fur et en mesure que le chercheur avance dans sa recherche et qu'elle gagne en précision (Labelle, Navarro-Flores et Pasquero dans Luckerhoff et Guillemette, 2012).

3.2.3 Sensibilité théorique, concepts sensibilisateurs et relation aux écrits scientifiques

L'examen des écrits aide donc à clarifier la perspective dans laquelle les phénomènes seront étudiés, perspective qui correspond à la « sensibilité théorique » du chercheur. Cet exercice permet aussi d'esquisser des « concepts sensibilisateurs » une idée qui amorce la compréhension du phénomène à l'étude à partir des écrits scientifiques.

La sensibilité théorique

La sensibilité théorique signifie être capable de donner un « sens » aux données empiriques et de dépasser l'évidence de la première interprétation, par l'ouverture, ou l'« écoute », de que les données « disent » (Plouffe dans Luckerhoff et Guillemette, 2012). Plouffe (in Luckerhoff et Guillemette, 2012) explique :

La sensibilité théorique du chercheur est la perspective avec laquelle il perçoit les données empiriques. Il est un interprétant qui prend position par rapport à ce qu'il observe. L'interprétant s'applique à comprendre ce qui est dit, puis à le traduire en concepts pour décrire et interpréter ce qui est dit. (Plouffe dans Luckerhoff et Guillemette, 2012, p.95-96)

Il s'agit donc de mettre en perspective les données empiriques en prenant une certaine distanciation « théorisante » (Guillemette 2006). Cette perspective peut en fait être déterminée par les paramètres de l'étude et les termes utilisés identifiés après la lecture de la littérature scientifique précédente, tels que le décrivent Luckerhoff et Guillemette (2012). En MTE, ce concept de « perspective » avec laquelle le phénomène est appréhendé correspond aux lunettes permettant de « voir » ce qui se trouve dans les données, d'où le terme « sensibilité » théorique. En effet, Luckerhoff et Guillemette (2012) expliquent que malgré la mise de côté des écrits scientifiques, chaque chercheur a sa sensibilité théorique et qu'il est sensible à des aspects de la réalité plus qu'à d'autres, notamment à cause de sa formation disciplinaire et à cause de ses « connivences théoriques ».

Les résultats des analyses sont enracinés dans les données et le chercheur rapporte comment ces analyses ont été réalisées à travers des critères d'adéquation et de cohérence entre les résultats d'analyse et les données empiriques. Cela équivaut au critère de validité interne et du critère d'objectivité, qu'il faut opérationnaliser dans toute recherche scientifique (Luckerhoff et Guillemette, 2012). Ce qui constitue la

spécificité de la MTE réside dans la flexibilité de la démarche d'analyse, c'est-à-dire que la définition de ces termes ne sert que de base à la théorisation et que le chercheur est dans un constant processus d'adaptation, ne pouvant prévoir les voies que prendront l'analyse et la théorisation (Luckerhoff et Guillemette 2012). Luckerhoff et Guillemette (2012) soulèvent : « Strauss et Corbin (1998) rappellent que le processus d'analyse lui-même, parce qu'il favorise l'émergence, fait surgir de nouveaux concepts qui deviennent à leur tour des concepts sensibilisateurs. »

Les concepts sensibilisateurs

L'utilisation de concepts sensibilisateurs correspond à la sensibilité théorique de la MTE. Selon Glaser, un des deux pères fondateurs de la MTE, tout peut constituer une donnée, « all is data » (Glaser, 2001). Dans cette recherche, les écrits scientifiques ont servi à nourrir la réflexion et ont constitué une source de données qui ont été intégrées aux procédures de théorisation. À l'instar de la sensibilité théorique, selon Plouffe (2012) :

Ces concepts sensibilisateurs favorisent une plus grande acuité dans la lecture des données et permettent au chercheur de reconnaître ce qui émerge des données (Charmaz, 2004). Ainsi, à mesure que le chercheur avance dans son analyse des données empiriques, ce sont ses savoirs expérimentiels, théoriques et culturels qui lui permettent de reconnaître les similitudes et les différences entre les données, entre les concepts, entre les énoncés théoriques, etc. (Plouffe dans Luckerhoff et Guillemette, 2012, p.96)

Cela a pour résultat d'enrichir la compréhension progressive du phénomène à l'étude et des données nouvelles qu'il recueille et qu'il analyse. De plus, le corpus théorique existant permet de stimuler le processus de comparaisons, d'aider à l'interprétation des liens théoriques émergents et de stimuler l'imagination

théorique quand il convient de développer une nouvelle théorisation, en particulier si le chercheur est capable de jongler entre plusieurs approches théoriques (Labelle, Navarro-Flores et Pasquero dans Luckerhoff et Guillemette, 2012).

Cela permet d'éviter les biais théoriques par le pluralisme, la recension critique et l'attention aux théories critiques ou émergentes. L'attention aux théories critiques émergentes, et la confrontation constante entre plusieurs courants théoriques indépendants et de nouvelles sources d'idées permet au chercheur de conserver une distance adéquate avec la réalité du terrain et donc, de s'affranchir de risques de biais (Labelle, Navarro-Flores et Pasquero dans Luckerhoff et Guillemette, 2012).

Les écrits scientifiques comme base de discussion

Également, lorsque la théorie semble suffisamment enracinée et développée, les écrits scientifiques du champ de recherche peuvent alors être recensés afin de faire le lien avec la théorie en émergence. Cela implique la comparaison et la confrontation des résultats avec ceux d'études réalisées dans le même domaine afin de mettre en lumière les contributions de la recherche et les défis stimulants qu'elle peut offrir aux autres chercheurs.

Dans cette recherche, les théories existantes ont fourni un contexte à partir duquel sont démontrées l'utilité et les implications des conclusions de cette recherche. Cette recherche s'est donc basée sur les écrits scientifiques étudiant les initiatives alimentaires alternatives et les enjeux alimentaires, afin de reconnaître ce qui est nouveau, stimulant et pertinent pour son étude comparative. Des auteurs ayant particulièrement influencé le cheminement et la réflexion au long de cette recherche sont les experts de l'agroécologie tels que Alexander Wezel, Francis,

Stephen R. Gliessman et Miguel Altieri, David Goodman en économie politique, Neva Hassanein en démocratie participative, ainsi que Christine A. King, Colin Sage et Patricia Allen pour l'étude des initiatives alimentaires alternatives.

3.3 Méthodes de collecte de données

La procédure de collecte de données de cette recherche a mené à une série de questionnements qui ont émergé au cours du processus de recherche. Les différents types de collecte de données utilisés se résument essentiellement à la recherche documentaire, l'observation participante, des entretiens semi-dirigés ainsi que des échanges par courriel. Lorsque certains de ces questionnements étaient satisfaits grâce à la méthode de saturation que nous verrons plus loin, nous sommes passés à d'autres questionnements qui ont à nouveau été répondus, menant à de nouveaux questionnements, et ainsi de suite. Ces questionnements faisaient partie d'ensembles de questionnements sur différentes catégories du cadre théorique qui a été défini au fur et à mesure que la recherche progressait et que les sphères à l'étude étaient explorées.

Bien que nous ayons réalisé notre recherche dans une démarche circulaire par laquelle la collecte et l'analyse, comme nous venons de le voir, sont imbriquées l'une dans l'autre, nous pensons qu'il est tout de même préférable de présenter ces deux dimensions séparément afin que notre présentation de la méthodologie soit plus claire. C'est pour cette raison que, dans les prochains points, nous présentons distinctement la collecte de données et l'analyse des données.

Chaque fois que les participants apportaient de nouvelles données sur le phénomène, nous pouvions avancer dans notre analyse et notre compréhension. À

chaque avancée, la compréhension améliorée nous aidait, d'une part, à poser des questions d'approfondissement, et d'autre part, à mieux comprendre les nouvelles données (Lavoie 2008). Ainsi, c'est vraiment au fur et à mesure de la collecte et de l'analyse que s'est construite notre compréhension et non dans une analyse qui aurait été réalisée suite à la collecte de toutes les données. En d'autres mots, durant notre démarche, chaque nouvelle donnée recueillie a permis de laisser surgir de nouvelles pistes et de diriger les épisodes suivants de collecte de données (Luckerhoff et Guillemette 2012).

3.3.1 L'échantillonnage théorique

La démarche de la recherche a été constituée essentiellement d'un aller-retour constant entre une recherche documentaire (entre autres sur Internet), des entretiens semi-dirigés en personne, par téléphone ou par échange courriel, ainsi que de l'observation participante (Morgan 2008). Cette méthodologie implique que les personnes, les lieux et les situations étudiés par le chercheur soient choisis au fur et à mesure de la théorisation sur la base de leur capacité à promouvoir l'émergence et la construction de la théorie (Labelle, Navarro-Flores et Pasquero dans Luckerhoff et Guillemette, 2012). Glaser et Strauss (2010) proposent le concept d'« échantillonnage théorique » pour nommer le travail d'un chercheur qui vise à théoriser à partir d'un aller-retour entre l'analyse des données, la référence aux écrits scientifiques et la collecte de nouvelles données.

Dans le cadre d'un échantillonnage théorique, le chercheur ne connaît donc pas à l'avance les caractéristiques des échantillons nécessaires à la recherche, ni même le moment où l'échantillonnage sera complété (Glaser et Strauss, 2010; Luckerhoff et

Guillemette, 2012; Morgan, 2008). Cela diffère de l'échantillonnage statistique où les sujets sont sélectionnés d'avance à partir du critère de la représentativité et de la saturation statistique, qui en est une de variation à l'intérieur des paramètres démographiques de la population cible (Morgan 2008; Luckerhoff et Guillemette, 2012). En effet, selon Luckerhoff et Guillemette (2012) :

L'objectif de l'échantillonnage statistique est la généralisation des résultats à l'ensemble de la population à l'étude alors que l'échantillonnage théorique vise la théorisation. Cette différence implique que les échantillons, dans les recherches en MTE, ne sont pas des échantillons de population ou de sujets, mais plutôt de situations. (Luckerhoff et Guillemette 2012, p.54)

De plus, dans le cas de la MTE, le chercheur fait la collecte des données « théorisables », c'est-à-dire des données qui permettent une meilleure compréhension du phénomène plutôt que de simplement le documenter. Par exemple, un contact courriel a été entretenu avec Geoffroy Ménard qui est agroéconomiste et membre d'une des organisations étudiées. Quoiqu'il ne soit pas étudié en tant que sujet dans cette recherche, son point de vue en tant que spécialiste connaissant bien la situation de l'organisme est utile à une meilleure compréhension du phénomène. En effet, celui-ci a été capable de remettre en perspective certaines des conclusions de l'analyse, ce qui a permis une compréhension plus approfondie du phénomène à l'étude. Par ailleurs, la « théorisation enracinée » prône un échantillonnage qui favorise la variation ou la diversité des points de vue, ce qui est approprié pour l'analyse d'un mouvement si diversifié. Comme le mentionne Luckerhoff, Paré et Lemieux dans Luckerhoff et Guillemette (2012)

L'échantillonnage théorique amène le chercheur à collecter des données empiriques auprès de personnes ou d'informateurs pertinents, c'est à dire capables, par les données qu'ils fournissent, de favoriser la compréhension ou la théorisation du phénomène (Charmaz, 2006, Glaser 1978, Glaser et Strauss, 1967). « ... » Dans cette perspective, c'est le contenu des citations qui nous intéresse et non le lien entre les citations et la personne qui les a fournies. (Luckerhoff et Guillemette, 2012, p.214)

Lors de l'échantillonnage théorique, les instruments servant à la collecte de données requièrent un maximum d'ouverture, et ce, particulièrement dans la manière de collecter les données. Ainsi, les mêmes situations peuvent être observées à de multiples reprises sous des angles différents, particulièrement lorsque sont observés des similitudes et des contrastes (Luckerhoff et Guillemette, 2012; Morgan, 2008). La même personne peut donc être interviewée plusieurs fois avec des questions différentes ; ces questions étant pensées en fonction de la progression de l'analyse. C'est pourquoi les entretiens peuvent varier en longueur et qu'une correspondance sur plusieurs mois peut se faire, par exemple, par courrier électronique, ce qui fut le cas pour ce mémoire. Ainsi, à mesure que l'analyse progressait, la démarche n'a fait appel à aucune variable sociodémographique pour sélectionner les nouveaux participants, puisque ce sont les questionnements qui ont guidé le choix des participants suivants (Luckerhoff et Guillemette 2012).

3.3.2 Le déroulement de la collecte de données

Une première recension des écrits nous a permis d'identifier les paramètres de notre objet de recherche et donc de bien orienter notre premier échantillonnage. En effet, nous avons choisi les premiers participants éventuels en fonction de leur capacité à nous aider à comprendre le phénomène à l'étude. Nous nous sommes posé les questions suivantes: Quels sont les acteurs qui peuvent nous aider à

comprendre les enjeux concernant les liens de solidarité entre les initiatives alimentaires alternatives qui contribuent à la transformation du système agroalimentaire dans le Sud du Québec? Comment les acteurs identifiés construisent des liens de solidarité? Quel est le potentiel transformateur que ces relations impliquent? Différentes stratégies de collecte de données allaient nous permettre d'approfondir ces questions.

Bien que les différentes stratégies de collecte de données n'aient pas été effectuées les unes après les autres de façon chronologique et que certaines phases de collecte de données se soient chevauchées, nous pouvons les distinguer les unes des autres (Luckerhoff et Guillemette 2012). Cette section présente les phases de la collecte de données.

Recherche documentaire

Il faut d'abord spécifier qu'une recherche documentaire a été effectuée tout au long de la recherche. Qu'il s'agisse de textes scientifiques, de documents officiels, de certains outils de communication, comme les rapports annuels, les bulletins hebdomadaires et les dépliants d'information, les sites Internet et les réseaux sociaux. Cela a permis de saisir le message officiel projeté par les acteurs du mouvement alimentaire, de mettre en contexte l'étude et de découvrir les courants théoriques pouvant par la suite servir à la discussion.

Recherche exploratoire

La première phase de la collecte de données a été de type exploratoire : participation à des colloques, ateliers et conférences lors desquels nous avons rencontré plusieurs acteurs du milieu avec lesquels nous avons eu des entretiens informels qui ont fait progressé la réflexion sur le mouvement alimentaire citoyen et les projets pour relier citoyens et agriculteurs en construction. Nous avons également procédé à l'écoute de documentaires, la lecture de livres et de textes scientifiques, visite de sites Internet, tous ayant trait aux questions alimentaires en général pour nous familiariser avec la problématique générale. Cette recherche exploratoire nous a permis de nous familiariser avec l'univers théorique, de notre objet de recherche et d'avoir une idée du type d'information que nous recherchions.

Entretiens

Nous sommes entrés en communication avec divers acteurs du domaine afin d'avoir leur avis sur la situation et de nous guider vers d'autres personnes et pistes de réflexion. Nous sommes restés en contact tout au long de la recherche avec certains d'entre eux qui nous ont accompagnés dans la démarche d'échantillonnage théorique.

À la lumière des entretiens informels, nous avons réalisé une première série d'entretiens semi-dirigée avec des acteurs œuvrant dans le domaine de la permaculture, l'agriculture écologique ou l'engagement social en lien avec l'alimentation. Ceux-ci ont eu lieu par téléphone ou en personne au cours desquels nous avons posé quelques questions ouvertes sur l'agroécologie, la transition et la permaculture, en fonction du domaine des intervenants. Nous avons gardé contact

par courriel avec la majorité de ces intervenants tout au long de la recherche. Il a par la suite été facile de les solliciter par courriel afin d'avoir un « feedback » sur certaines hypothèses ou de recueillir de l'information supplémentaire sur certaines catégories ou concepts. Les échanges courriel représentent un avantage d'éviter la retranscription de verbatim, ce qui peut s'avérer une lourde tâche pour le chercheur. Cette méthode de collecte de données représente une façon novatrice de faire de la recherche qualitative (Luckerhoff et Guillemette 2012).

Immersion dans le milieu

Plusieurs entretiens informels ont par la suite eu lieu au cours d'une implication récurrente au sein de la communauté du mouvement agroalimentaire alternatif. Dans un premier temps, nous avons réalisé des portraits de différents acteurs impliqués en agriculture urbaine. Nous nous sommes également impliqués dans le collectif Justice alimentaire pour Montréal (JAM), dont la mission est de contribuer à la mise sur pied d'un système alimentaire juste et résilient, à travers lequel nous avons initié des projets afin de renforcer les liens entre la ville et les agriculteurs ruraux.

Plusieurs des observations participantes et discussions informelles ont eu lieu à travers une implication dans le milieu des systèmes alimentaires alternatifs. Vers la fin de la recherche, nous avons assisté à des réunions d'organismes et de regroupements de citoyens, de consommateurs et d'agriculteurs lors desquels nous avons soulevé certains questionnements nous permettant de collecter des données utiles. Les observations et les discussions informelles ont été une partie intégrante de cette recherche exploratoire en alternance avec la recherche documentaire.

La tenue du journal de bord, un élément primordial

Toutes ces observations ont été recueillies dans un journal de bord. Le journal de bord permet l'enregistrement des observations sur le terrain. Il y a d'abord les notes descriptives qui vont du repérage sur le vif au compte rendu exhaustif de la situation observée. Ces compte-rendu descriptifs doivent porter la date, le lieu, l'énumération des acteurs et des activités (Gauthier 1997). Elles peuvent être composées de notes cursives (courtes et sur le vif), de compte rendu synthétique (compléter les notes cursives), de compte rendu extensif (détaillé, suite à l'observation), et de compte-rendu signalétique. Le compte rendu extensif aide à l'interprétation et à une compréhension exhaustive de la réalité, servant de garde-fous aux biais de la perception et de la mémoire, ainsi qu'aux hypothèses partielles (Gauthier 1997). La tenue de ce journal a servi de recueil de données lors de toutes les réunions et de tous les événements auxquels nous avons assisté. Il a constitué un outil clé pour l'aspect itératif des questionnements car il permet de faire le point et de formuler de nouvelles hypothèses à confirmer ou infirmer. Le carnet de bord est donc essentiel à la dimension réflexive de la démarche, ainsi que pour la remise en question des acquis documentaires et autres à travers les notes prises.

Cette recherche nous a donc menés à nous intéresser plus particulièrement à certains organismes et regroupements de citoyens et d'agriculteurs par le biais de l'analyse de documents produits par ceux-ci, d'entretiens et d'observation participante. L'analyse se concentrera sur ces groupes qui nous ont semblé les plus

pertinents pour répondre à nos questionnements de départ, mais également sur les dires d'autres intervenants œuvrant au sein d'initiatives alimentaires alternatives.

3.4 Principes et méthodes d'analyse en MTE

Les principes de la MTE ont pour fonction d'orienter et de structurer une théorie pour la rendre pertinente et évidente. Ces principes sont la méthode comparative continue, l'approfondissement par codage et catégorisation, l'approfondissement par validation et par variation, par réduction/densification, jusqu'à la saturation théorique (Plouffe dans Luckerhoff et Guillemette, 2012).

Non seulement l'analyse prend comme point de départ les premiers épisodes de collecte des données, mais elle se poursuit dans un processus de validation qui consiste à revenir constamment, soit aux données déjà collectées, soit à de nouvelles données. Ainsi, au lieu de « forcer » des théories « sur » les données empiriques pour les interpréter, le chercheur s'ouvre à l'émergence d'éléments de théorisation ou de concepts qui sont suggérés par les données de terrain, et ce, tout au long de la démarche analytique. Ce retour constant à l'enracinement et cette validation constante pour examiner si les produits de l'analyse sont bien ajustés aux données empiriques, constituent les fondements de la prétention à l'innovation. (Guillemette 2006, p.33)

3.4.1 La méthode comparative continue et l'émergence de la théorie

La méthode comparative continue consiste à comparer les données empiriques entre elles afin d'identifier celles qui pourraient se regrouper sous un même code. Il s'agit donc d'établir des comparaisons afin d'identifier les similitudes, les différences, les variations, les contrastes, les différentes relations entre les données,

etc. (Luckerhoff et Guillemette 2012). De cette démarche émergent les codes, les concepts et les énoncés, ainsi que des lacunes, qui seront par la suite complétés par les épisodes de collecte subséquents. La circularité de la démarche permet donc de théoriser en confrontant les théorisations émergentes à de nouvelles données, en vue de les modifier, de les préciser, de les développer, selon le critère de l'« emergent-fit » (Luckerhoff et Guillemette 2012).

L'expression « emergent-fit » représente un travail avec les mots ou les concepts qui proviennent des acteurs et qui appartiennent à une certaine perspective théorique. Les chercheurs analysent, de façon continue, les données empiriques en les liants à des codes ou des catégories et produisent des énoncés théoriques. L'« emergent-fit » implique donc une confrontation constante entre les concepts, les énoncés et les données empiriques. Ainsi, au cours de la collecte de données sont apparues certaines catégories qui ont semblé centrales pour la théorisation, mais qui sont devenues secondaires lors de collectes de données subséquentes. Au fil de cette alternance entre l'analyse et la collecte de données, une certaine convergence du discours au sein des acteurs et organismes étudiés a émergé, ce qui a orienté la phase suivante de la collecte de données, qui est venue confirmer l'hypothèse. Comme le dit Guillemette (2006, p.7), « Ceci leur permet de juger de l'adéquation entre leurs ébauches théoriques et les données empiriques (Glaser 2001; Laperrière 1997). » L'« emergent-fit » permet aux chercheurs d'orienter de manière inductive toute leur démarche et leurs décisions concernant le choix des instruments de collecte de données, des procédures d'analyse, des épisodes d'échantillonnage théorique, des manières de présenter les résultats, etc., favorisant l'adéquation de leurs analyses à ce qui émerge des données.

3.4.2 Approfondissement par codage et catégorisation

Le codage

Par le codage et la catégorisation, l'analyse se développe à l'intérieur des opérations de regroupement, de classification, de mise en relation entre les données, entre les codes et entre les catégories. (Plouffe dans Luckerhoff et Guillemette, 2012). Ce système de codification et de catégorisation se développe et se raffine constamment (Glaser et Strauss, 2010; Luckerhoff et Guillemette, 2012; Morgan, 2008). Les nouvelles données s'insèrent à l'intérieur d'un système catégoriel, déterminé à l'aide de codes paradigmatiques qui ont rapidement émergé (sans être trop modifiés par la suite), à partir des termes principaux et des objectifs de recherche.

Le processus de codification

Nous avons d'abord procédé par « codage ouvert » qui consiste à identifier au sein des données recueillies des catégories conceptuelles qui permettent de comprendre le phénomène empirique sur lequel le chercheur porte son attention (Garreau et Bandeira-de-Mello 2001). Les codages axial et sélectif permettent d'établir une certaine distanciation par rapport aux données et c'est à partir d'eux qu'a été fait l'essentiel de la comparaison continue, de la mise en relation entre les concepts et de l'intégration progressive de la théorie (Luckerhoff et Guillemette 2012). Les opérations de codage axial et de codage sélectif ont donc mené à plusieurs modifications des systèmes de codes.

La catégorisation

Les données recueillies sont comparées entre elles pour identifier celles qui pourraient être regroupées sous un même code pour être ensuite regroupées par catégorie. Plouffe décrit cette catégorisation comme une démarche de classification et de hiérarchisation des codes qui sont alors classés par catégories. (Plouffe dans Luckerhoff et Guillemette, 2012).

À partir de la théorisation en développement, le système catégoriel a été revu à quelques reprises afin d'y intégrer de nouvelles catégories. Ce système de code a permis de faire régulièrement le bilan de l'échantillon en vue de vérifier si les différents processus qui représentaient la variation fondamentale du phénomène avaient suffisamment été investigués.

Après avoir réduit les données en code, en catégories et à l'intérieur de noyaux théoriques (Glaser et Strauss 2010) , nous avons réduit celles-ci en les mettant en relation par modélisation à l'intérieur de schémas. Certains schémas étaient plus étayés que d'autres et se sont avérés particulièrement utiles pour comprendre les relations qui existent entre les différents concepts et catégories. Cette démarche a d'ailleurs constitué la méthode d'analyse prédominante et nous avons souvent illustré l'évolution de l'analyse à l'aide de modèles graphiques représentant symboliquement la logique de la théorie émergente. Dès le début de l'analyse, nous avons utilisé ces schémas de mise en relation en les confrontant constamment aux données empiriques et aux nouveaux systèmes de codes (Luckerhoff et Guillemette 2012). Nous tenions à jour les représentations graphiques, et ce, à mesure qu'avancait l'analyse. Ces représentations ont aussi servi pour déterminer les échantillonnages théoriques subséquents. Par ailleurs, ce processus a permis de

produire des codes, catégories et concepts plus denses et de les regrouper, menant à une densification théorique nommée phase d'intégration.

Le chercheur doit ainsi continuer à collecter des données jusqu'à ce que ses catégories conceptuelles soient « saturées ». Ce seuil est atteint quand il se rend compte que, malgré ses tentatives de diversification des sources, les dernières informations collectées n'apportent aucune modification significative aux résultats (Labelle, Navarro-Flores et Pasquero dans Luckerhoff et Guillemette, 2012) ou qu'aucun épisode de collecte de données nouvelle ne vienne infirmer les hypothèses (Gauthier 1997).

En mettant constamment en relation les modèles et l'avancement de l'analyse par la modification des systèmes de codes et par la rédaction des mémos, nous avons été en mesure de réduire en nombre (tout en augmentant la densité théorique) les codes et les catégories. Ainsi, jusqu'à la fin de la recherche, il y a eu une modification des modèles, des systèmes de codes et des textes provisoires.

3.5 Considérations éthiques

Dans un souci de respect des règles d'éthique de la recherche, nous avons suivi le processus du Comité pour l'évaluation des projets étudiants impliquant de la recherche avec des êtres humains (CÉRPÉ) des facultés des sciences et des sciences de l'éducation¹. Les formations suivantes ont été complétées : « L'éthique des trois conseils », « Éthique de la recherche avec des êtres humains » et « La formation en éthique de la recherche » (voir le certificat d'attestation en APPENDICE A). Par

¹ <http://www.sciences.ugam.ca/recherche/recherche-ethique.html>

ailleurs, deux principes fondamentaux de la recherche qualitative ont été respectés. Le premier correspond au principe de respect des personnes, c'est-à-dire l'obtention de leur consentement et la protection de leur anonymat et de leur confidentialité. Le second principe est celui du respect de l'information, c'est-à-dire l'assurance de la véracité et de l'exactitude de l'information utilisée, de même que le respect de la propriété intellectuelle des idées (Saumier 1995, p.6).

Chacune des personnes interviewées dont le contenu a été utilisé dans cette recherche a donné une autorisation écrite confirmant leur approbation à utiliser leurs propos comme données servant à l'étude. Les règles de consentement éclairé ont été respectées. Pour les personnes dont le consentement n'a pas été validé ou pour les personnes ne désirant pas être identifiées dans le cadre de cette recherche, l'anonymat a été respecté.

Afin d'éviter tout malentendu et de respecter l'intégrité des répondants, ceux-ci ont été appelés à valider les résultats de recherche et pourront être invités à partager la communication de ces résultats si l'occasion se présente. Les données que nous avons utilisées pour cette étude ont donc été préalablement validées par les intervenants. Cette étape est importante étant donné les considérations éthiques concernant l'observation participante, où le chercheur agit à titre de participant lors des réunions et rassemblements, ce qui peut amener des biais lors de l'analyse. Tel que mentionné précédemment, l'avantage de la théorisation enracinée concernant la validité des résultats réside dans le fait que le chercheur est invité à constamment valider ses résultats et identifier ses propres biais de son étude.

Ainsi, afin de valider les résultats issus de nos observations, nous avons envoyé par courriel aux organismes concernés les données que nous allions utiliser dans notre étude. Ceux-ci ont annoté le document et nous l'ont retourné. Nous avons également validé par courriel la véracité des propos qui sont cités dans la section « analyse » ayant été recueillis lors d'entretiens ou de réunions.

CHAPITRE IV

INITIATIVES ALIMENTAIRES ALTERNATIVES ÉTUDIÉES

Pour pouvoir effectuer une transition de notre système agricole réellement durable, il est nécessaire de réfléchir à la façon d'inclure les agriculteurs dans le processus de transformation du système agroalimentaire vers un plus durable. Depuis une dizaine d'années, il y a un foisonnement d'initiatives de mise en marché de proximité au Québec. Des projets de mise en marché collective de proximité, de mobilisation citoyenne et d'éducation face aux enjeux alimentaires à la création de regroupements d'agriculteurs, tous contribuent à créer les liens de solidarité sociale.

Cette section vise à présenter les organismes ayant servi à la collecte de données. Il s'agit de la Coopérative pour l'Agriculture de Proximité écologique (CAPÉ), le regroupement d'agriculteurs de Frelishburg, la Coopérative de solidarité de distribution alimentaire de Montréal-Nord, ainsi que Justice alimentaire pour Montréal (JAM). L'APPENDICE A offre un portrait détaillé de la collecte de données, des entretiens réalisés pour les fins de ce mémoire et des événements où de l'observation participante a été effectuée.

4.1 La CAPÉ

La décision de fonder la Coopérative pour l'Agriculture de Proximité écologique (CAPÉ) a émergé de la part des membres du Réseau québécois des Jeunes/Joyeux Maraîchers écologiques (RJME)¹ lors de son rendez-vous automnal annuel de 2012. Fondée en mars 2013, la coopérative composée d'agriculteurs biologiques opérant en circuits courts (environ 75%), ainsi que d'organismes et acteurs œuvrant dans le domaine. Les agriculteurs membres de la CAPÉ désirent vendre leurs produits via des canaux de mise en marché directe ou semi-directe comme les marchés publics, les marchés de solidarité, des sites internet, des kiosques à la ferme, des paniers d'ASC, des livraisons à domicile, des ventes aux restaurants et épiceries locales et d'autres modes de mise en marché plus innovateurs encore. Une grande partie des membres producteurs de la CAPÉ se trouvent dans la périphérie de Montréal.

La mission des membres de la CAPÉ est de donner une voix aux agriculteurs de proximité écologique auprès des instances, gouvernements et médias, ainsi que de favoriser l'entraide entre agriculteurs, les aidant à effectuer des achats et de la mise en marché en commun.

À ce jour, la CAPÉ a créé « LES BIO LOCAUX », une formule coopérative de mise en marché facilitant l'accès de sept producteurs à l'achalandage du marché Jean-Talon, car elle leur permet de se relayer pour assurer l'animation du kiosque de vente, la notion de proximité avec le consommateur étant une valeur intrinsèque de la CAPÉ (G.Ménard, courriel 12 décembre 2014). Ce dernier projet a vu le jour en partie grâce au « Programme Proximité » du gouvernement du Québec, notamment pour

¹ Le RJME est un regroupement de partage d'information et de connaissances entre agriculteurs via une liste de discussion par courriel et à des rencontres d'échange bisannuelles

la réalisation de leur étude de marché. L'organisation a également présenté un mémoire à la Commission des institutions du Québec afin de demander la modification de certaines mesures d'un projet de loi, la loi 49, ayant une incidence sur la Loi sur les agronomes, la Loi des architectes et des ingénieurs, qui aura un impact négatif sur leurs membres (Coopérative pour l'Agriculture de Proximité écologique 2013).

Entraide entre producteurs

Les agriculteurs ont un emploi du temps et des obligations qui les rendent peu disponibles pour se regrouper pour partir des projets et s'impliquer de manière constante. Ceux-ci priorisent d'abord leur ferme et leur famille, ce qui leur laisse peu de temps. À cela, s'ajoutent les complications au niveau de l'organisation, la logistique et la distance pour se rencontrer.

La CAPÉ a donc comme mandat de favoriser la solidarité et l'entraide entre agriculteurs. Il peut s'agir d'échange de savoirs, d'outils, de ressources et de services. Par exemple, la Ferme aux pleines saveurs, une ferme maraîchère biologique membre de la CAPÉ, se procure son fumier de voisins qui ont des chevaux, les deux y voyant un avantage réciproque. Ce type d'échange de services est cependant souvent difficile en raison des longues distances qui séparent les agriculteurs biologiques les uns des autres.

Appuyer l'innovation

La CAPÉ veut aussi encourager des projets innovateurs à partager entre producteurs, tels qu'un outil d'évaluation permettant de calculer la quantité de GES produite par leur ferme afin de la rendre « carboneutre ». Les agriculteurs membres de la CAPÉ ont aussi identifié certains besoins qui les aideraient à améliorer leur productivité et leurs liens avec leurs clients. La CAPÉ désire développer et rendre disponibles des outils de communications avec les consommateurs, de banques de recettes, de banques d'articles sur différents thèmes prêts à diffuser aux clients et d'outils de gestion de leurs listes de clients. Ses membres ont identifié le besoin de bénéficier d'un développement de modèles alternatifs de financement pour les nouvelles fermes.

Elle tente d'appuyer les innovations technologiques qui aideraient les producteurs à être plus performants, ce qui leur donnerait accès à de nouveaux marchés. Par exemple, lorsqu'ils envoient leurs fruits et légumes à des transformateurs, il faut que leurs légumes soient parfaitement lavés, il est donc nécessaire pour ceux-ci de développer des installations permettant cela. Un projet comme celui-ci leur permettrait de diversifier leur mise en marché et de trouver des débouchés pour leurs surplus.

La mise en marché

Un défi est de concilier leurs valeurs et idéologies avec la logistique, le transport et la rentabilité. Ils aimeraient faciliter les échanges et les maillages entre producteurs et en même temps conserver un contact direct avec leurs clients. Un de leurs projets serait de se regrouper pour la mise en marché afin d'assurer une diversité au

consommateur, mais en diminuant la variété de légumes produits par chaque agriculteur durant l'hiver. Cela leur permettrait d'assurer une meilleure qualité et une plus grande fraîcheur de leurs produits, car l'entreposage serait facilité. En effet, il est difficile de contrôler sur une longue période de temps une production très diversifiée puisque chaque variété demande des conditions de conservation qui lui sont spécifiques.

Pour les agriculteurs, les distributeurs n'offrent pas un juste prix. Ses membres ont de petites entreprises et peu de ressources humaines pour le marketing, ils n'ont pas les moyens pour rivaliser avec les gros distributeurs. Ils ont la volonté d'éventuellement se regrouper pour effectuer d'autres types de mise en marché collective telles que des paniers d'hiver en y ajoutant des produits transformés et équitables et la participation à la construction d'un marché de solidarité virtuel. Ils pourraient ainsi continuer de desservir leurs clients de l'été en produits durant l'hiver. Les membres veulent créer une alternative durable et bien ficelée au Jardin des anges² et aux Fermes Lufa³. Les agriculteurs croient qu'ils pourraient vendre moins cher que ces deux compagnies et même aller plus loin dans l'offre. Cela permettrait aux membres de diversifier leurs canaux de vente et de vendre de gros volumes d'un plus petit nombre de produits. Un marché de solidarité virtuel desservant la région de Montréal serait également un mode de mise en marché qui leur conviendrait.

² Le Jardin des Anges est une entreprise québécoise qui distribue des paniers d'aliments certifiés biologiques via une plateforme web. Elle livre des paniers à domicile durant toute l'année et s'approvisionnant de producteurs et artisans locaux, mais également via le système de distribution conventionnel <http://www.jardindesanges.com/>.

³ Les fermes Lufa est une entreprise agricole et technologique qui détient de grandes serres sur les toits de bâtiments de la région de Montréal. Elle distribue également des paniers d'aliments qui sont majoritairement biologiques ou/et artisanaux via une plateforme web, mais en y ajoutant les légumes de ses serres <http://lufa.com/fr/>.

À l'instar des marchés publics, ce genre d'initiative comporte des enjeux de logistique. En effet, les agriculteurs essayent de minimiser le nombre de déplacements par manque de temps et par souci écologique. Cela nécessiterait l'acquisition ou la location d'un camion de livraison commun et d'autres équipements et augmenterait la complexité et les coûts associés à la mise en marché. En effet, il s'agirait de livrer à plusieurs endroits au moment où chacun le veut alors qu'il est essentiel de garder la fraîcheur et la chaîne de froid (parfois aussi de congélation). Ainsi, il leur sera difficile de faire d'autres formes de distribution sans distributeur, car c'est lui qui gère la complexité de la logistique, entreposage, livraison.

4.2 Le regroupement d'agriculteurs de Frelishburg

L'organisme « Vitalité Frelighsburg » est un regroupement de citoyens bénévoles dont la mission est de promouvoir et appuyer la réalisation d'initiatives et de projets citoyens servant les intérêts communs de la population de Frelighsburg. Plusieurs petits comités abordent les enjeux de la municipalité sous l'angle de certaines thématiques spécifiques. En janvier 2014, le comité « Agro-Foresterie » a organisé une journée de rencontre ouverte à tous ayant pour but de réunir des agriculteurs et les citoyens de la région. Le but de la rencontre était de réfléchir à une formule pour créer une mise en marché collective de leurs produits, de s'entraider et se donner une visibilité. Il est ressorti de l'exercice plusieurs idées. L'assemblée, comptant une trentaine de citoyens, était majoritairement composée d'agriculteurs de Frelishburg et des environs. Des citoyens se sentant concernés par les enjeux étaient présents, la plupart étant membres de l'organisme Vitalité Frelishburg, dont une élue du Conseil de ville de Frelishburg.

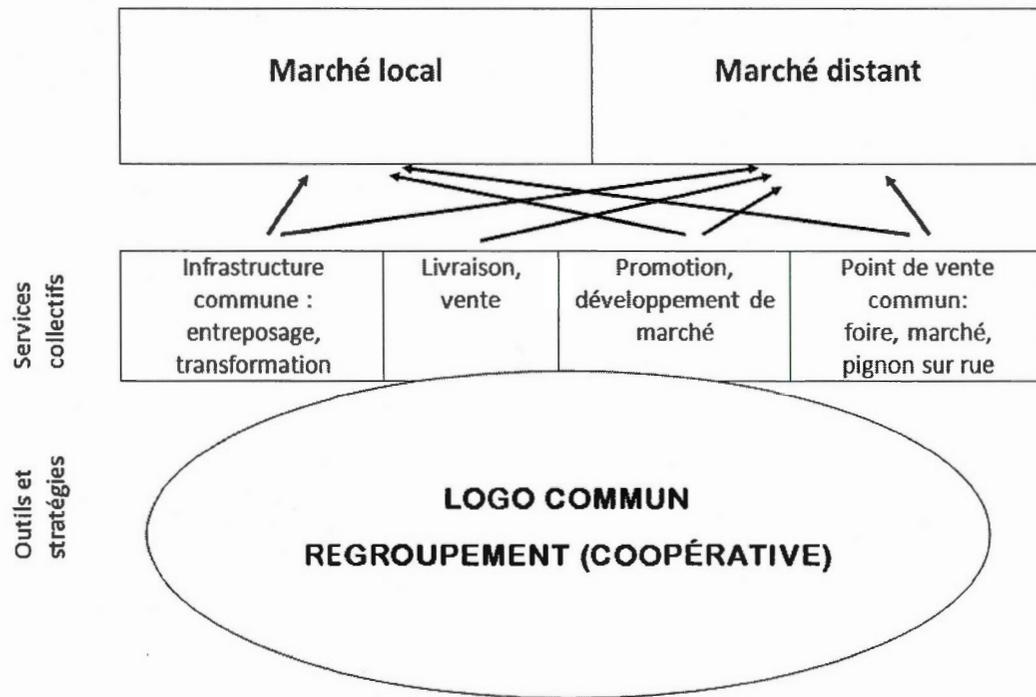


Figure 4.1 Objectifs poursuivis par le regroupement d'agriculteurs de Frelishburg

Leurs objectifs

- Accéder à un marché plus vaste que le marché local, car la population de Frelishburg n'est pas assez grande pour combler l'offre des producteurs du village.
- Redynamiser la vie collective du village

Adopter une visibilité à leurs produits

Ils ont adopté une image de marque en créant le logo « Le goût de Frelighsburg » à apposer sur chaque produit et faire une campagne publicitaire pour véhiculer le message de « qualité », en échange d'une cotisation annuelle. Une autre façon

d'augmenter la visibilité des producteurs locaux et de se faire connaître serait de construire une colonne au cœur du village pour présenter les agriculteurs et d'afficher des cartes localisant les producteurs à toutes les entrées du village.

Ils désirent également se regrouper pour participer à des salons, à des foires alimentaires, à des marchés. Il pourrait s'agir de regrouper les circuits touristiques tels que la Route des vins, la Route de Brome-Missisquoi, l'Association des vignerons, les Amis de la Route des vins.

Se regrouper pour la mise en marché

Les producteurs de la région désirent créer un lieu de vente commun, un point de chute qui ne nuit pas aux commerces existants, par exemple, un marché fermier ou un bureau touristique détenant des réfrigérateurs et congélateurs pour les aliments périssables. Cela permettrait d'éviter que le consommateur ait à faire le tour de tous les sites de production.

Ils veulent également créer un point de chute à Frelighsburg et à Montréal. Ils ont en effet le but de limiter le plus possible les intermédiaires. Pour ce faire, ils aimeraient partager un camion servant uniquement de livraison qui part avec les produits de tous les producteurs, mais que chacun continue de faire affaire directement avec leurs propres clients. Ils considèrent la possibilité de créer un marché de solidarité en s'alliant avec d'autres producteurs de la région.

Il s'agirait également de mailler les producteurs avec les propriétaires de terres. Ceux-ci pourraient ainsi cultiver en fonction des besoins de ces producteurs et leur vendre directement leur récolte. Certains ne produisent pas un gros volume de légumes parce qu'ils n'ont pas la clientèle, mais font quand même très diversifié. En se mettant en commun, ils pourraient produire moins diversifié ce qui serait avantageux pour ceux-ci.

Redynamiser la vie collective

Ils veulent faire sortir les gens pour qu'ils communiquent entre eux et rencontrent les fermiers. Dans cette optique, le côté éducatif du marché fermier permet de se faire connaître et d'expliquer, entre autres, pourquoi leurs produits sont dispendieux.

Tous les ans, Frelishburg accueille un marché fermier. Les producteurs aimeraient dynamiser celui-ci. Voici quelques exemples d'activités suggérées :

- Ateliers (rempotage, lactofermentation, thèmes saisonniers, activités pour les enfants, animaux, etc.)
- Ventes de garage occasionnelles
- Musique
- Dégustations
- Visites à l'école pour sensibiliser les jeunes et les inciter à devenir des ambassadeurs de l'achat local dans leur famille
- Inviter d'autres producteurs, car il y a encore de la place

Les producteurs ont le désir de faire de l'« écologie sociale agricole », en se partageant les récoltes les uns les autres ou en utilisant leurs surplus et infrastructures pour les transformer, au profit des groupes communautaires de la région.

Trouver un modèle d'affaires

Ils doivent trouver un modèle d'affaire leur permettant de financer leurs projets. Une option serait de former une coopérative de producteurs, mais le défi du financement du projet reste un enjeu. De plus, ils devraient effectuer l'acquisition ou la location d'un local avec frigos énormes et d'autres équipements requis.

Afin de trouver des ressources appropriées, quelqu'un doit pouvoir répertorier les programmes et outils existants tels que le programme de mise en marché de proximité du MAPAQ. Ils n'auraient donc pas le choix d'engager une personne-ressource responsable de tout coordonner. Une avenue serait d'aller vers les universités pour trouver des stages rémunérés, et vers le programme « Éco-Stage » de Katimavik.

4.3 La Coopérative de solidarité de distribution alimentaire de Montréal-Nord

Cette coopérative en voie de démarrage s'est développée au fil d'un processus de mobilisation avec des citoyens et des organisations de l'arrondissement Montréal-Nord. Elle vise à améliorer l'accès à une alimentation abordable, variée et de qualité pour les populations à faible revenu ou à mobilité réduite.

Elle s'inscrit dans le cadre d'un projet financé par la Direction de Santé publique de Montréal (DSP) et fondé par les organismes l'Accorderie⁴, le Centre des femmes interculturelles Claire⁵, le Centre de la petite enfance de (CPE) Montréal-Nord⁶, Entre Parents⁷ et Parole d'excluEs⁸. Parole d'ExcluEs qui agit actuellement à titre de maître d'œuvre du projet est une organisation luttant contre la pauvreté et l'exclusion sociale par la mobilisation citoyenne dans une optique de justice sociale, d'équité des genres, de solidarité, de respect et d'écologie. Présent à Montréal-Nord depuis 2007, Parole d'ExcluEs est un mouvement citoyen qui se mobilise pour lutter contre l'exclusion sociale par la création de projets collectifs issus des membres de la communauté visant à améliorer leurs conditions de vie et d'exercer leurs droits.

⁴ L'Accorderie est un système d'échange de services entre individus et d'éducation à la coopération, créé à Québec en 2002. Ce système, qui a pour mission de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, permet aux membres (les AccordeurEs) de s'échanger des services de toutes sortes. <http://accorderie.ca/>

⁵ Il s'agit d'un groupe de personnes issues du milieu communautaire visant à améliorer la qualité de vie des femmes et des familles du milieu de Montréal-Nord et des environs.

⁶ Le CPE de Montréal-Nord est un organisme sans but lucratif voué à la garde des enfants de 0 à 5 ans. <http://www.cpemn.com/>

⁷ Entre Parents est une maison de la famille qui œuvre depuis 1985 au sein de la communauté de Montréal-Nord et qui a pour mission d'améliorer la qualité de vie des familles. <http://www.entrepresents.org/>

⁸ <http://parole-dexclues.ca/>

À moyen terme, un des grands défis pour la coopérative sera de rejoindre les gens qui sont exclus dans le système alimentaire économique, tels que les gens à faible revenu, ceux qui sont isolés, à mobilité réduite, ou encore les gens qui vivent avec des handicaps physiques ou mentaux, qui représentent des membres potentiels de la coopérative. Pour ce faire, ils vont travailler en collaboration avec ces organismes comme des popotes roulantes, des organismes en santé mentale, des centres d'hébergement pour personnes en difficulté, des appartements supervisés, des coopératives d'habitation et autres groupes qui ont des problèmes d'accès à l'alimentation saine. Ils s'intéresser également aux petits commerces locaux pour la distribution de leurs produits.

Il y aura une catégorie membre de soutien et deux types de membres utilisateurs, les organisations (centre d'hébergement, CPE, organisme, etc.) et les regroupements d'individus (groupes d'achat voisins, des habitants de coopératives d'habitation, etc.). Le conseil d'administration sera composé de 2 membres de soutien, 4 membres utilisateurs organisations et 3 membres utilisateurs regroupements d'individus.

L'approvisionnement : de l'international au local

L'objectif premier de la coopérative est de desservir ses membres de produits frais sur une base hebdomadaire pour les organismes et bimensuelle pour les regroupements d'individus. C'est pour cette raison que lors de la phase de démarrage, l'objectif sera d'abord la stabilisation des opérations. Ainsi, afin de simplifier les opérations, la coopérative va débuter en s'approvisionnant selon le modèle conventionnel de distribution en passant par un seul distributeur ou en

s'approvisionnant au marché central⁹. Leur défi est de trouver une façon de remplacer le système de distribution classique, où l'organisme trouve un fournisseur et réalise des économies d'échelle sans avoir de souci de traçabilité. Son objectif est de graduellement mettre en place un modèle approvisionnement alternatif permettant de se rapprocher de ses objectifs de traçabilité et de justice sociale. Cela signifie de bâtir des partenariats avec des regroupements d'agriculteurs, de transformateurs et de commerce équitable, en éliminant les intermédiaires tout en limitant le nombre de fournisseurs. Pour ce qui est de faire, ils doivent tenir compte de certaines limites comme la saisonnalité des productions québécoises qui s'étale généralement du début juin à la fin du mois d'octobre.

Pour ce qui est des organisations, le principal défi sera d'être compétitif au niveau des prix ou à les égaler, car souvent les organismes, tels que les Centres pour la Petite Enfance (CPE), ont des ressources limitées et budget fixe. La valeur ajoutée à adhérer à la coopérative est donc les valeurs de justices sociales véhiculées par celle-ci visant à construire un système alimentaire plus inclusif pour les populations locales.

⁹ Le fonctionnement d'un « Marché central » est habituellement assez simple et il est structuré de façon à permettre des échanges directs entre acheteurs et vendeurs. Durant la nuit (entre minuit et 6 h 00 ordinairement) et pendant les semaines de récolte, les maraîchers se présentent avec leurs camions remplis de marchandise à l'emplacement qu'ils ont loué. Ces emplacements sont regroupés sur des quais qui permettent aux acheteurs d'examiner la marchandise offerte et de négocier avec les vendeurs sur la base du prix, de l'offre et de la demande (Groupe AGÉCO 2007).

Créer des liens entre organismes pour la mise en marché

Ils développent actuellement un modèle partenarial avec le désir de s'associer à d'autres organismes pour négocier de meilleurs prix. Ils veulent faire des démarches afin de mutualiser leurs achats avec plusieurs autres organismes financés par la DSP) qui travaillent en sécurité alimentaire. Sur ce point, l'organisme Entre-Parents et les Accorderies, positionnés comme membres fondateurs de la coopérative, possèdent une expertise dans les regroupements d'achats, ce qui représente un avantage pour la coopérative. Ils désirent également créer des partenariats stratégiques afin de partager des ressources avec d'autres organisations, ce qui leur permettrait de se mettre en commun pour effectuer leurs opérations (acquisition d'un local avec chambre réfrigérée commun ou à proximité, location ou achat d'un camion de livraison, etc.).

Inverser la pyramide

La structure implique de déterminer, les modes d'approvisionnement et distribution, mais surtout de faire des choix au niveau du ratio entre le nombre d'employés et de membres impliqués dans les activités de la coopérative. Le modèle d'affaires est d'ailleurs basé sur une forte appropriation de la coopérative et par ses membres et une implication directe de ceux-ci dans les opérations.

Avec le souci de diminuer les coûts et de fournir des produits de qualité, la coopérative de solidarité demande que chaque individu des regroupements membres effectue trois heures de bénévolat par mois dans les opérations de la coopérative. Avec un souci de réciprocité, ils veulent donner le choix aux gens de choisir les tâches qui les intéressent le plus et conviennent à leur réalité. L'objectif

est de compter sur 75% du coût des opérations basé sur l'implication des membres pour n'avoir que 25% des opérations fait par des salariés (direction, mobilisation des membres, chauffeur). D'autres formes de travail atypiques ou de revenus d'appoint pour personnes à faibles revenus seraient possibles à l'intérieur de la coopérative. Pour les premières années, ils évaluent la création de 3 à 4 emplois.

Il s'agit d'une coopérative de solidarité au sens propre et au sens figuré. Elle appartient à ses membres et dépend de ceux-ci pour être en mesure de réaliser sa mission. En échange de 3 heures par mois, les membres se dotent d'une organisation qui leur permet de s'offrir des produits de grande qualité à prix abordables, de créer des emplois dans la communauté et du lien social. Les fondateurs veulent que leur base soit mobilisée, c'est pourquoi compter sur l'implication des membres fait partie de leurs principes. Par ailleurs, ils comptent sur la mobilisation de leurs membres impliqués notamment dans les cuisines communautaires et les jardins collectifs. C'est ce qu'ils font pour le groupe d'achat et ça fonctionne bien.

Créer du lien social

La coopérative a pour objectif de renforcer, dynamiser et vitaliser le tissu social. Via leur structure, la coopérative espère renforcer le lien social à travers les regroupements qui vont s'organiser et s'impliquer au sein de la coopérative. Les membres fondateurs espèrent que ceux-ci vont se réunir dans une assemblée annuelle durant laquelle ils vont pouvoir se rencontrer, établir leurs priorités et échanger sur leurs préoccupations.

Puisqu'un des principes motivant les activités de Paroles d'ExcluEs est de favoriser et stimuler l'expression des idées et d'encourager la participation la plus large, en fonction des capacités et des engagements de chacun, ils ont créé le projet leadership. Le projet leadership vise la formation de leaders locaux, qui participeront à la construction de la vision commune d'un système alimentaire, la transmettront à la communauté et soutiendront le développement de la coopérative de distribution alimentaire.



Figure 4.2 Schéma du Développement d'un système alimentaire durable pour Montréal-Nord (Dufour 2013)

L'étude qui a été faite via la DSP et la Table de concertation de Montréal-Nord auprès de la population en 2009 proposait trois projets : une épicerie communautaire, une cuisine collective et un groupe d'achats. Parallèlement à cela, les deux derniers ont déjà été mis sur pied des membres de Paroles d'excluEs ont commencé des projets d'agriculture urbaine et organisé plusieurs marchés publics.

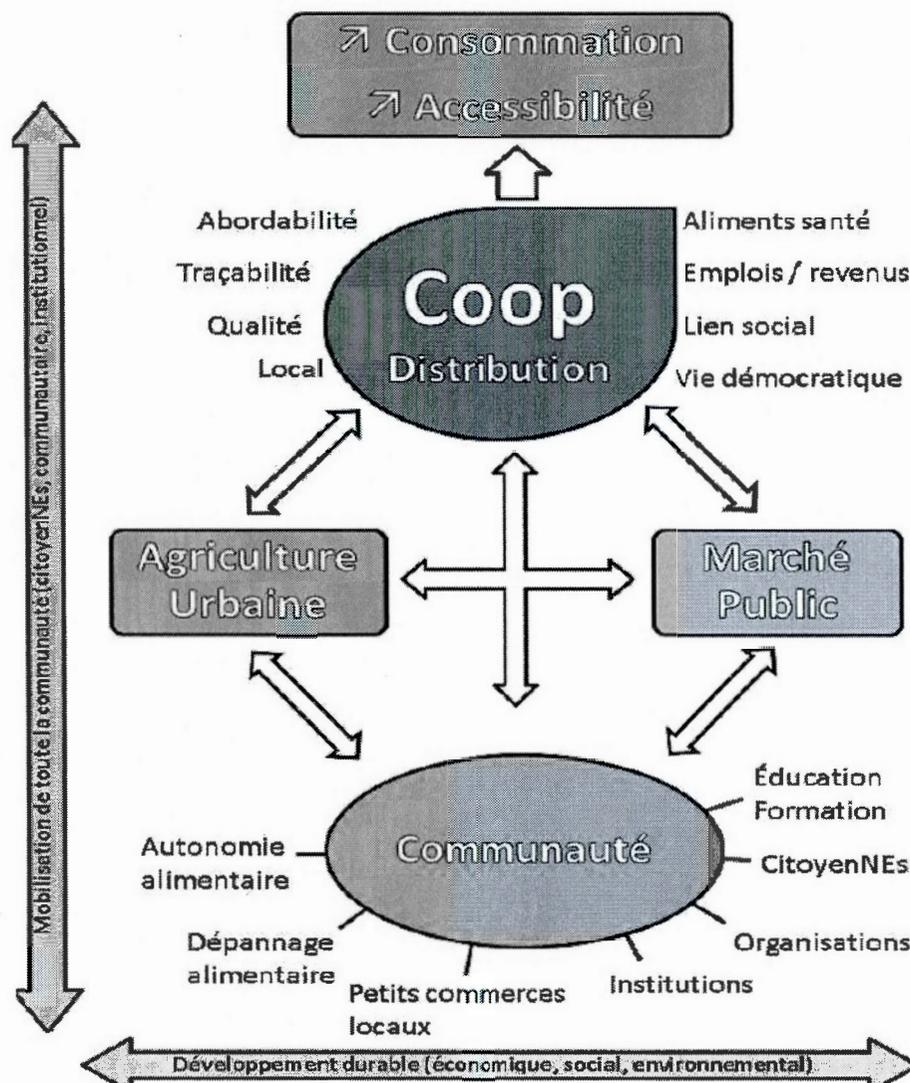


Figure 4.3 Proposition d'un système alimentaire alternatif et durable pour Montréal-Nord (Alimentaire 2014, p.27)

Ils aimeraient éventuellement créer un centre communautaire qui accueillerait ces trois activités. La coopérative a pour objectif de créer un espace de vie, un « espace d'appartenance ». À terme, l'objectif serait de former un « carrefour alimentaire »

où il y aurait un espace de transformation alimentaire, de transmission de connaissances et d'agriculture urbaine. Au sein de cet espace de vie collectif, les acteurs veulent aussi créer des lieux de prise en charge populaire à l'égard de l'amélioration des conditions de vie en lien à l'alimentation. Ils ont pour objectif de sensibiliser les citoyens à la bonne nourriture, la traçabilité et le gaspillage alimentaire.

4.4 Le JAM

Justice alimentaire pour Montréal (JAM) est une initiative citoyenne créée en 2013 qui a pour but de connecter les individus et organisations de Montréal qui travaillent pour un système alimentaire plus équitable et résilient. Le JAM est une initiative issue de membres de la communauté universitaire montréalaise¹⁰, en collaboration avec certaines organisations du milieu communautaire. Il avait initialement pour but d'établir un dialogue entre les étudiants et professeurs des universités francophones et anglophones qui travaillaient sur les questions liés aux systèmes alimentaires en collaboration avec la communauté. Sa mission consiste à tisser des relations entre des personnes, à faciliter le partage de ressources et d'information entre organisations, chercheurs et individus et à développer les efforts collectifs des acteurs participant à la transformation du système agroalimentaire. À travers ses activités, le JAM désire aussi créer un mouvement citoyen démocratique mobilisé vers une transition à un système alimentaire équitable, accessible, nutritif, participatif et écologiquement viable pour Montréal et ses alentours. Concrètement, il s'agit d'une plateforme de communication horizontale organisée en un réseau collaboratif non-hiérarchique et décentralisé composé d'étudiants, de professeurs,

¹⁰ Les universités montréalaises : McGill, UQAM, UDEM et Concordia.

d'agriculteurs, de résidents concernés, d'entrepreneurs, de militants et d'organisations à but non lucratif.

Le JAM a pour objectif de créer « un mouvement montréalais qui soutient la transition vers un système alimentaire juste, accessible, nourrissant, participatif et écologique à l'échelle de l'agglomération¹¹. Ses activités se regroupent en trois principaux mandats :

- Connecter : Internet et les médias sociaux - Coordination horizontale pour partager et diffuser l'information, favoriser le réseautage développer des partenariats entre des étudiants et la communauté pour créer des recherches universitaires socialement impliquées.
- Converger : Organisation d'événements Comprendre les obstacles et défis, développer une vision commune du futur, augmenter la visibilité des acteurs, sensibiliser et conscientiser la population et célébrer les accomplissements.
- Co-crée : Création d'espaces, de lieux d'échange - Ouvrir et faciliter les connexions, actions et discussions pour que de nouveaux projets et groupes de travail émergent.

Une de ses forces consiste en son ouverture à de nouveaux projets et sa capacité à mettre en réseaux les entrepreneurs ou citoyens désirant créer de nouveaux projets. Le JAM encourage ses membres à créer des groupes autonomes se rassemblant autour d'enjeux tels que l'articulation urbaine-rurale et l'innovation alimentaire et le

¹¹ <http://convergence.jamontreal.com/>

racisme structurel dans notre système alimentaire¹². C'est ainsi que sont nés le groupe « urbain-rural » composé principalement d'étudiants et de membres de l'Union Paysanne¹³ qui se sont réunis de façon ponctuelle pour aborder certains enjeux ayant trait à l'agriculture rurale et aider des fermiers à démarrer des projets. Un autre groupe autonome, le « Racisme Structurel dans le Système Alimentaire » est très actif et il a organisé plusieurs ateliers, participé à des conférences et démarré des projets de recherche ancrés dans la communauté. D'autres projets ont été créés permettant d'aborder des problématiques complexes, difficiles à adresser, ou pas assez mis de l'avant au sein des discussions sur l'alimentation à Montréal.

Le JAM travaille en étroite collaboration avec Sensorica¹⁴, un groupe d'individus organisés en réseau, principalement composé d'ingénieurs, qui développent, de manière décentralisée et auto gérée des projets technologiques selon la logique Open Source¹⁵. Le JAM n'ayant pas assez de moyens financiers pour avoir ses propres locaux, Sensorica lui prête les leurs pour ses réunions.

¹² Le racisme structurel signifie que certaines communautés sont discriminées au sein de la structure du système alimentaire. L'exemple le plus courant est la situation des communautés autochtones au Québec et au Canada, où l'accès aux produits frais et locaux est difficile et onéreux.

¹³ L'Union Paysanne, un syndicat agricole et citoyen qui a pour mission de défendre les intérêts des producteurs agricoles à petite échelle ayant des valeurs écologiques et de justice sociale <http://www.unionpaysanne.com/union-paysanne>

¹⁴ <http://www.sensorica.co/>

¹⁵ La désignation *open source*, ou « code source ouvert », s'applique aux logiciels dont la licence respecte des critères précisément établis par l'*Open Source Initiative*, c'est-à-dire les possibilités de libre redistribution, d'accès au code source et de création de travaux dérivés (http://fr.wikipedia.org/wiki/Open_source)

Également, certains des « JAM'eurs » s'impliquent dans des projets ponctuels afin de supporter des citoyens, fermiers et organismes qui désirent partir de nouveaux projets. Cela est le cas pour des projets tels que le Farm Hack¹⁶ et le ProjetVIE¹⁷, tous deux en collaboration avec Sensorica, notamment.

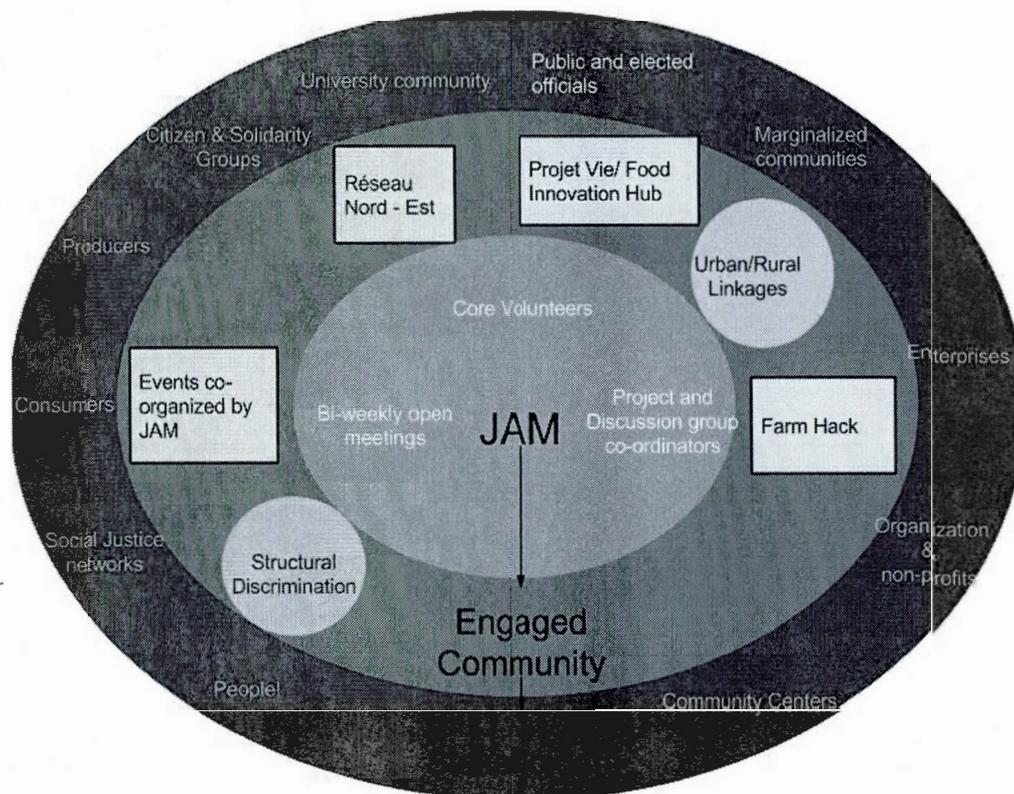


Figure 4.4 Présentation de la structure horizontale et non hiérarchique du JAM (document interne du JAM)

¹⁶ Plateforme d'échange d'outils technologiques entre agriculteurs.
<http://colab.jamontreal.com/projects/farm-hack>

¹⁷ Il s'agit de la création d'un *Open Innovation Hub*, un espace de vie collaboratif qui servirait également d'incubateur à initiatives et entreprises innovatrices. <http://www.sensorica.co/home/working-space/labonline-network/montreal-labonline/projet-vie>

Le JAM utilise beaucoup les réseaux sociaux pour maintenir un contact et stimuler l'échange d'information par les membres du mouvement alimentaire. Il détient une page Facebook où il affiche ses propres activités et a créé un groupe Facebook très dynamique où des acteurs du mouvement publient quotidiennement des articles, invitations et offres d'emplois dans les domaines de l'alimentation. L'organisme a également créé une infolettre mensuelle qui détient des informations récoltées sur son groupe Facebook et son réseau, tel que des événements, des offres d'emplois, des documentaires et des articles portant sur les questions de justice alimentaire.

Le JAM est avant tout un collectif citoyen et il ne désire pas se donner pour l'instant un statut légal d'organisme enregistré auprès du gouvernement. Cela lui confère une certaine indépendance au niveau politique, mais le restreint pour ce qui est de la recherche subventions pour financer ses projets.

Il n'y a pas de statut officiel de « membre du JAM », et aucune adhésion n'est requise. Ce sujet, ainsi que la question du statut juridique ont fait l'objet de discussions lors des rencontres ouvertes auxquelles nous avons assisté. Les membres présents se sont mis d'accord sur l'aspect informel de ce statut. Ainsi, pour être considérés comme membre actif du JAM, les individus doivent s'impliquer dans les activités de coordination courantes depuis assez longtemps pour bien comprendre sa structure et connaître les activités. Il sera ainsi à l'aise de représenter le JAM lors de l'animation de kiosques, de panels, de groupes de discussion, ainsi que lors de la participation à des projets collectifs.

Les membres-bénévoles du JAM organisent des rencontres ponctuelles afin de mettre à jour leurs connaissances, cultiver le réseau et inviter des personnes à proposer des projets. Mais puisque les membres du JAM agissent à titre de bénévole, il est difficile d'assurer la constance et pérennité de l'organisme. Le plus

grand défi est donc d'assurer la coordination, de communication et d'administration, ainsi que le suivi des activités. Ces tâches sont effectuées par un petit noyau de membres, majoritairement des étudiants universitaires. Cela crée une implication inconstante de la part des membres actifs de l'organisme, car leur priorité est souvent la réussite de leurs études. Ainsi, l'implication telle que requise par le JAM le rend précaire et la charge de travail demandée aux membres bénévoles peut devenir trop lourde pour les membres les plus impliqués, créant parfois un manque de motivation.

Depuis sa création en février 2013, le JAM a organisé des événements en collaboration avec plusieurs organismes tels qu'Alternatives¹⁸, le Carrefour alimentaire Centre-Sud¹⁹, le Regroupement des Cuisines collectives du Québec (RCCQ)²⁰, le Réseau pour une Alimentation durable (RAD)²¹, ainsi que la Conférence régionale des Élus (CRÉ)²². Il a donc contribué à l'organisation d'événements tels que la Convergence 2013²³, le Colloque sur les Systèmes alimentaires durables²⁴ et participé à plusieurs événements à titre d'invité tel que le Festin d'idées²⁵. Le JAM a également la volonté d'interpeler et de solliciter les acteurs politiques et les politiciens à agir en matière de politiques alimentaires. C'est pourquoi l'organisation a participé l'organisation de la journée Ville et Alimentation²⁶ qui a consisté en une série de conférences qui avaient pour but d'interpeller les élus sur les enjeux liés à

¹⁸ <http://www.alternatives.ca/>

¹⁹ Il s'agit d'une ONG qui vise à favoriser l'accès à une alimentation saine et soutient le développement d'un système alimentaire local, écologique et solidaire.

<http://www.carrefouralimentaire.org/>

²⁰ <http://www.rccq.org/fr>

²¹ <http://foodsecurecanada.org/fr/qui-sommes-nous/ce-que-nous-faisons>

²² <http://credemontreal.qc.ca/>

²³ <http://convergence.jamontreal.com/>

²⁴ http://www.hec.ca/developpement_durable/evenements_passes/colloquesystemesalimentairesdu_rables_12nov2013.html

²⁵ <http://foodsecurecanada.org/fr/ressources-et-nouvelles/le-calendrier/festin-didees>

²⁶ <http://colab.jamontreal.com/events/ville-et-alimentation>

l'alimentation. Plusieurs acteurs des IAA de la région de Montréal étaient présents, ainsi que des élus du conseil de la Ville de Montréal et des fonctionnaires des différents organismes tels que des membres de la DSP ou des Tables de concertation de différents quartiers de Montréal.

C'est pourquoi le JAM désire créer un esprit de communauté autour de l'alimentation à Montréal en collaborant avec des organismes impliqués dans différents quartiers afin d'y organiser des rencontres mensuelles festives autour de l'alimentation. Cela permettrait d'impliquer des acteurs qui n'ont pas le temps et les moyens de participer aux rencontres et événements du JAM, comme les jeunes, les personnes à faibles revenus et les communautés culturelles sous-représentées. Le JAM agirait en tant que facilitateur pour nourrir les conversations afin de mobiliser les résidents et organisations, par exemple en produisant des capsules vidéo et en créant un espace où des projets communautaires, des enjeux et des ressources seraient partagés. Un des objectifs de ces rencontres est de connecter les différentes communautés qui font face à des réalités similaires.

4.5 Synthèse des résultats

Cette section présente un résumé des organismes proposés : leur mission, leurs objectifs et leurs défis. Il comporte également un schéma conceptuel de la notion de solidarité sociale au sein des IAA étudiées qui a été constitué suite à une compilation des résultats.

Tableau 4.1 Tableau synthèse des organismes étudiés

Nom de l'organisme	Présentation de l'organisme : Mission, objectifs, défis	
Coopérative pour l'Agriculture de proximité écologique (CAPÉ) Coopérative de producteurs Membres : 75 % des membres sont des agriculteurs et 25 % des membres sont des citoyens, entreprises artisanales et des OBNL	Mission	Donner une voix aux agriculteurs de proximité écologique auprès des instances, gouvernements et médias Effectuer des achats et de la mise en marché collective
	Objectifs	Appuyer les agriculteurs à développer des projets et créer des innovations techniques Effectuer de la mise en marché collective
	Défis	Besoin de ressources humaines, financières et matérielles Problèmes reliés à la logistique
Regroupement d'agriculteurs de Frelishburg Sans statut juridique — ils ont cependant démarré l'homologation « Le goût de Frelishburg » Membres : Agriculteurs de Frelishburg et des environs et citoyens de Frelishburg	Mission	Effectuer de la mise en marché collective entre producteurs Entraide entre agriculteurs Améliorer la visibilité de leurs produits
	Objectifs	Accéder à un marché plus vaste que le marché local, car la population de Frelishburg n'est pas assez grande pour combler l'offre des producteurs du village Redynamiser la vie collective du village
	Défis	Besoin de ressources humaines, financières et matérielles Problèmes de logistique
Coopérative de Solidarité	Mission	Améliorer l'accès à une alimentation abordable, variée et

<p>de Distribution alimentaire de Montréal-Nord</p> <p>Coopérative de solidarité</p> <p>Membres :</p> <p>Organismes communautaires et de citoyens</p>		<p>de qualité pour les populations à faible revenu ou à mobilité réduite</p> <p>Créer du lien social</p> <p>Créer de l'emploi</p> <hr/> <p>Objectifs</p> <p>Desservir ses membres de produits frais sur une base hebdomadaire pour les organismes et bimensuelle pour les regroupements d'individus</p> <p>Graduellement mettre en place un modèle approvisionnement alternatif juste permettant d'assurer une traçabilité</p> <p>75 % du coût des opérations basé sur l'implication des membres et 25 % des opérations des salariés</p> <p>Former un « Carrefour alimentaire » où il y aurait un espace de transformation alimentaire, de transmission de connaissances et d'agriculture urbaine</p> <hr/> <p>Défis</p> <p>Rejoindre les gens qui sont exclus dans le système alimentaire économique</p> <p>Trouver une façon de remplacer le système de distribution classique</p> <p>Rentabilité tout en diminuant les coûts et de fournissant des produits de qualité</p>
<p>Justice alimentaire pour Montréal (JAM)</p> <p>Sans statut juridique</p>	<p>Mission</p>	<p>Connecter les individus et organisations de Montréal qui travaillent pour un système alimentaire plus équitable et résilient.</p> <p>Tisser des relations entre des personnes, à faciliter le partage de ressources et d'information entre les acteurs</p>

Membres : Citoyens, étudiants, professeurs, agriculteurs, OBNL, groupes communautaires, coopératives, petites entreprises, entrepreneurs, militants résidents de Montréal et alentours (tous les acteurs du système agroalimentaire)		du système alimentaire
	Objectifs	Connecter les acteurs via Internet et les médias sociaux Converger par l'organisation d'événements pour diffuser, sensibiliser et se regrouper Co-créer par la création d'espaces, de lieux d'échange permettant d'ouvrir et faciliter les connexions entre les acteurs
	Défis	Soutenir l'implication des bénévoles Assurer un maintien des différentes tâches de coordination, communication et administration

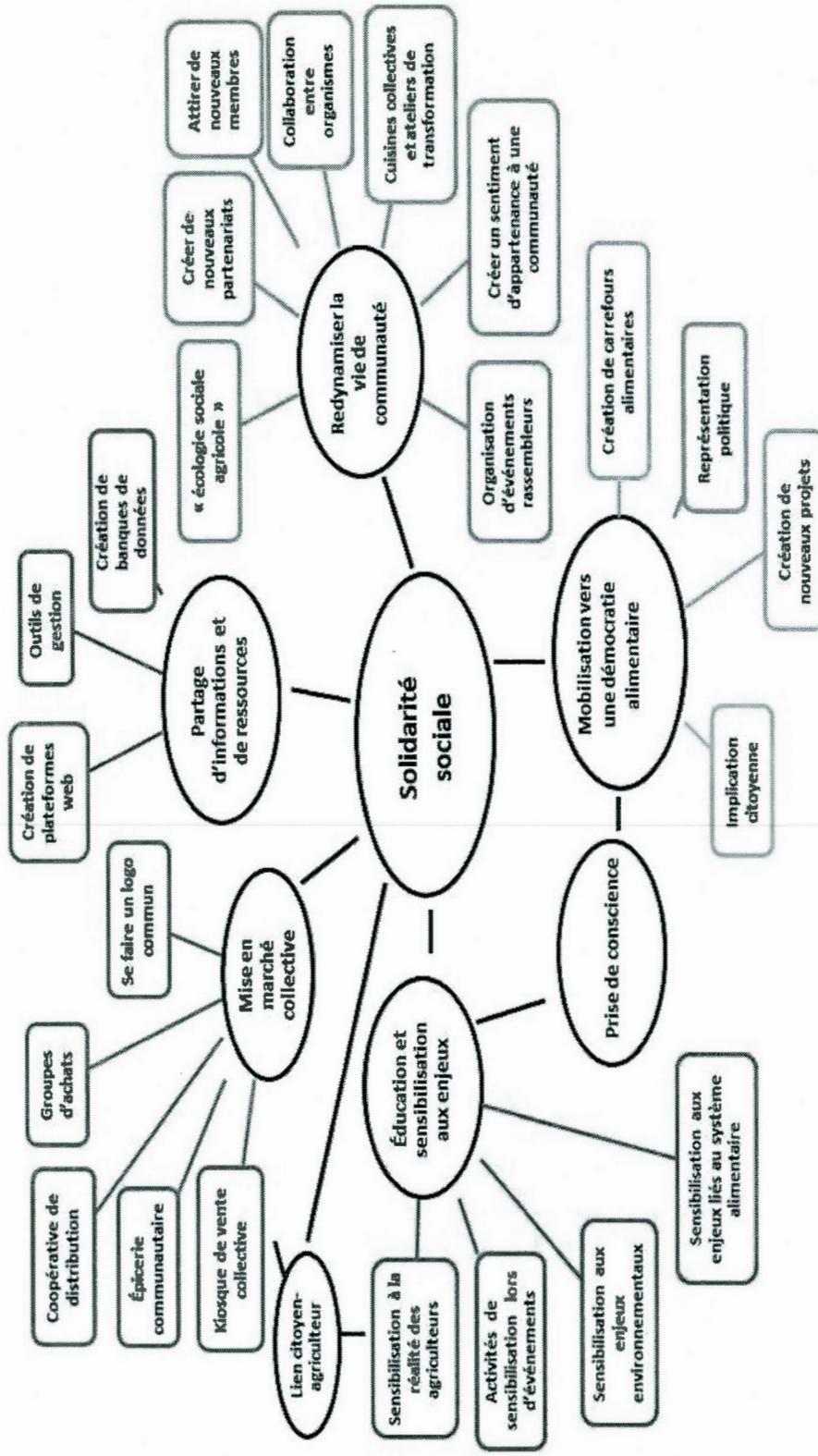


Figure 4.5 Schéma conceptuel de la notion de solidarité sociale au sein des IAA étudiées

CHAPITRE V

ANALYSE DES ENJEUX DE SOLIDARITÉ AU SEIN DES INITIATIVES ALIMENTAIRES ALTERNATIVES

L'analyse comparative servant à l'interprétation des liens théoriques émergents permet de développer une nouvelle théorisation ayant trait aux enjeux de solidarité sociale au sein des initiatives alimentaires alternatives. Cette section vise à donner des exemples plus spécifiques aux informations générales présentées dans la section précédente, de donner la parole aux acteurs impliqués dans les groupes étudiés, ainsi qu'aux personnes qui ont été rencontrées lors de la collecte de données. Son objectif correspond aussi à mettre en relation les différentes organisations étudiées entre elles et avec d'autres organismes opérant dans le même secteur d'occupation. Finalement, elle a pour but d'établir des liens avec les écrits étudiant les initiatives alimentaires alternatives qui ont été présentées au Chapitre III que sont l'agroécologie, les études alimentaires, ainsi que les nouveaux mouvements sociaux alimentaires.

Les enjeux propres à chaque groupe d'acteurs sont différents selon les défis auxquels ils font face, les bénéfices qu'ils en retirent et leur vision de la problématique. Les principaux enjeux de solidarité sociale qui ont été identifiés lors de la collecte de données sont : la mise sur pied de réseaux de commerce de proximité, les défis liés à la pérennité des initiatives, les projets alimentaires pour

revitaliser les communautés et la construction d'un mouvement de démocratie alimentaire. Cela nous permet donc d'analyser et de préciser davantage les liens de solidarité auxquels nous faisons référence au début de ce mémoire et d'évaluer leur potentiel transformateur du système agroalimentaire dans le Sud du Québec.

5.1 Les enjeux de la mise en marché de proximité

La consommation de la nourriture biologique et locale est en croissance au Québec, mais l'engouement pour les produits locaux est plus fort que l'engouement pour les produits biologiques (Filière biologique du Québec 2010). Un sondage pancanadien récent réalisé par Équiterre¹ a tenté d'identifier les motivations des consommateurs à « acheter local ». Il en ressort que la fraîcheur des produits et l'appui à l'économie locale seraient les motivations principales (Lemay 2008). Cela fait en sorte que de nombreux consommateurs favorables au biologique choisissent le produit conventionnel local au produit biologique importé. Ainsi, le marché des fruits et légumes biologiques locaux est potentiellement plus grand que le marché des fruits et légumes biologiques importés qui représentent actuellement environ 70 % de l'offre disponible dans les supermarchés (Filière biologique du Québec 2010). Dans une communication par courriel (4 novembre 2013), François Handfield, fermier président de la CAPÉ, affirme que les fermiers biologiques québécois y voient des opportunités d'affaires. C'est pourquoi ils veulent miser sur ce qui les différencie :

¹ Équiterre est une ONG pionnier en matière d'agriculture écologique au Québec qui a mis sur pied plusieurs initiatives de circuits courts, dont le réseau d'Agriculture soutenue par la communauté (ASC) qui existe depuis 1996. <http://www.equiterre.org/>

biologique, local, sans OGM (organismes génétiquement modifiés), respectueux de l'environnement, fraîcheur, etc.

Le système agroalimentaire conventionnel est caractérisé par la grande quantité d'intermédiaires qui s'établit entre le producteur et le consommateur, les éloignant et faisant augmenter les prix sans nécessairement apporter une valeur ajoutée au produit. Selon des membres de la coopérative de Montréal-Nord, cette réalité est d'autant plus importante du fait qu'un des obstacles les plus importants pour l'achat de nourriture biologique pour le consommateur est le prix des aliments. En effet, comme le démontre la Figure 5.1, près de 50 % des non-consommateurs de produits biologiques invoquent comme raison principale qu'ils trouvent les produits bio trop chers (Ménard 2013; Lemay 2008). De plus, selon un sondage réalisé par la Filière biologique du Québec (FABQ), 54 % des consommateurs affirment que les prix des produits biologiques limitent leurs achats et 65 % affirment que leur décision d'acheter des produits bios est beaucoup ou assez influencée par les prix jugés trop élevés pour leurs moyens (Filière biologique du Québec, 2011).

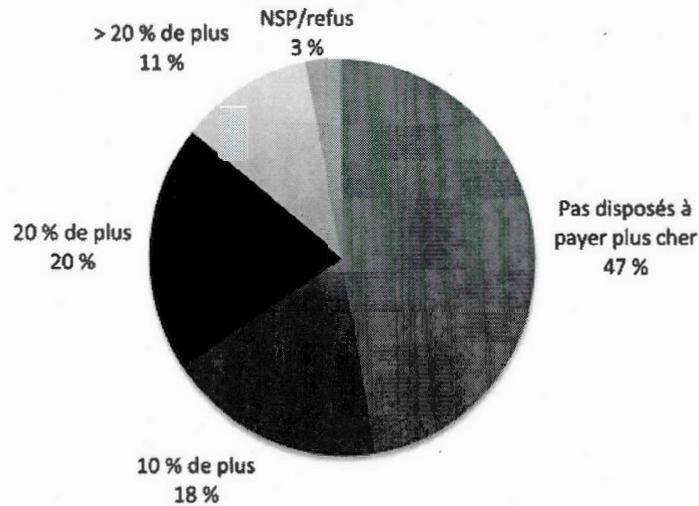


Figure 5.1 Disposition des consommateurs à payer davantage pour un panier de fruits et légumes produits localement (Ménard 2013, p.10)

L'initiative de la communauté de Frelishburg, où des agriculteurs décident de se mettre en commun pour effectuer des livraisons directement chez les commerçants de la région de Montréal, sans nécessairement rencontrer les citoyens, est donc une mise en marché de proximité. Ainsi, alors que les fermiers eux-mêmes parlent de « circuits courts » pour définir l'agriculture de proximité, la politique du MAPAQ est appropriée (Gouvernement du Québec 2013). Selon la définition du gouvernement et des agriculteurs rencontrés, si le consommateur ne rencontre jamais l'agriculteur qui lui vend sa nourriture, comme ce peut être le cas pour une épicerie locale ou un magasin d'aliments naturels, le fait qu'un seul intermédiaire les sépare est considéré comme de l'agriculture de proximité. Selon Geoffroy Ménard (courriel, 12 décembre 2014), agroéconomiste chargé de projet « mise en marché et veille technologique »

au Centre d'Expertise et de Transfert en Agriculture biologique et de proximité (CETAB+), il s'agit d'un compromis intéressant, car on évite un intermédiaire et ça reste un circuit court, par définition.

Cela est le cas également pour Provender, une entreprise de mise en marché virtuelle en circuit court fondée en 2013 donnant accès à des chefs du Québec et de l'Ontario à des produits de fermes locales frais et de saison. Les restaurants représentent un débouché particulièrement avantageux pour les agriculteurs (Chinnakonda et Telford 2007, p.43), car les chefs comptent parmi les quelques acheteurs disposés à déboursier un prix supérieur pour se procurer des aliments locaux. Cependant, en raison du système de quotas mis sur pied par La Fédération des producteurs d'œufs de consommation du Québec (FPOCQ) qui régit la vente de produits tels que les œufs, le lait et le poulet, il est difficile pour les petits producteurs du Québec de vendre localement leurs produits, même par le biais de Provender.

Ce système donne particulièrement du fil à retordre aux petits producteurs biologiques, et aux chefs qui tentent de s'approvisionner auprès de ces agriculteurs. Jeremiah Bullied (2014, 15 avril), Chef et Propriétaire des restaurants Sparrow et The Kitchen Garden et membre utilisateur de Provender dénonce le fait qu'il ne puisse pas légalement se procurer des œufs frais de la ferme en quantité suffisante pour son restaurant « The most important thing actually is to have legally access to eggs from small farms for my own restaurant ». En effet, si un producteur qui détient moins de 100 poules pondeuses désire vendre ses œufs, il faut que sa vente soit effectuée directement auprès d'un particulier, mais il n'est pas légal de vendre directement chez un épicier ou un restaurateur. L'Union Paysanne, dans un

document expliquant la gestion de l'offre au Québec, explique que le système actuel décourage toute tentative de production à petite échelle : « Pour tout commerce, les œufs doivent passer par un centre de tri, le tout entraînant des dépenses de transport et de classification prohibitives pour un petit volume. »

5.1.1 Difficulté d'accéder aux grandes chaînes

De plus en plus, les consommateurs qui veulent consommer de la nourriture biologique peuvent se la procurer directement dans les supermarchés de grandes surfaces. Par ailleurs, les principaux pôles de croissance des ventes de produits biologiques sont maintenant les grandes surfaces, qui occupent une place grandissante dans ces marchés (Boutin et al. 2011). Cependant, ceux-ci s'approvisionnent généralement auprès de grands producteurs biologiques qui sont parfaitement intégrés au système agroalimentaire global (Constance, Choi et Lara 2013). Les agriculteurs biologiques à petite surface ont donc de la difficulté à faire de la mise en marché avec les grandes chaînes alimentaires du Québec Loblaw, Sobeys et Métro qui accaparent pourtant une grande part du marché (Duval, Scholz et Berger 2003). Dans une entrevue téléphonique (24 janvier 2014) réalisée avec Nicolas Gauthier, agent de recherche et de développement des communautés, celui-ci affirme que les supermarchés et autres grandes surfaces, qui accaparent une grande part de la vente au détail, diminuent de manière considérable l'accès des petits producteurs à leurs tablettes ainsi qu'à un revenu décent. Selon François Handfield (courriel, 4 novembre 2013), il s'agit de deux mondes difficilement réconciliables, car les standards imposés par celles-ci posent des contraintes logistiques et vont à l'encontre de l'idéologie des fermes écologiques.

Le problème du distributeur c'est qu'il faut vendre moins cher donc produire plus et réduire notre diversité. Cet intermédiaire supplémentaire brise le lien direct avec le consommateur, lien auquel les agriculteurs de la CAPÉ tiennent.

Cette problématique crée un dilemme entre les producteurs qui veulent vivre décemment, avoir un juste prix pour leurs récoltes, et vendre leurs produits en conservant un contact avec leurs clients. Les magasins de détail, supermarchés en premier, sont les principaux lieux d'achats de produits biologiques au Québec (Ménard 2013). L'accès des producteurs biologiques aux grandes chaînes est une problématique à laquelle le CETAB+ s'est attardé. Une de leurs études démontre que plus de 60 % des achats d'aliments biologiques sont effectués dans les supermarchés. L'auteur de cette étude, Geoffroy Ménard, croit que la problématique repose dans le fait que les formules de circuits courts ne conviennent pas à tous les consommateurs. La plupart du temps, ces formules n'offrent pas la flexibilité qu'offrent les supermarchés qui sont ouverts tous les jours du matin au soir. Souvent, ce type de mise en marché contraint le consommateur à aller chercher ses denrées à un moment précis et à un emplacement éloigné de sa résidence. Cela demande au consommateur de prévoir son horaire en fonction du moment où il doit aller se procurer ses produits, ce qui cadre peu avec le mode de vie actuel. Geoffroy Ménard (courriel, 12 décembre 2014) croit que tant que les producteurs se limitent à ces canaux alternatifs, ils ne réussiront pas à rejoindre la majorité de la population. Cela signifie que si ces derniers désirent faire en sorte que l'agriculture biologique et locale prenne de l'importance, il est inévitable que les fermiers prennent en compte cette réalité. Cette étude assez exhaustive s'est entre autre intéressée aux problèmes que rencontrent les distributeurs (fruiteries, supermarchés et magasins d'aliments naturels) en ce qui a trait à

l'approvisionnement en produits biologiques. Actuellement, les légumes biologiques qu'on y trouve sont majoritairement importés, même durant leur période de disponibilité au Québec.

La plupart des producteurs maraîchers biologiques québécois utilisent davantage les circuits courts et la vente directe (Ménard 2013). Le grand défi est donc de savoir si ces deux systèmes de mise en marché peuvent cohabiter et collaborer. Selon Jeremiah Bullied (2014, 15 avril), les grandes chaînes ont de la difficulté à s'organiser pour fournir de la nourriture locale. C'est en effet ce que confirme l'étude du CETAB+. De nombreux détaillants manquent d'information sur l'offre des producteurs de leur région et sur la production biologique. Une grande problématique pour les petits agriculteurs biologiques québécois réside dans le fait qu'il est important pour les distributeurs et les détaillants que les produits soient de qualité constante (propreté, forme, absence de défauts), emballés, étiquetés et de calibre uniforme. L'étude du CETAB affirme que ces magasins d'alimentation québécois ont la volonté de vendre ces produits, mais que la qualité de l'approvisionnement ne satisfaisait pas leurs attentes. Selon cette même étude, les principaux critères de qualité seraient la fraîcheur, l'apparence visuelle, la propreté et l'homogénéité des produits. La Figure 5.2 fait état des critères qui motivent les choix de fournisseurs par les détaillants.

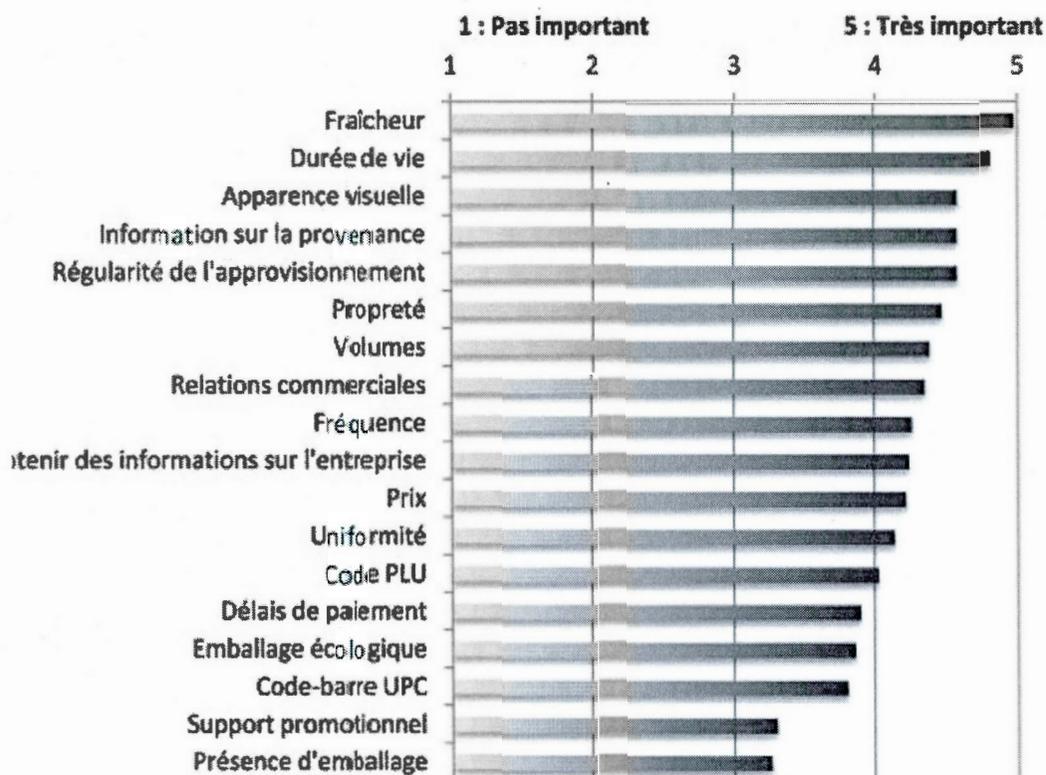


Figure 5.2 Importance des critères de choix d'un fournisseur chez les détaillants (Ménard 2013, p.18)

Il est difficile pour les agriculteurs locaux à petite échelle de répondre à cette liste de critères. Les agriculteurs bios québécois manquent de moyens financiers pour s'équiper de technologies performantes, notamment celles permettant la conserver la fraîcheur des produits sur plusieurs mois, ce qui les désavantage en comparaison avec les grandes entreprises. Malgré le fait qu'en se regroupant pour la mise en marché, il serait plus facile de s'assurer de la fraîcheur du produit, plusieurs obstacles persistent.

La chaîne de supermarchés « Whole Foods Market »² qui se spécialise en produits biologiques réussit pourtant à « hybrider » le système. Cette chaîne de supermarchés américaine a pour mission d'encourager l'agriculture biologique et locale. Une grande variété de produits biologiques locaux y est vendue et ceux-ci sont mis en évidence sur les tablettes. Les producteurs et transformateurs locaux viennent de façon récurrente présenter leurs produits sous forme de kiosques à l'intérieur même du supermarché. Cette chaîne est présente dans plusieurs états américains, mais détient également des succursales dans d'autres provinces canadiennes, et compte en ouvrir 40 autres dans les prochaines années, dont une à Montréal (Van Praet 2013).

Lors d'un café-causerie organisé par le Carrefour alimentaire Centre-Sud (27 novembre 2013), Moe Garahan, directrice générale d'Alimentation juste, traduction de Just Food³, explique que leur organisation a plutôt décidé d'inclure tous les agriculteurs locaux dans leurs projets, mais de promouvoir le biologique à travers leurs nombreux autres projets, dont une « ferme-école ». Le groupe travaille aussi à remonter la chaîne d'approvisionnement des institutions pour savoir où ils peuvent intervenir, mais ses membres ont fait le choix de ne pas travailler avec les grandes surfaces, car ils ne correspondent pas à leurs valeurs, ne s'inscrivant pas dans la durabilité. Ils travaillent cependant en collaboration avec la Ville d'Ottawa depuis leur fondation. La Figure 5.3 donne un portrait de la structure de cet organisme qui pourrait servir d'inspiration pour des organismes à Montréal.

² <http://www.wholefoodsmarket.com/blog/whole-story>

³ Just Food est une ONG située à Ottawa qui travaille à construire un système alimentaire juste et soutenable <http://justfood.ca/>.

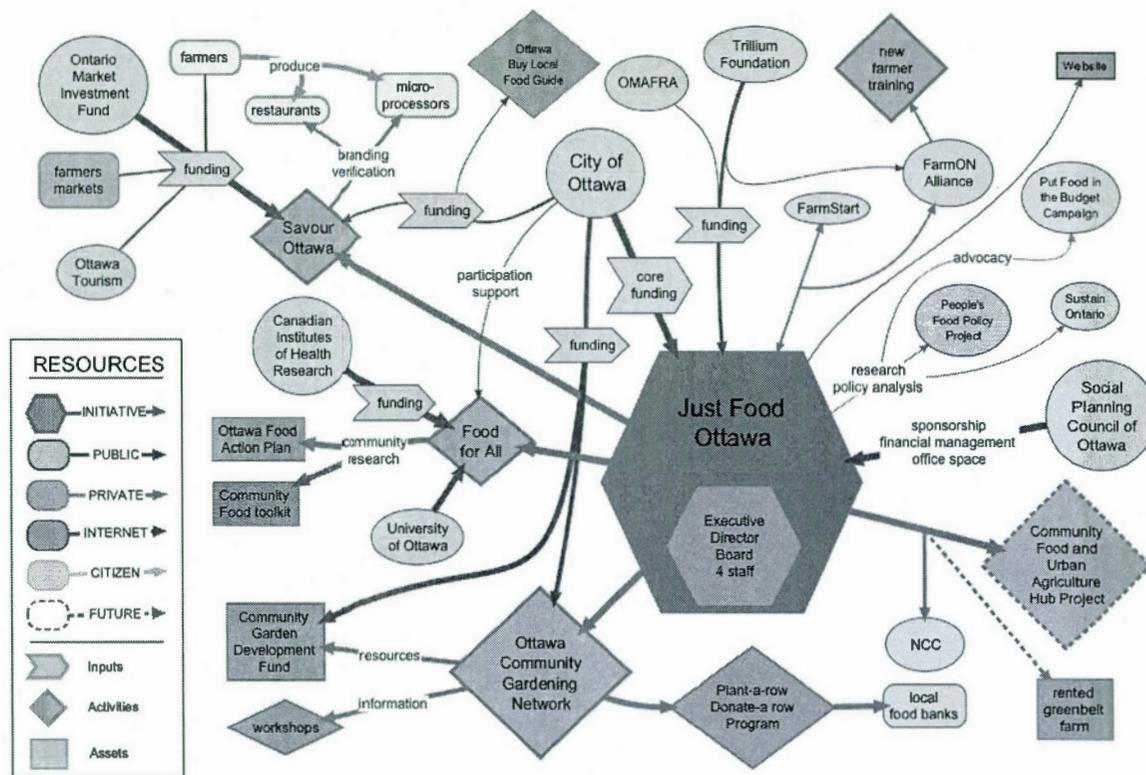


Figure 5.3 Organigramme de l'organisme Alimentation juste⁴

L'organisme approche actuellement les dépanneurs à devenir des points de chute pour les paniers en ASC. Le Carrefour Alimentaire Centre-Sud étudie la possibilité de s'allier aux dépanneurs du quartier, qui représentent 73 % de l'offre alimentaire, pour amorcer une transition vers l'accroissement de l'offre en fruits et légumes aux résidents (Carrefour alimentaire Centre-Sud s. d.) L'Organisation non gouvernementale (ONG) Alimentation juste travaille plutôt à introduire de la nourriture « sèche » et transformée plus saine et locale sur les tablettes, par exemple des croustilles (M.Garahan, 27 novembre 2013).

⁴ Image récupérée de <http://nourishingontario.ca/just-food-ottawa/>

Quoique l'étude du CETAB+ et les acteurs étudiés n'aient pas mis l'accent sur cet aspect, il est de notre avis qu'il est pertinent de se questionner sur le potentiel des produits transformés dans la mise en marché des produits biologiques québécois. En effet, plusieurs entreprises québécoises artisanales fabriquent des produits tels que des confitures, du miel, des farines, du fromage, des huiles, du vinaigre, du vin, des granolas, et bien d'autres⁵. Compte tenu des critères d'approvisionnement des épiciers, que ce soit pour les marchés à petite ou à grande surface, les produits transformés pourraient être un débouché intéressant pour les agriculteurs biologiques à petite échelle. Ceux-ci n'ont pas autant à se soucier de l'uniformité, la fraîcheur et la durée de vie de leurs produits. Cela enlève un stress pour les commerçants qui accusent moins de pertes et représente un complément intéressant aux modes de mise en marché directe comme les ASC et les marchés fermiers. Lors d'une discussion ayant lieu au rendez-vous automnal auquel nous avons assisté (22 novembre 2013), il a été soulevé par des membres de la CAPÉ que les transformateurs ont d'autres exigences, comme une propreté impeccable des légumes, ce qui leur demande des installations technologiques spécifiques. Consciente de cet enjeu, la CAPÉ aimerait supporter ce type d'innovation, ce qui démontre bien à quel point celle-ci désire répondre aux réels besoins des agriculteurs biologiques à petite échelle.

⁵ Exemple sur la page de vente des fermes Lufa : <https://montreal.lufa.com/fr/marketplace/index>

5.1.2 Se regrouper pour la mise en marché de proximité

Il est difficile pour les agriculteurs étudiés de concilier valeurs idéologies avec logistique, transport et rentabilité. Ces derniers aimeraient faciliter les échanges et les maillages entre producteurs et en même temps conserver un contact direct avec leurs clients. Afin de combler leurs besoins, les agriculteurs voient plusieurs avantages à se mettre en commun pour leur mise en marché. Le fait de se regrouper leur permet de sauver du temps de déplacement et certains efforts de logistique liés au transport, d'obtenir un plus grand pouvoir d'achat, une meilleure représentativité et une plus grande visibilité. La Figure 5.4 dresse un portrait des constituantes de la mise en marché collective de proximité pour effectuer une mise en marché de proximité.

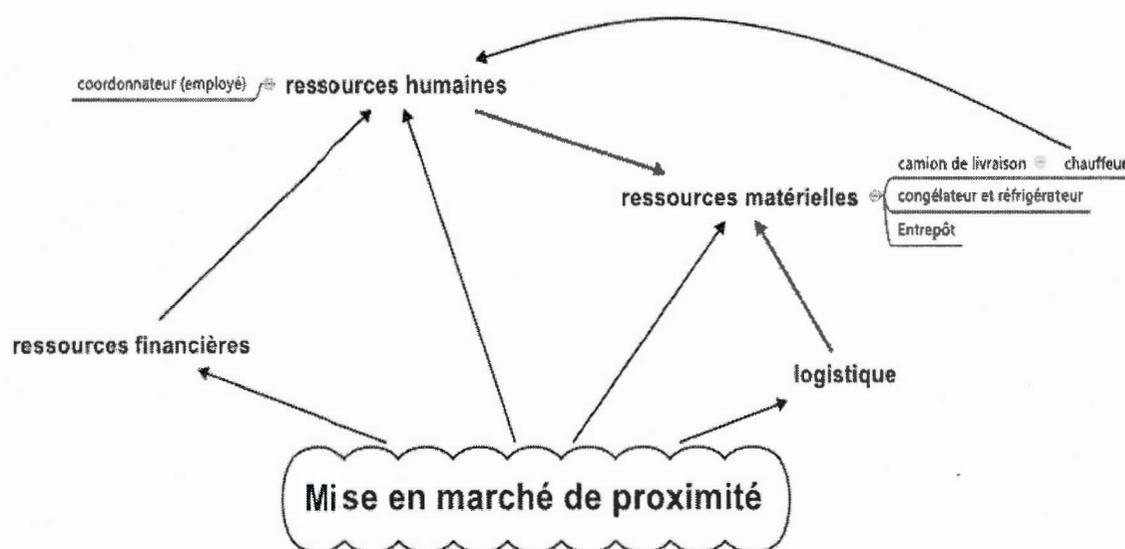


Figure 5.4 Portrait des constituantes de la mise en marché de proximité collective

Les projets de la CAPÉ et du regroupement d'agriculteurs de Frelishburg de se regrouper pour la mise en marché permettraient aussi d'assurer une diversité au consommateur durant l'hiver. De plus, une meilleure coordination horizontale de l'offre leur serait bénéfique pour la mise en marché avec les grandes surfaces, car ceux-ci se plaignent que tous les producteurs qui les approchent offrent les mêmes produits (Ménard 2013, p.16).

Cependant, cela leur demande de l'implication supplémentaire, particulièrement au début de leurs démarches et avant de démarrer un projet. Selon les membres de la CAPÉ, il est parfois difficile de trouver le temps et c'est ce qui fait en sorte que plusieurs agriculteurs ne s'impliquent pas dans les projets qu'ils aimeraient pourtant voir se réaliser. Selon Geoffroy Ménard (courriel, 12 décembre 2014), la problématique pour la CAPÉ dans la création d'un nouveau canal de commercialisation est les coûts inhérents à son développement et au maintien de son activité économique. Cet obstacle a été identifié lors de la mise sur pied du projet « LES BIO LOCAUX ». « Les producteurs gèrent déjà leur business, leur production et leur mise en marché, démarrer un canal de vente via la coopérative c'est comme s'ajouter une nouvelle entreprise. ».

C'est pourquoi ils ont avantage à construire des liens avec des OBNL, tel qu'Aliments d'ici⁶ qui a le projet d'en créer un en coopération avec des agriculteurs du Sud du Québec, dont certains sont membres de la CAPÉ. En plus, l'entreposage et la réfrigération des produits ont une influence considérable sur la mise en marché des

⁶ Aliments d'ici est un comité du Groupe de Recherche en Intérêt public (GRIP) de l'UQAM. Il s'agit d'un groupe de recherche et de mise en pratique d'alternatives pour se nourrir de manière locale, saine et abordable en collaboration avec des fermiers (dont certains membres de la CAPÉ) et d'autres groupes communautaires (réf).

produits tant pour les coopératives d'agriculteurs comme la CAPÉ que de la part des consommateurs, comme le groupe Aliments d'ici et la coopérative de Montréal-Nord. En effet, celles-ci auraient donc aussi avantage à faire de la mise en marché ensemble, en raison de la centralisation permettant une diversité d'approvisionnement. De plus, leur structure représente certains avantages pour les deux groupes : la possible acquisition d'un camion, de frigidaires et d'un petit entrepôt, ainsi qu'une source de revenus assurée sur une base hebdomadaire. Par ailleurs, la coopérative de Montréal-Nord réfléchit actuellement à une façon de s'approvisionner de regroupements de producteurs, d'où l'intérêt de la CAPÉ.

La création d'un lieu physique qui réunit plusieurs commodités alimentaires, telles que l'entreposage, la transformation, le marketing et la distribution de produits locaux et régionaux serait avantageuse. Ce concept existe déjà sous le terme de « food hub ». Un food hub est une entreprise ou une organisation qui gère activement l'agrégation, la distribution et la commercialisation des produits issus principalement de producteurs locaux et régionaux, afin de renforcer leur capacité à satisfaire de grands distributeurs et à répondre à la demande institutionnelle⁷. Ces agrégations sont souvent organisées sous formes de coopératives telles que : True North Community Co-op, Eat Local Sudbury Co-operative, On the Move Organics et Ottawa Valley Food Co-operative en Ontario. Alimentation Juste effectue d'ailleurs des démarches actuellement pour l'ouverture d'un food hub à Ottawa⁸.

⁷ <http://cultivatingfoodcoops.net/featured/ontarios-regional-co-op-food-hub-project/>

⁸ <http://nourishingontario.ca/just-food-ottawa/>

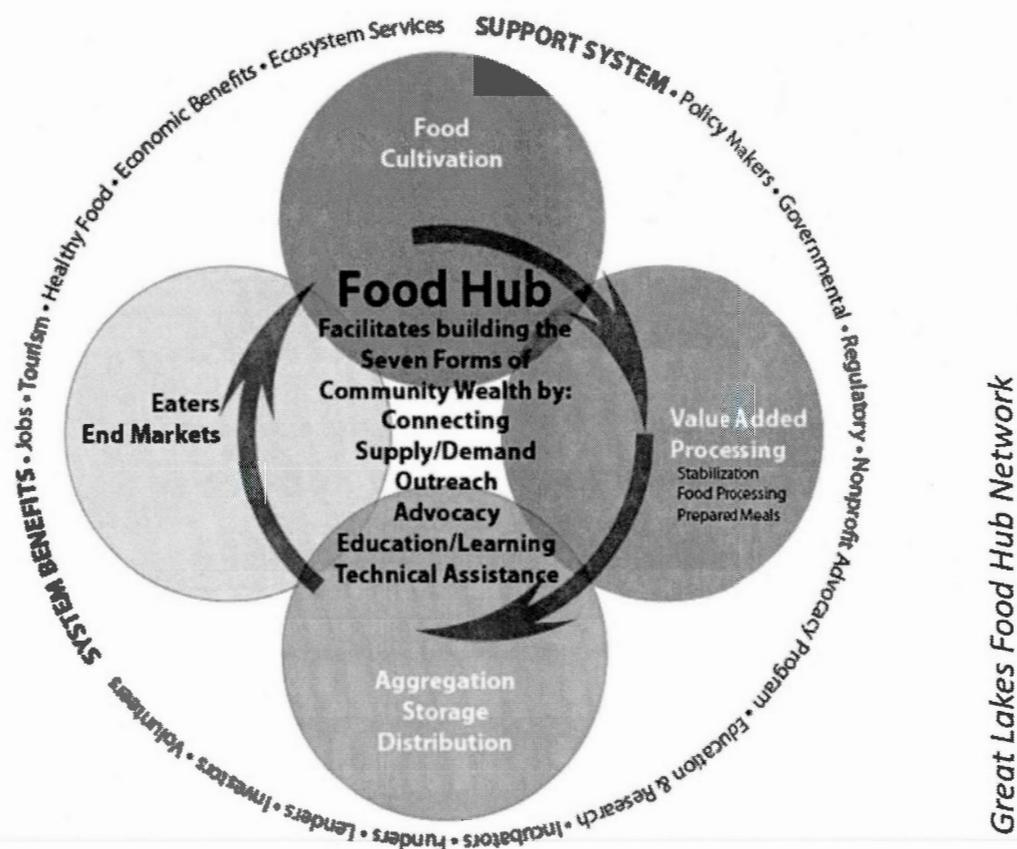


Figure 5.5 Exemple de food hub⁹

Geoffroy Ménard croit qu'il serait difficile pour la CAPÉ de faire de la mise en marché par l'entremise d'un « food hub » (courriel, 12 décembre 2014).

Contrairement aux États-Unis où il y a beaucoup de food hubs, ici les producteurs sont très dispersés. Et comme je dis dans mon rapport sur la mise en marché des légumes, la plupart des food hubs couvrent une large variété de produits (pas juste des légumes) et ne s'en tiennent pas juste au bio. Si la CAPÉ veut faire un food hub avec juste des légumes bio, elle risque de trouver difficile de trouver son marché. C'est cependant peut-être possible à Montréal. Je verrais bien un magasin de producteurs, comme on en trouve beaucoup en France.

⁹ Image récupérée de <http://community-wealth.org/strategies/panel/urban-ag/index.html>

Il s'agit d'une question qui fait l'objet de discussions depuis un certain temps au sein de la communauté des IAA de la région de Montréal et certains projets se dessinent. Plusieurs acteurs sont d'avis qu'il serait peut-être plus facile de faire plusieurs petits food hubs dans différents quartiers de Montréal, et que les regroupements d'agriculteurs feraient une tournée de ces différents food hubs par l'entremise d'un seul camion.

5.1.3 « Joindre les deux bouts » de la chaîne alimentaire

Les agriculteurs à petite échelle et la population que la coopérative de Montréal-Nord désire desservir se retrouvent tous deux aux extrémités de la chaîne alimentaire. Il s'agit de deux réalités isolées, mais pourtant voisines. Ils subissent les injustices d'un système alimentaire qui ne valorise pas l'agriculteur et ne tient pas compte des populations à faibles revenus. En effet, ces dernières doivent souvent compter sur l'aide des banques alimentaires qui ne contiennent pas beaucoup d'aliments frais et non transformés. C'est la raison pour laquelle la priorité de la coopérative n'est pas de fournir de la nourriture biologique, comme un membre du CA de la coopérative de Montréal-Nord affirme : « Les gens en situation de pauvreté, ils s'en foutent de la solidarité, la coopération, c'est vraiment le fait que ce ne soit pas cher qui leur importe. »

Lors d'un entretien avec Michael Brophy cofondateur d'Aliments d'ici (juillet 2012), celui-ci a affirmé qu'il y a un « clash » entre les gens riches et éduqués, et les gens pauvres et moins éduqués dont la priorité est avant tout d'avoir accès à des aliments abordables. Cette affirmation est confirmée par la FABQ dans un sondage réalisé en

2011. Celui-ci démontre que 70 % des consommateurs de produits biologiques ont fait des études universitaires et 66 % ont un revenu familial de 90 000 \$ et plus alors que 71 % des personnes qui ne consomment pas de produits bio n'ont pas effectué d'études secondaires et que 66 % ont un revenu familial inférieur à 15 000 \$ (Filière biologique du Québec 2011). Michael Brophy, qui a travaillé dans des groupes alimentaires communautaires, a réalisé à quel point ils ne sont parfois pas ouverts aux questions de l'agriculture biologique. Selon lui, cette réalité représente un obstacle et il faut trouver un moyen de créer des ponts entre les gens afin qu'ils se sentent respectés dans les démarches en tenant compte de leur réalité. David Dufour (courriel, 17 décembre 2014), chargé de projet de la mobilisation pour l'accès à l'alimentation impliqué dans la mise sur pied de la coopérative Montréal-Nord, explique que la coopérative de solidarité compte s'inspirer d'initiatives qui vont dans le même sens.

Le modèle de Brooklyn (Park Slope Food Coop)¹⁰ démontre toutefois qu'il est possible dans un modèle d'affaires similaire de s'offrir des produits bios et locaux parfois moins cher que des produits traditionnels à l'épicerie. Une fois les opérations stabilisées c'est ce vers quoi nous pourrions tendre.

À Montréal, le Santropol Roulant¹¹ tente aussi de se rapprocher de cette logique en offrant des paniers de leurs fruits et légumes à des prix plus abordables pour les personnes à faibles revenus et des programmes d'éducation populaire. On peut

¹⁰ Une coopérative située au cœur de la section de Park Slope à Brooklyn à New York qui a été fondée en 1973 par un petit groupe de voisins engagés qui voulaient rendre les aliments sains et abordables à la disposition de tous ceux qui le voulaient. Elle compte désormais plus de 15 500 membres, dont la plupart travaillent une fois par mois en échange de 20 à 40 % d'économies sur l'épicerie.
<http://www.foodcoop.com/>

¹¹ Le Santropol Roulant est un OBNL québécois qui a pour mission de combattre l'isolement social et économique entre les générations par le biais d'un service de popote roulante opéré par des bénévoles <http://santropolroulant.org/fr/>.

donc conclure que de fournir de la nourriture biologique locale à des populations défavorisées n'est pas une tâche facile, mais qu'elle ne soit pas impossible.

Hassanein (2003) discute également de cette possibilité en citant en exemple un programme instauré par le Toronto Food Policy Council (TFC)¹² qui a réussi à effectuer ce type de démarche.

For example, rather than the disempowering charity model typical of anti-hunger advocacy, their Field to Table program sells food produced by area farmers at wholesale prices to organized groups of primarily low-income people, and trains these groups in food-related skills that have been lost with the food industry's emphasis on convenience and the consequent "de-skilling" of consumers.

L'auteur fait référence à un programme du Toronto Food Policy Council, un organisme municipal né en 1991 en tant que sous-comité du Board of Health, pour conseiller la Ville de Toronto sur les enjeux reliés au système alimentaire. Sa mission est de connecter les divers acteurs du système alimentaire pour le développement de projets innovateurs et de politiques visant à améliorer la santé et le bien-être de la population. Le TFC chapeaute des projets d'agriculture urbaine, mais aussi la mise en marché de produits locaux, le financement de projets et d'initiatives alimentaire, selon des labels particuliers.

Les membres du mouvement alimentaire tentent d'ailleurs d'interpeller les élus afin qu'ils évaluent la possibilité pour la Ville de Montréal de créer son propre Food Policy Council. C'est pour cette raison que les membres du JAM ont participé à l'organisation de l'événement Ville et Alimentation, en collaboration avec les membres du Carrefour alimentaire Centre-Sud. L'événement consistait en un panel

¹² <http://tfpc.to/about>

sur le rôle des municipalités en termes d'alimentation. Cet événement a été soutenu par la Direction de santé publique, l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal, ainsi que Québec en Forme¹³. Il a accueilli de nombreux élus et fonctionnaires qui ont été informés des pratiques d'ici et ailleurs en matière d'alimentation (Québec en Forme, 2014). Il y a au sein de certains élus de la Ville de Montréal un intérêt grandissant pour les questions reliées à l'alimentation.

La collaboration étroite des acteurs tels que le JAM avec la Conférence régionale des élus de Montréal (CRÉ) aide beaucoup à faire progresser ces enjeux auprès des différentes instances. En effet, cette dernière a pour mandat de favoriser le développement du territoire montréalais par une approche concertée. La CRÉ agit à titre d'interlocuteur privilégié du gouvernement en matière de développement régional. Cet organisme travaille au déploiement des capacités créatrices et innovatrices, en collaboration avec la population, les groupes communautaires et les entreprises. Au cours des dernières années, la CRÉ s'est engagée dans une démarche de consultation auprès des groupes communautaires et des acteurs de la société civile. Cela a mené à la création du Plan de développement d'un système alimentaire équitable et durable de la collectivité montréalaise (SAM) qui a été dévoilé au printemps 2014 et qui a pour objectif de : 1) Enrichir l'offre alimentaire montréalaise, 2) Réduire l'empreinte écologique du système alimentaire, 3) Favoriser l'accès à une saine alimentation, 4) Promouvoir la saine alimentation et 5) Renforcer le maillage régional (Conférence régionale des Élus 2014).

¹³ <http://www.quebecenforme.org/>

5.1.4 Recréer les liens entre consommateur et agriculteur

Le mouvement alimentaire promulgue une saine alimentation, qui constitue un levier pour sensibiliser les citoyens à l'importance de connaître l'origine de leurs aliments, de s'informer sur leur qualité, et de comprendre le fonctionnement du système agroalimentaire (Francis *et al.* 2003). Tel que le disent Gliessman et Rosemeyer (2010), l'attention croissante de la connexion entre la santé la nourriture, l'environnement et la durabilité sont des moteurs de changement. Michael Brophy (entretien, juillet 2012) affirme que les démarches de leur groupe vont à contresens de la mondialisation qui nous éloigne de notre nourriture et crée une perte d'autonomie de l'individu. À son avis, il faut reprendre contact avec notre nourriture et développer un lien avec la nature. Il ajoute qu'il y a une grande sensibilisation à effectuer auprès de la population en général :

Il faut que les gens doivent comprendre que les gens plus pauvres que le bio c'est bien, mais ça les frustre parce qu'ils ne savent pas ce que ça signifie. Il s'agit là d'un des défis. Un aspect important c'est la logistique et il y a beaucoup d'étapes pour arriver à sensibiliser et éduquer la population, mais c'est vraiment important de le faire.

Ce discours est également partagé par la CAPÉ qui désire éventuellement mettre en place des moyens de communication permettant à la population de mieux comprendre ce que représente l'agriculture biologique. Selon François Handfield (courriel, 4 novembre 2014), les membres de la CAPÉ priorisent aussi la relation de proximité avec leurs clients. Ils désirent avant tout mettre l'accent sur le fait que la nourriture vient directement du producteur. Ils aimeraient créer un engouement afin que les consommateurs recherchent cet avantage. En plus d'avoir plus de fraîcheur, cela leur permet de tisser des liens que ses membres croient essentiels

entre mangeurs et producteurs. Cela donne la chance aux agriculteurs de partager avec les clients leurs méthodes de production et de répondre à leurs questions.

Colin Sage (2003) qui étudie les liens de solidarité entre les agriculteurs et le consommateur explique que ce contact avec l'agriculteur fidélise le client, ce qui est une caractéristique des réseaux alimentaires alternatifs. Il avance également que ce contact permet de sensibiliser le public à la réalité du monde agricole (Sage 2003). Selon Nicolas Gauthier (conversation téléphonique, 24 janvier 2014), il faut augmenter la convivialité et les moyens pour se rencontrer, cela sensibilise la population à comprendre la réalité agricole et entraîne la résilience, car les gens impliqués dans ces initiatives s'insèrent dans une toile où les liens sociaux sont davantage développés. C'est également l'avis des membres du regroupement d'agriculteurs de Frelishburg qui trouvent important d'être présent au marché fermier local afin de sensibiliser les consommateurs à la réalité à laquelle ils font face et qui influence le prix de leurs produits. Il s'agit d'un discours partagé par plusieurs auteurs qui étudient les systèmes alimentaires alternatifs. Ainsi, Allen (2003, p.64) va dans le même sens que les agriculteurs et les acteurs du mouvement étudiés dans cette étude.

The local is assumed to enable relationships of aid and trust between producer and consumer, eliding the faceless intermediaries hidden within commodity chains and industrial foods. The local is also assumed to encourage both producers and consumers to internalize the externalities of conventional agriculture, paying the full costs of food production directly, rather than indirectly through displaced environmental and social harm.

Le mouvement alimentaire est séparé en deux réalités qui peinent parfois à établir des ponts, la réalité du monde agricole et celle des citoyens consommateurs. Sur cet aspect, des organismes tels qu'Équiterre jouent un rôle clé en permettant à des

fermiers d'établir ces liens entre citoyens désireux d'encourager les fermiers biologiques et de manger des fruits et légumes sains.

5.2 Les défis liés à la pérennité des initiatives

Pour pouvoir transformer le système et modifier la structure du système agroalimentaire global, il est nécessaire de promouvoir des modèles d'initiatives qui ont fonctionné pour encourager les nouvelles initiatives. Celles-ci vont souvent à l'encontre du modèle classique qui éloigne le consommateur de l'origine de sa nourriture. Cela signifie que faire le choix de créer une initiative alimentaire alternative peut entraîner un dilemme, car cela représente un risque. En effet, une des problématiques observées pour la Coopérative de Montréal-Nord est le dilemme entre opter pour le modèle de mise en marché classique et le modèle innovateur et alternatif tout en restant fidèle à leur mission. C'est la raison pour laquelle la coopérative désire s'inspirer d'initiatives telles que le Santropol Roulant qui existe depuis bientôt 20 ans et qui est toujours aussi dynamique. Son programme s'est développé pour adopter une approche plus holistique et est désormais un lieu éducatif où les gens se rassemblent pour apprendre comment produire de la nourriture, la préparer et la partager. Ainsi, la coopérative de Montréal-Nord qui veut créer un « Carrefour alimentaire » où il y aurait un espace de transformation alimentaire, de transmission de connaissances et d'agriculture urbaine désire s'inspirer de ce modèle.

5.2.1 Le financement

Les initiatives alimentaires alternatives doivent trouver des moyens d'autofinancer leurs projets, sans quoi ils dépendent des subventions privées ou gouvernementales. Le fait d'accepter les subventions ajoute une dimension de plus à cette problématique pour certains organismes qui désirent ne pas avoir d'appartenance politique et une liberté d'action. Une recherche effectuée par le Centre en agroécologie et systèmes alimentaires durables à l'Université de Santa Cruz, en Californie, a dressé un portrait de plusieurs initiatives californiennes afin d'examiner s'ils se considéraient davantage comme des alternatives ou des oppositions au système dominant (Allen 2003). Les résultats de cette étude montrent que ces initiatives se présentent davantage comme des alternatives au système dominant, mais qu'elles ont beaucoup de difficulté à travailler avec le système déjà en place. Les créateurs de ces initiatives désirent travailler avec les autorités en place, car ils dépendent de leur appui financier. En effet, ce manque d'indépendance représente un obstacle majeur à leur survie et se présenter comme une opposition ne jouerait pas en leur faveur (Allen 2003).

C'est le cas du JAM qui n'est affilié qu'avec le Réseau pour une Alimentation durable (RAD), plus sous son nom anglophone Food Secure Canada. Cette organisation est une alliance pancanadienne d'organisations et de personnes qui travaillent à promouvoir la sécurité alimentaire et la souveraineté alimentaire. C'est la raison pourquoi le JAM réussit à financer ses projets en obtenant des subventions en s'associant avec les comités étudiants d'universités montréalaises ayant des missions similaires, telles que le Sustainability Projects Fund (SPF)¹⁴ de l'Université

¹⁴ <http://www.mcgill.ca/sustainability/spf>

McGill et Aliments d'ici de l'UQAM, ou en travaillant en collaboration avec des groupes communautaires ou des ONG pour la réalisation de ses projets. Cette problématique est bien présente au sein des initiatives alimentaires alternatives au Québec et au Canada. L'ONG Alimentation juste a d'ailleurs pris la décision de s'incorporer en tant qu'ONG après plusieurs années à hésiter, due à la volonté de répondre aux critères de plusieurs demandes de subventions ou d'approvisionnement telles que les hôpitaux qui s'approvisionnent généralement chez des grossistes (M.Garahan, 27 novembre 2013). En effet, s'enregistrer comme une ONG permet d'obtenir un numéro de charité, ce qui facilite la mobilisation des dons et des fondations. Ainsi, en 2012, les financements liés aux programmes du Santropol Roulant ont dépassé un million de dollars.

Les entreprises d'économie sociale se distinguent par leur fonctionnement : elles répondent à une nécessité du milieu, un besoin non comblé par le marché et les institutions actuelles. Au cours d'une présentation donnée au Colloque sur les Systèmes alimentaires durables au Québec, Martine Vézina (12 novembre 2013), professeure en management au Hautes Études Commerciales (HEC) de Montréal, affirme que ces acteurs ont des aspirations et des valeurs de transformation du système. Cela résulte d'un projet sociopolitique venant de causes sociales, éducatives, culturelles ou politiques. Leur mission est donc inscrite dans la durabilité et selon elle, la clé de la pérennité est de s'associer et de collaborer avec les autres initiatives déjà en place.

C'est le cas du Santropol Roulant dont les partenariats et projets développés répondent vraisemblablement aux besoins et aux intérêts de la communauté. C'est

d'ailleurs ce qu'exprime un document de travail sur le plan d'affaires produit par Paroles d'ExcluEs (2013).

Lorsque la prise de décision s'appuie sur la mission et les principes fondamentaux d'engagement (comme de considérer les gens comme des cadeaux, de travailler dans la collaboration et dans la créativité), la croissance est saine et salubre.

Selon Martine Vézina (12 novembre 2013), la façon dont elles vont naître fera en sorte qu'elles soient pérennes. Elles doivent penser à la durabilité et la viabilité dès leur fondation, ce qui empêchera l'essoufflement du bénévolat et des donateurs. Ces entreprises ont une grande capacité à mobiliser des bénévoles et à effectuer des levées de fonds.

5.2.2 L'importance du bénévolat

L'engagement soutenu des membres est déterminant pour une grande partie des initiatives alimentaires (Sage 2003; Allen *et al.* 2003). Comme le dit Hassanein (2003, p.77) « Individual and organizational actors working to change the dominant food system need to be engaged on a daily basis in political and social struggles. ». De plus, toutes les initiatives étudiées dans ce mémoire doivent leur bon fonctionnement à l'effort de leurs bénévoles. La CAPÉ, le JAM, Aliments d'ici et la coopérative de Frelishburg sont issus d'un engagement volontaire de la part de citoyens. Michael Brophy (entretien, juillet 2012) raconte qu'il a travaillé dans un organisme communautaire de Pointe-Saint-Charles avec lequel il a démarré une épicerie locale. Il assure qu'il y a des obstacles quand c'est bénévole, « C'est difficile de tout coordonner et ça prend beaucoup de temps, donc c'est difficile d'assurer

une continuité. » C'est également une problématique retrouvée dans certaines cuisines collectives et le JAM. Hugo Martorelle (communication orale, 2 décembre 2014), cofondateur du JAM, décrit d'ailleurs l'implication bénévole de ses membres comme le principal enjeu de cette initiative dont la mission est, entre autres, de mettre en réseau les initiatives entre elles. Il affirme également que cela crée un poids sur les membres les plus impliqués les menant à une perte de motivation. Il est donc important que l'implication des membres crée un sentiment d'appartenance envers l'organisme afin de garder une constance dans l'implication.

Cet engagement est au centre des préoccupations de plusieurs ONG qui vivent souvent une centralisation des opérations dues à une implication plus constante de quelques membres. En effet, quoiqu'il y ait un engouement auprès des acteurs du système alimentaire et des agriculteurs envers des organismes tels que le JAM ou la CAPÉ, l'implication reste restreinte à quelques personnes. Cela s'explique par un manque de temps dont ils disposent et de leurs priorités relatives à leur réalité respective, tel que la famille, le travail et les études. C'est pour cette raison également que la majorité des membres impliqués dans des organismes tels que le JAM et Aliments d'ici sont des étudiants et de jeunes professionnels. La décision que prennent certaines organisations d'investir des ressources dans ce type correspond à une solution à la problématique, comme c'est le cas du Regroupement des Cuisines collectives qui a pris la décision d'allouer du temps à un de ses employés salariés pour participer aux activités du JAM.

Deverre (2010) qui a effectué une revue des travaux anglophones en sciences sociales sur les systèmes agroalimentaires alternatifs (S3A) affirme que cette situation est courante dans les initiatives alimentaires alternatives. Il conclut que ce

couplage est nécessaire entre initiatives locales, concrètes, et mouvement politique plus large qui maintient la critique du système dominant par des actions classiques d'opposition. Il reconnaît cependant qu'il est difficile à maintenir sur la durée, en raison, par exemple, du fort investissement en temps et en énergie qu'exige le fonctionnement quotidien détournant leurs porteurs de l'activité militante dans des mouvements politiques critiques.

On touche là à un débat fondamental, également en cours en France, concernant la nature et le degré d'engagement des consommateurs dans les S3A et l'efficacité globale de formes d'engagement diversifiées. Les S3A combinent des formes d'engagements modestes, mais à large échelle, qui font donc « masse », et des formes d'engagement mieux reliées à des mouvements politiques, mais ne concernant qu'une minorité de participants. (Deverre 2010, p.61)

L'implication représente donc un défi pour les organisations faisant partie du mouvement alimentaire de manière générale. À ce propos, Hassanein (2003) qui étudie les mouvements de démocratie alimentaire fait remarquer que les processus qui mènent à une plus grande mobilisation doivent être bien compris et implémentés par les activistes du mouvement. « Organizing is about understanding a community's resources, and working on issues that people care about and that are easily understood and communicated. » (Hassanein 2003, p.77) . C'est d'ailleurs une réflexion qu'ont eue les membres du JAM et qui a mené à une volonté d'ancrer ses projets à l'échelle de quartiers où les citoyens se sentent plus interpellés et motivés à s'impliquer dans des projets.

5.3. Les projets alimentaires pour revitaliser les communautés

La nourriture est rassembleuse et elle permet de faire tomber des barrières culturelles. Les projets autour de l'alimentation permettent d'établir un respect entre les gens et de redonner une place aux femmes, et aux femmes de minorités culturelles. Lors d'une présentation donnée au Colloque sur les Systèmes alimentaires durables, Charity Hicks, membre du East Michigan Environmental Action Council, expliquait qu'il s'agit d'un mouvement qui est en pleine expansion et qui tente de permettre aux gens de se reconnecter avec la source de leur alimentation et à donner une parole à ceux qui n'en ont pas. Allen (2003, p.64), discute de l'importance de l'aspect « local » au sein des IAA qui est souvent central.

The local in this sense carries the multiple connotations of common interest, of the construction of community through the development of links within everyday life, of the incorporation of a moral economy of interaction between neighbors or allies mutually engaged in production and consumption.

Lors d'une présentation donnée Pamela Warhurst (1^{er} mars 2013), initiatrice des Incroyables Comestibles, explique que cette initiative citoyenne a mené à une conscientisation des gens de leur communauté de l'importance et de la convivialité des rapports se construisant autour de l'agriculture.

Les gens se sont rapprochés dans la ville, la rendant plus solidaire et ce rapprochement a incité les écoles à créer des programmes, des entrepreneurs à créer de nouvelles entreprises.

Qu'il s'agisse des initiatives de transition qui peuvent se faire à l'échelle d'un quartier ou d'une ville, les Incroyables Comestibles sont des exemples de revitalisation sociale. Ce que sont en train de construire les agriculteurs de Frelishburg, la Coopérative de distribution alimentaire de Montréal Nord et le JAM contribuent à différents niveaux à la résilience sociale et une reconstruction des communautés. L'aspect « local » est défini par les acteurs des différentes organisations citoyennes, est généralement considéré à l'échelle d'un quartier où les gens peuvent tisser des liens entre eux en s'impliquant à rendre leur vie et celle des autres citoyens de meilleure qualité. Dans une entrevue réalisée avec David Dufour (conversation téléphonique, 4 décembre 2014), celui-ci a expliqué qu'ils trouvent d'ailleurs positif et encourageant le nombre de participants qu'il y a eu aux deux premiers « Rendez-vous Nord-Montréalais sur l'accès à l'alimentation pour tous ». Le second a eu lieu au mois de mai 2014 et a rassemblé 121 participants issus de secteurs divers dont l'objectif était de réfléchir ensemble comment construire un système alimentaire juste et durable pour Montréal-Nord. Le bilan de ce dernier leur confirme que la coopérative de distribution qu'ils tentent de mettre sur pied servira de levier pour la revitalisation de la communauté (Comité de suivi en sécurité alimentaire 2014, p.21).

Elle se positionne comme un épicerie du renouveau social, économique et environnemental à Montréal-Nord et ses aires de diffusion couvrent tout l'est de Montréal. Enfin, de l'engagement de la communauté découlent la mobilisation des acteurs terrain du développement local : les citoyens, les organismes communautaires, les petits commerces locaux, les acteurs de soutien ainsi que des institutions (les élus, arrondissement, les ministères, les universités).

Le comité de Vitalité Frelishburg qui a initié ce rapprochement des agriculteurs et des citoyens du village a également pour but de revitaliser leur communauté. Lors de leur rassemblement, les participants ont discuté du fait que depuis quelques années les commerces ferment les uns après les autres, dont la caisse Desjardins et le bureau de poste, et que cela les inquiète. Ils désirent recréer un « esprit de village » et ainsi attirer de jeunes agriculteurs en créant des initiatives telles que le marché fermier, des canaux de visibilité et de mise en marché, ainsi que différents partenariats avec des agriculteurs du village.

On peut donc conclure que les projets en lien avec l'alimentation contribuent à la revitalisation autant de la ville que des campagnes. Le JAM s'intéresse à construire un mouvement alimentaire à l'échelle de Montréal, mais il espère également contribuer à la revitalisation des communautés en offrant un support dans l'organisation d'événements à l'échelle d'un quartier, deux notions intimement liées à son avis. Ces initiatives croient qu'il est nécessaire de créer un esprit de communauté pour créer une réelle transformation du système agroalimentaire.

5.4 La construction d'un mouvement de démocratie alimentaire

Comme l'affirment plusieurs auteurs, il est important d'agir de manière décentralisée à travers des initiatives alimentaires alternatives, mais également de se mobiliser au niveau politique (Dahlberg 2001; Gliessman et Rosemeyer 2010). Dans le Sud du Québec, les gens qui s'impliquent au sein du mouvement alimentaire sont animés par une volonté de changement qu'ils désirent porter vers les décideurs politiques. Selon Michael Brophy (entretien, juillet 2012), il faudrait que ce soit les

citoyens qui poussent le gouvernement à agir. C'est aussi ce qu'affirme Ghislain Jutras cofondateur du Réseau des Jeunes Maraîchers écologiques (RJME) dans un entretien (24 juillet 2012).

Les consommateurs aussi doivent demander mieux. C'est de là que ça doit partir, c'est cela qui a le plus de pouvoir. C'est plus durable quand la société civile s'organise et met en place des projets. Le gouvernement va écouter à la longue malgré les lobbys, les remises en question arrivent quand il y a des gens de la base qui se mobilisent. L'espoir vient aussi des organismes qui travaillent fort avec peu de moyens.

Jean-Luc Henri croit également que ce qu'il faut actuellement, c'est travailler ensemble vers le bien commun par la base, sans attendre les gouvernements. Jean-Luc Henri est initiateur de la Convergence permaculturelle¹⁵ et des Artisans du Changement¹⁶ deux événements rassemblant des citoyens pour qu'ils partagent leurs connaissances et connectent afin de faire avancer les enjeux des initiatives citoyennes alternatives. Selon lui, il y a une grande partie de la société qui veut participer au développement de causes comme la protection de l'environnement et l'implication sociale.

5.4.1 La mobilisation auprès des élus

Devant les difficultés liées à la pérennité et au manque de financement récurrent de la part des différentes instances gouvernementales et municipales, une mobilisation s'est organisée au sein des acteurs du mouvement alimentaire depuis quelques années, particulièrement à Montréal. Ceux-ci se sont regroupés pour former Le

¹⁵ <http://convergencepermaculture.org/>

¹⁶ <http://2013.quebec.changement.cc/>

Groupe de Travail en Agriculture urbaine (GTAU) qui rassemble plusieurs organismes montréalais œuvrant dans le domaine de l'agriculture urbaine, de l'environnement, du développement social et de la sécurité alimentaire¹⁷. Le GTAU s'intéresse au sort de l'agriculture urbaine à Montréal et veut mettre en lumière la nécessité de développer une vision claire et concertée à propos de celle-ci. À l'instar du JAM, le GTAU croit nécessaire d'élargir la réflexion sur l'AU et de son insertion dans le développement d'une société viable.

C'est pourquoi, au mois de novembre 2011, les membres du GTAU ont déposé une pétition à la Direction du greffe (Office de consultation publique de Montréal 2012). Celle-ci demandait la tenue d'une consultation publique sur l'avenir de l'agriculture urbaine menée par l'Office de consultation publique de Montréal, par le biais du droit d'initiative issu du Règlement sur la Charte montréalaise des droits et responsabilités et sur le droit d'initiative (OCPM, 2012). Cette pétition, qui fut signée par plus de 29 000 citoyens montréalais, a eu l'effet espéré et au mois de juin 2012 s'est tenu ladite consultation publique (OCPM, 2012). Celle-ci a produit un rapport contenant plusieurs recommandations faites aux élus municipaux et déboucha vers la création d'un comité de travail en agriculture urbaine à la Ville de Montréal.

Un autre cas illustre la capacité de mobilisation du mouvement alimentaire dans le Sud du Québec. Au cours de l'été 2012, un couple de la ville de Saint-Charles-de-Drummond (fusionnée avec la Ville de Drummondville) ayant nouvellement aménagé un grand potager de façade a reçu de la part de la Ville un avis leur demandant de remplacer les légumes par du gazon sur 30 % de la devanture sans quoi ils s'exposaient à des amendes allant de 100 à 300 \$ par jour en vertu d'un

¹⁷ http://www.crapaud.uqam.ca/?page_id=1297

règlement municipal (Radio-Canada 2012). Le couple a réfuté le bienfondé de cette décision politique et a contacté Kitchen Gardeners International¹⁸ qui a fait circuler dans les médias sociaux une pétition pour faire plier la Ville de Drummondville, qui encourageait les individus de contacter les membres du conseil de ville. L'organisme a récolté 35 000 signatures en faveur de leur cause dans l'espace de quelques jours et la mairie a été bombardée de messages courriel et téléphonique. Depuis ces événements, la Ville a amorcé une réflexion sur ce type de potagers en collaboration avec des membres du Service de l'urbanisme de la Ville et de nouvelles dispositions du règlement de zonage ont été adoptées. Celles-ci autorisent désormais les potagers en cours avant pour tous les usages, qu'ils soient résidentiels, commerciaux, industriels ou communautaires (Boisvert 2013). Ce qu'ils ont désormais nommé « Le potager urbain » est devenu un emblème de la défense des potagers de façade. Ils profitent de leur rayonnement pour offrir une vitrine au mouvement des Incroyables Comestibles au Québec en s'engageant dans une démarche participative à travers divers projets citoyens et leur blogue « Le potager urbain »¹⁹.

Dominique Bernier, des Amis de la Terre, espère que l'événement de Drummondville sera l'occasion pour les citoyens de prendre conscience de l'anachronisme de certains règlements municipaux et de faire avancer la cause (Samson 2012). De nombreux autres cas de potagers de façade ont attiré l'attention des médias et les tenants de l'agriculture urbaine font front commun auprès des instances politiques afin de revendiquer leur droit de cultiver des fruits et légumes.

¹⁸ Kitchen Gardeners International est un OBNL américain qui travaille à donner un encouragement aux individus, familles et communautés à atteindre un meilleur niveau de souveraineté et d'autosuffisance alimentaire, par le biais de la promotion de la culture potagère, la cuisine maison et les systèmes alimentaires locaux durables. <http://kgi.org/>

¹⁹ http://lepotagerurbain.blogspot.ca/2013_05_01_archive.html

Ils remettent en question le « bien-fondé » de ces règlements municipaux qui permettent pourtant des aménagements floraux. Mais les plantes comestibles peuvent d'ailleurs faire partie d'aménagements paysagers et même en constituer la pierre angulaire.

Le mouvement interpelle les décideurs politiques et certains veulent s'investir dans des projets ou les encourager. C'est le cas à la ville de Frelishburg où une représentante municipale a affirmé lors du rassemblement d'agriculteurs qu'elle était très contente de voir ces initiatives émerger des citoyens et qu'elle désirait les appuyer dans leurs démarches pour se mettre ensemble.

Tel que mentionné précédemment, un des problèmes est dû au sous-financement des projets, tant pour les entrepreneurs que pour les groupes communautaires. Il est donc nécessaires pour les groupes de trouver des moyens pour financer leurs projets. Selon les acteurs des IAA étudiés lors de cette recherche, il est clair que l'engagement et le soutien des décideurs politiques agissent comme tremplin vers le maintien et le développement des IAA. Ghaliya Chahin, est membre du comité de pilotage de la CRÉ ayant mené au SAM. Lors d'un entretien (1^{er} février 2013), celle-ci a affirmé que les gouvernements prennent plusieurs années pour établir de nouvelles politiques en raison de la complexité des enjeux qui concernent plusieurs ministères ne travaillant pas souvent en collaboration. De plus, les budgets sont orientés par la vision des décideurs politiques qui sont à l'origine des lois, politiques et règlements.

5.4.2 La volonté d'un changement de paradigme

Hassanein (2008) croit que les luttes actuelles et futures concernant l'agriculture et les systèmes agroalimentaires touchent à des enjeux de démocratie. Selon plusieurs acteurs prenant part au mouvement, tant au niveau global que local, les initiatives alimentaires alternatives s'inscrivent dans un changement de paradigme. Selon Diana Bronson (2014, 15 avril), directrice générale du RAD, nous sommes dans ce changement de paradigme qui mènerait à la souveraineté alimentaire où tous les citoyens mangeraient à leur faim de la nourriture saine. King (2008) parle de l'importance de passer d'un paradigme économique à un écologique, qui soit pris en charge par les communautés et créant une plus grande résilience. La figure 5.6 illustre sa vision de ce que devrait être un système social « agroécologique » s'inscrivant dans un paradigme écologique de la gestion des ressources.

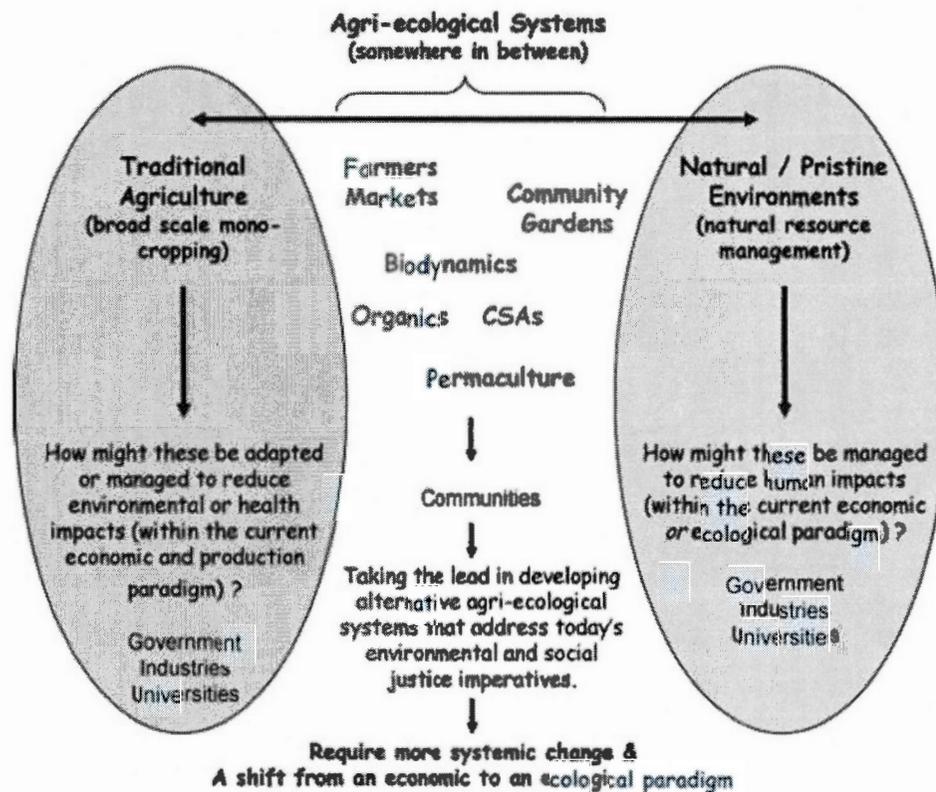


Figure 5.6 Locating agri-ecological systems in relation to traditional agriculture and natural resource management (King 2008, p.112)

Pour Michael Brophy (entretien, juillet 2012), la question de changement de paradigme comporte d'importants défis engendrés par le système hégémonique actuel : « l'enjeu majeur c'est de savoir comment on va plus loin que juste acheter au IGA. Il faut que ça ne soit pas repris par le système économique actuel ». Plusieurs auteurs affirment qu'il y a une « conventionalisation »²⁰ de la production biologique qui porte atteinte à l'agriculture biologique à petite échelle (Constance,

²⁰ La conventionalisation se réfère au processus par lequel la nourriture biologique adopte des pratiques similaires à celle du système agroalimentaire standardisé (Constance, Choi et Lara 2013).

Choi et Lara 2013; Schugner-Meyer 2010; Gliessman et Rosemeyer 2010; Boutin *et al.* 2011). En effet, l'apparition de certifications établissant des standards par le moyen de critères à remplir évacue souvent l'aspect social qui était constituant de l'agriculture biologique à ses débuts. Selon Wen Rolland (entretien, juillet 2012), « le bio est désormais une liste de critères et ils sont en train de libéraliser la certification aux États-Unis. Heinz ne peut pas faire de la bouffe éthique ». Rachel Jamison et John Perkins dans Gliessman et Rosemeyer (2010) décrivent également ce phénomène.

Multinational corporations such as Heinz, General Mills, and Pepsi have seen the investment value in expanding their portfolios to include organic options. As more countries and governing bodies continue to adopt organic standards, the easier it will be both farmers to have access to this fast-growing market and for the organic food industry to feel pressures of a globalized food system.

C'est également ce que croient des auteurs tels que Constance, Choi et Lara (2013) dans une étude sur le phénomène de « conventionnalisation » de l'agriculture biologique.

Today organic consumers obtain an increasing proportion of their organic food through large retailers linked to large producers via indirect global supply chains as part of the global agrifood system (20,35,40,41). Conventionalization refers to this general trend whereby organics take on many of the characteristics of mainstream agriculture regarding scale, commodification, and consolidation. It becomes eco-input-substitution farming, but with little philosophical attachment to organics.

D'autres auteurs sont confiants que l'agriculture biologique de proximité ne se fera pas récupérer par le système dominant (Schugner-Meyer 2010; King 2008). La chaîne multinationale « Whole Foods Market » est un bon exemple de reprise des

réseaux de distribution alternatifs par le modèle dominant. Cependant, ces formules permettent aux producteurs régionaux d'aller à la rencontre de manière sporadique d'une partie de la population à laquelle les formules alternatives ne plaisent pas mais qui aimeraient consommer davantage de produits régionaux et biologiques.

Tel que démontré au cours de cette analyse, d'autres enjeux vont au-delà des canaux de commercialisation. En effet, s'il y a une hybridation du système dominant avec les réseaux alternatifs, cela n'exclue pas la présence de participation citoyenne au sein d'un mouvement de démocratie alimentaire réclamant plus de justice sociale et écologique. Ce mouvement prend une forme différente d'un endroit du monde à l'autre. Au Québec, il se distingue par son dynamisme et la force de l'implication citoyenne. Michael Brophy (entretien, juillet 2012) affirme qu'il a vu dans les dernières années une progression déjà du « locavorisme », qui consiste à choisir de manger des aliments locaux (Gliessman et Rosemeyer 2010), et voit que le gouvernement s'y intéresse de plus en plus. Il voit des conjonctures dans le monde et beaucoup d'intérêt de la population envers ces enjeux.

Plus nous mettons en place d'alternatives et plus le système et les gens vont suivre. On doit avoir une approche autre que l'individuel d'« acheter c'est voter ». Équiterre est un bon choix à ce niveau. Pour ce qui est de la société civile, il faut que les gens y trouvent leur intérêt, quelque chose qui les interpelle. L'espace communautaire peut être un moteur. Les ateliers amènent beaucoup de gens.

Il s'agit d'un discours partagé lors des entretiens avec plusieurs autres acteurs qui agissent dans différentes sphères en lien avec l'alimentation, tels qu'Hugo Martorelle, cofondateur du JAM, le permaculteur Wen Rolland ainsi que Nicolas Gauthier. Ce dernier affirme que la préoccupation grandissante du consommateur pour une alimentation de qualité vient rejoindre celle du militant pour des pratiques

environnementales plus viables (conversation téléphonique, 24 janvier 2014). Wen Rolland (entretien, juillet 2012) affirme qu'« Il y a un éveil au niveau social, les gens sont à la recherche de mieux, comme des concepts de permaculture. Nous sommes dans une période d'ouverture d'esprit, les gens se posent des questions sur l'avenir. ». Selon lui, nous en sommes aujourd'hui à chercher comment les diverses initiatives se regroupent maintenant pour avancer avec les acquis.

En effet, ces acteurs se trouvent à différentes échelles du système alimentaire et pourtant ils s'entendent pour dire qu'il y a une volonté d'inclure tous les acteurs du système afin de construire un système plus juste et durable.

5.4.3 Converger et collaborer pour créer une meilleure démocratie alimentaire

Les acteurs étudiés lors de cette étude sont impliqués dans des sphères d'activité qui leur sont propres. Ils ont des missions et des approches différentes de la collaboration avec le système agroalimentaire. Ils forment un mouvement de démocratie alimentaire faisant partie des nouveaux mouvements sociaux qui sont éclectiques. La création du JAM, en 2013, est la concrétisation de ce mouvement où les citoyens de tous genres se rassemblent pour s'offrir un espace de collaboration. Cet accent mis sur la diversité vu comme une force au sein des membres JAM est une constituante des nouveaux mouvements sociaux alimentaires. C'est ce qu'affirme Hassanein (2003, p.85) dans une étude qui analyse les différentes dimensions de la démocratie alimentaire.

This diversity is a source of power in that different organizations can fill different niches, there are increased opportunities for citizen participation, and the multiplicity of thought and activism creates a vibrancy that leads to new forms of innovation and new ideas. Still, there are times when organizations must enter into strategic coalitions to build citizen power that they cannot achieve on their own. Thankfully, the prospects for and attention to forming such alliances now appear to be greater than ever before.

Plusieurs membres du JAM, d'organisations, et des citoyens militants pour une alimentation juste et écologique dénoncent d'ailleurs le manque de collaboration entre les différents acteurs lorsqu'il est question des enjeux dans le secteur de l'alimentation. C'est d'ailleurs ce qu'affirme Diana Bronson (2014, 15 avril), directrice générale du RAD. Celle-ci affirme qu'il existe des barrières qui isolent les groupes et que cela fait en sorte qu'ils manquent de cohérence lors de la mise en place de solutions et qu'ils travaillent en silo. Elle dénonce que cette situation s'applique tant au niveau des entreprises privées qu'au sein des programmes des partis politiques qui ne tiennent pas en compte du fait qu'il faut briser les barrières. Pourtant, cette étude démontre que les acteurs rencontrés lors de la collecte de données convergent vers certains consensus en terme de vision d'un système alimentaire respectueux de l'environnement et équitable pour tous. Dans une communication par courriel, Nicolas Gauthier, explique que tous les acteurs ont un rôle à jouer dans la construction d'un système agroalimentaire plus viable (courriel, 25 janvier 2014).

Ce qui se passe à la CAPÉ est aussi pertinent que l'avancement des réflexions avec Équiterre, autant sur les réseaux de mise en marché de proximité que sur les outils qui vont permettre à la paysannerie écologique d'être plus forte, résiliente et viable économiquement. Ces regroupements sont justement là pour nous permettre de réfléchir plus loin à ce qu'on comprend déjà sur les difficultés de la relève, de la compétition agricole, du zonage agricole et de l'accès à une mise en marché plus diversifiée.

Lors d'un entretien, Jean-Luc Henry, initiateur de la Convergence permaculturelle et des Artisans du Changement, affirme qu'il manque de la solidarité dans nos liens sociaux, car le capitalisme a réussi à rendre les gens méfiants les uns des autres. Mais selon lui, il y a un besoin social et une multitude de solutions, l'important est désormais de se rassembler pour partager les façons de les appliquer. Il s'agit d'une vision partagée par Dahlberg dans son étude *Democratizing society and food systems: Or how do we transform modern structures of power?* (2001). C'est ce que tente de créer Jean-Luc Henry lors de ces rassemblements qui donnent la parole aux gens dans le but d'inspirer, de connecter, d'activer et de soutenir les individus qui inventent, expérimentent et coopèrent pour bâtir des modèles de vie plus écologiques et humains. Cela leur permet d'acquérir de nouveaux outils et participe au partage des savoirs nécessaires et pour mettre sur pied de nouveaux projets. Ce type d'approche participative est également encouragée dans le modèle de la « transition radicale »²¹ et des Villes en transition encouragent la prise en charge des problématiques environnementales par les citoyens, et où les initiatives alimentaires alternatives jouent un rôle prépondérant.

Ces mêmes processus sont de plus en plus utilisés pour aborder les problèmes en travaillant en collaboration vers des objectifs communs, portés par une vision d'économie sociale et d'innovations culturelles. Lors de ses rassemblements, le JAM utilise ces processus collaboratifs pour la recherche d'idées et de solutions qui stimulent la créativité des participants. La CRÉ, qui invite souvent les membres du JAM à participer à ses ateliers, utilise d'ailleurs ces processus lors de ses

²¹ La transition radicale ou radical transition font écho à la nécessité d'effectuer une transformation structurale des institutions sociales comme l'aide sociale, les politiques, l'économie et les relations de l'être humain avec la nature. Cette transformation émergerait de la société civile via une démocratie participative encourageant une diversité de projets à l'échelle locale encourageant une économie faible en carbone, prenant en compte les impacts des changements climatiques (Audet 2011).

consultations auprès des groupes communautaires, des coopératives et des entrepreneurs afin de trouver des idées de projets innovantes. Les acteurs du mouvement alimentaire utilisent les réseaux sociaux et les outils technologiques pour collaborer, ce qui peut s'avérer utile notamment lorsqu'on travaille à distance avec des gens de l'extérieur de Montréal, dans le reste du Québec. L'internet comme plateforme d'échange permettant au mouvement de partager de l'information rapidement et de se connecter avec d'autres mouvements, particulièrement pour ce qui est du JAM dont la raison d'être est de connecter les gens entre eux. On peut donc conclure que les IAA convergent vers une vision commune et utilisent des processus collaboratifs innovants et les nouvelles technologies pour tisser des liens sociaux et co-créeer de nouveaux projets.

CONCLUSION

La plupart des luttes contemporaines concernant l'avenir du système agricole et alimentaire, tels que les débats sur le génie génétique ou d'étiquetage des aliments quant à leur pays d'origine, semblent être fondamentalement une question de démocratie. L'enjeu derrière ces luttes revient peut-être à se demander qui prend les décisions à propos de quelque chose d'aussi fondamental que la nourriture que nous mettons dans notre corps chaque jour et comment le caractère et la direction des systèmes agro-alimentaires sont déterminés. En effet, la nourriture est un terrain contesté, une lutte sévit actuellement entre les forces économiques et sociales qui cherchent à contrôler le système et les citoyens qui cherchent à créer des systèmes alimentaires plus durables et démocratiques. Une variété d'acteurs ont remis en question les processus de l'industrialisation agricole qui augmente la concentration du pouvoir économique et la mondialisation dirigée par les entreprises. En conséquence, nous avons non seulement assisté à des protestations au cours des dernières décennies, mais également assisté à l'épanouissement de nouvelles organisations civiques dédiées à la construction et la création de solutions de rechange au système dominant (Hassanein 2008, p.287).¹

¹ Traduction libre de: « Most contemporary struggles over the future of the agricultural and food system—such as debates over genetic engineering or labeling foods as to their country of origin—seem to be fundamentally about democracy. Perhaps what we are really grappling with is who gets to make the decisions about something as basic as the food we put into our bodies every day and how the character and direction of agri-food systems are determined. Indeed, food is contested terrain, representing a struggle between those economic and social forces seeking to control the system and those citizens seeking to create more sustainable and democratic food systems. A variety of actors have challenged the processes of agricultural industrialization, increasing concentration of economic power, and corporate-led globalization. As a result, we have not only seen protest in recent decades, we have also witnessed the flourishing of new civic organizations dedicated to building and creating alternatives to the dominant system »(Hassanein 2008, 287).

Cette étude permet d'atteindre une meilleure compréhension des liens de solidarité entre les initiatives alimentaires alternatives et d'évaluer comment elles contribuent à la transformation du système agroalimentaire dans le Sud du Québec. Son objectif était d'explorer dans quelle mesure ces initiatives collaborent entre elles pour former un mouvement démocratisant les questions alimentaires dans le Sud du Québec. Pour ce faire, elle a d'abord étudié les enjeux de solidarité au sein des initiatives alimentaires alternatives en ce qui a trait à leur mise en marché, leur pérennité et leur capacité à transformer les communautés tant en milieu urbain que rural.

La méthode de recherche qualitative, ainsi que les approches théoriques choisies et la diversité des modes de collecte de données ont permis de recueillir des données inédites. La démarche de théorisation enracinée a permis d'explorer en profondeur les dimensions du phénomène à l'étude et surtout de s'adapter à l'évolution rapide du monde des IAA. Par ailleurs, c'est puisqu'il s'agit d'une étude exploratoire et itérative, laquelle pousse à suivre de plus près la réalité d'un terrain en constant renouvellement, qu'il a été possible d'étudier les initiatives ayant servi à l'analyse. En effet, ces initiatives émergentes ont toutes été créées alors que la collecte de données était déjà entamée. Une autre méthodologie n'aurait pas permis une telle flexibilité et une adaptation à un mouvement aussi effervescent que celui des initiatives citoyennes.

Cette étude démontre que les agriculteurs à petite échelle ont la volonté de se regrouper pour effectuer une mise en marché de proximité collective tout en conservant un contact direct avec leur clientèle. Ils y voient une manière de faire connaître leur produit et de sensibiliser les gens à leur réalité.

Les obstacles pour les organismes œuvrant auprès des populations défavorisées ou à mobilité réduite désirant offrir des aliments frais et abordables, et surtout biologiques restent nombreux. Cependant, la réussite de certaines initiatives crée des modèles qui inspirent les initiatives en construction.

Cette étude fait état de la difficulté pour les initiatives alimentaires alternatives et les agriculteurs à petite échelle de collaborer avec le système agroalimentaire dominant. Les IAA fonctionnent avec peu de moyens financiers et dépendent souvent de l'implication de bénévoles qui jouent un rôle essentiel dans leur maintien. Cependant, la priorité est leur vie personnelle et professionnelle, ce qui crée souvent une centralisation des tâches les plus courantes entre les mains de quelques membres. Il en résulte alors une démotivation de leur part. Un financement accru et soutenu de ces initiatives permettrait d'assurer le maintien des opérations sans essouffler la motivation des membres bénévoles, leur permettant ainsi d'investir leur énergie dans la création de nouveaux projets. Leur tendance à la collaboration et au partage d'informations favorise une future prise en charge de cette problématique.

Cette recherche s'inscrit dans un mouvement en évolution constante où les maillages entre les objectifs des différents groupes convergent vers une volonté de transformer le système agroalimentaire dans le Sud du Québec. L'importance accordée à la justice sociale et à la protection de l'environnement anime la vaste majorité des acteurs, et ce, peu importe leurs missions respectives. Il y a une convergence au niveau des enjeux et de la vision de ce que représente un système alimentaire durable qui mène à un regroupement des acteurs pour porter leur message au niveau politique. Cette réalité est observable ailleurs qu'au Québec et

s'inscrit dans un nouveau mouvement social de démocratie alimentaire, où les acteurs forment des alliances nouvelles et innovantes pour défendre des causes communes. Cette collaboration entre une diversité d'initiatives permet un partage des savoirs et des expériences. À travers des processus collaboratifs nouveaux de co-création, émergent des projets innovateurs, ancrés dans la réalité en constante évolution et diffusés rapidement à travers les réseaux sociaux qui ont pour rôle de faciliter le partage d'information et la mobilisation des acteurs du mouvement. De plus, les nouvelles initiatives utilisent beaucoup les réseaux sociaux afin de solliciter leurs membres, d'échanger de l'information et de consolider les liens de solidarité entre les acteurs.

D'autre part, les IAA voient le potentiel de la nourriture de transformer leurs communautés et l'importance de travailler au niveau local afin d'impliquer les gens dans cette transformation. Cette recherche conclut qu'il y a une convergence de la part des acteurs impliqués dans les initiatives alimentaires alternatives en ce qui a trait à la vision d'un système agroalimentaire juste et résilient. Il y a une volonté de collaboration importante de la part des différents regroupements citoyens tels que le JAM qui visent à stimuler la participation de tous les acteurs à la recherche de solutions innovantes.

Finalement, les limites que rencontrent les acteurs des IAA quant à leur financement et aux législations en place sont trop importantes pour être ignorées. À la lumière des conclusions de cette étude, il semble nécessaire que les citoyens impliqués au sein des IAA se mobilisent au niveau politique.

Cette recherche s'est limitée à la construction des liens de solidarité au sein des initiatives alimentaires alternatives d'un mouvement visant la transformation du système agroalimentaire. Cependant, les IAA se multiplient et les enjeux aussi. Ainsi, de nombreuses pistes de réflexion ont émergé durant l'analyse qui pourraient être explorées durant une phase subséquente de la recherche. La section suivante présente un portrait global non exhaustif de certains aspects qui pourraient être explorés davantage.

Il serait utile pour les agriculteurs biologiques d'effectuer une recherche sur le rôle des produits transformés dans l'amélioration de la mise en marché de proximité et la commercialisation avec les grandes surfaces. Une analyse plus approfondie de la capacité pour les populations démunies d'avoir accès à des aliments biologiques locaux dans le Sud du Québec serait pertinente. Aussi, de futures recherches pourraient étudier l'impact des IAA sur l'économie locale, tant en ville qu'en campagne, et sur leur potentiel de revitalisation sociale.

Il serait pertinent d'analyser plus en profondeur le rôle des bénévoles dans la construction de liens de solidarité des IAA. Par ailleurs, il serait utile que les initiatives qui perdurent dans le temps soient étudiées plus en profondeur. Cela identifierait les éléments qui créent leur résilience, notamment en ce qui a trait à leur capacité à autofinancer leurs opérations.

Il serait particulièrement pertinent, dans le contexte actuel, que de futures études soient réalisées sur les processus collaboratifs qui mènent à la formation d'initiatives et à la co-construction de projets autofinancés.

Les conclusions de ce mémoire contribuent à l'enrichissement des connaissances théoriques entourant les initiatives agroalimentaires alternatives et à une meilleure compréhension des problématiques reliées à leurs enjeux. Cette étude conclut que les liens de solidarité sont un élément essentiel dans les processus de transformation du système agroalimentaire vers un système plus durable écologiquement et socialement acceptable et redevable aux citoyens qui en dépendent. Elle dévoile le dynamisme de ce mouvement en constante évolution, qui est une création de cette toile de liens de solidarité présents entre ces initiatives et les individus qui l'animent.

Les liens de solidarité sociale présents au sein des initiatives alimentaires alternatives, portés par la volonté de contribuer au partage d'information, d'outils et d'expériences, mènent à une reprise du pouvoir par les citoyens, et à une prise de conscience qui les poussent à se mobiliser pour établir une réelle démocratie alimentaire.

APPENDICE A

RENCONTRES ET ÉVÉNEMENTS AYANT SERVI À LA COLLECTE DE DONNÉES

Entretiens réalisés ayant servi à la collecte de données

Mathieu Roy : Conseiller pour le réseau québécois des projets d'agriculture soutenue par la communauté d'Équiterre.

Noémie Desbiens : Coordinatrice à la vie communautaire pour le programme en agriculture urbaine du Santropol Roulant.

Ghalia Chahine, agente de développement de La Conférence régionale des élus (CRÉ) volet innovation sociale et diversité de la de Montréal ayant pour mandat de favoriser le développement de son territoire.

Michel Durand, le responsable de Transition Québec, membre du regroupement des Villes en Transition.

Entretiens suivis d'échanges courriel

David Dufour : Chargé de projet de la mobilisation pour l'accès à l'alimentation de Paroles d'ExcluEs impliqué dans la mise sur pied de la coopérative de solidarité de distribution alimentaire de Montréal-Nord.

Ghislain Jutras : Co-Fondateur du RJME également professeur d'agriculture écologique à l'Université Laval et au Cégep de Victoriaville également membre de la CAPÉ.

Michael Brophy : Coordonnateur du GRIP de l'UQAM, et fondateur du comité « Aliments d'ici ».

Jean-Luc Henry : Initiateur du forum des Artisans du changement et de la Convergence de permaculture, deux initiatives citoyennes ayant pour mission d'inspirer, de connecter, d'activer et de soutenir les individus qui inventent, expérimentent et coopèrent pour bâtir des modèles de vie plus écologiques et humains, inspirés de la permaculture.

Wen Rolland : Permaculteur et chef jardinier du Jardin collectif de Saint-Jérôme

Geoffroy Ménard : Agroéconomiste chargé de projet « mise en marché et veille technologique » au CETAB+ et membre du conseil d'administration de la CAPÉ à titre de secrétaire

Hugo Martorelle : Co-Fondateur et coordonnateur principal des activités du JAM

Présentation des observations participantes effectuées

JAM : Participation, organisation et animation de nombreuses réunions bimensuelles de plusieurs projets et événements au cours des années 2013 et 2014.

La CAPÉ/RJME : Rendez-vous automnal 2013 d'une durée de 3 jours durant laquelle nous avons participé à une réunion du conseil d'administration de la coopérative.

Regroupement des agriculteurs de Frelishburg : Participation à la première journée de discussion sur la mise en marché collective organisée par le comité « Agroforesterie »

Coopérative de solidarité de distribution alimentaire de Montréal-Nord : Participation à deux réunions du comité fondateur de la coopérative et à l'assemblée générale 2013 de Paroles d'ExcluEs.

APPENDICE B

CERTIFICAT D'ÉTHIQUE EN RECHERCHE AVEC DES ÊTRES HUMAINS

Groupe en éthique
de la recherche

Piloter l'éthique de la recherche humaine

EPTC 2: FER

Certificat d'accomplissement

Ce document certifie que

Laurence Piette

*a complété le cours : l'Énoncé de politique des trois Conseils :
Éthique de la recherche avec des êtres humains :
Formation en éthique de la recherche (EPTC 2 : FER)*

30 janvier, 2013

LISTE DES RÉFÉRENCES

- Agence canadienne d'inspection des aliments. 2013. Allégations sur les aliments – Terme « local ». En ligne. <http://inspection.gc.ca/aliments/etiquetage/l-etiquetage-des-aliments-pour-l-industrie/origine/allegations-sur-les-aliments-terme-local-/fra/1368135927256/1368136146333>. Consulté le 10 janvier 2015.
- Allen, P., FitzSimmons, M., Goodman, M. et Warner, K. 2003. « Shifting plates in the agrifood letscape: the tectonics of alternative agrifood initiatives in California ». *Journal of Rural Studies*. vol. 19. no 1. p. 61–75.
- Altieri, M. A. 1999. « Agriculture, Ecosystems & Environment The ecological role of biodiversity in agroecosystems ». vol. 74. no June. p. 19–31.
- Altieri, M. A. et Nicholls, I. C. 2000. *Agroecology and the Search for a Truly Sustainable Agriculture*. Berkeley. 291 p.
- Audet, R. 2011. Transition as discourse and the issues of interventionism, justice and innovation. [Document non publié]. UQAM.
- Audet, R. et Gendron, C. 2012. « Agroécologie systémique, agroécologie politique et agroécologie humaine ». *Agroécologie, entre pratiques et sciences sociales*. [Document non publié]. UQAM.
- Benhin, J. 2006. « Agriculture and deforestation in the tropics: A critical theoretical and empirical review ». *Ambio*. vol. 35. no 1. p. 9–16.
- Bennell, S. 2008. *Going Local for a Change: Towards a Community Food Security Approach to Farm-to- University Development at Concordia University*. Montreal. Canada.
- Better Future Project. 2011. « The State of Movement :New England Transition Beyond Fossil Fuels ». Sous la dir. de. Craig Altemose Samantha Akiha Sara Orvis, Vanessa Rule.
- Boisvert, J.-P. (2013, 2 avril). Feu vert aux potagers de façade à Drummondville. *L'Express Drummondville*. En ligne. <http://www.journalexpress.ca/Actualit%C3%A9s/2013-04->

02/article-3212141/Feu-vert-aux-potagers-de-facade-a-Drummondville/1. Consulté le 13 janvier 2015.

- Bonny, S. 2010. « L'intensification écologique de l'agriculture : voies et défis ». Innovation and Sustainable development Montpellier. France. p. 1–11.
- Bouchard, R. 2002. Plaidoyer pour une agriculture paysanne : pour la santé du monde. Écosociété. Montréal.
- Bouchard, V. 2008. « Le potentiel éducatif de projets d'action sociale en agriculture : le cas de la coopérative de solidarité La Mauve ». Mémoire de maîtrise. Institut des Sciences de l'Environnement. Université du Québec à Montréal.
- Boutin, D., Sanscartier, R., Brunelle, J.-A., Richardson, M. et Debailleur, G. 2011. Contribution des systèmes de production biologique à l'agriculture durable.
- Bowring, F. 2003. « Manufacturing scarcity: Food biotechnology and the life sciences industry ». *Capital & Class*, vol. 27, no 1, p. 107–144.
- Buikstra, E., Ross, H., King, C.A., Baker, P.G., Hegney, D., McLachlan, K. et Rogers-Clark, C. 2010. « The components of resilience—Perceptions of an Australian rural community ». *Journal of Community Psychology*. vol. 38. no 8. p. 975–991.
- Bullied, Jeremiah. (2014, 15 avril). *Moving Towards a Sustainable Food System in Montreal*. Communication donnée au David O'Brien Centre for Sustainable Enterprise (DOCSE). Université Concordia.
- Carrefour alimentaire Centre-Sud. [s. d.]. « *Dépanneurs en transition*. En ligne. <http://www.carrefouralimentaire.org/services-et-activites/manger/depanneurs-en-transition/>. Consulté le 13 janvier 2015.
- Chinnakonda, D. et Telford, L. 2007. Les économies alimentaires locales et régionales au Canada: rapport de situation. Ottawa (Ontario). Canada : Agriculture et Agroalimentaire Canada. En ligne. [http://www4.agr.gc.ca/resources/prod/doc/pol/pub/econ can/pdf/econ can f.pdf](http://www4.agr.gc.ca/resources/prod/doc/pol/pub/econ%20can/pdf/econ%20can%20f.pdf). Consulté le 22 janvier 2014.
- Cline, W. R. 2008. « Réchauffement climatique et agriculture ». *Finances et développement*. p. 23–27.

- Collectif de recherche en aménagement paysager et en agriculture urbaine durable. 2012 (Le). « Mémoire pour la consultation sur l'état de l'agriculture urbaine à Montréal CRAPAUD ». Montréal.
- Comité de suivi en sécurité Alimentaire (CSSA). 2014. Bilan du 2e Rendez-vous nord-montréalais sur L'accès à l'alimentation pour tous! Montréal (Qc). Canada.
- Conférence régionale des Élus. 2013. « Plan de développement d'un système alimentaire équitable et durable de la collectivité montréalaise (SAM 2025) Innover pour mieux se nourrir et se développer ». Montréal.
- Constance, D. H., Choi, J.Y. et Lara, D. 2012. « Social Dimensions of Organic Production and Systems Research Crop Management ». Crop Management.
- Coopérative pour l'Agriculture de Proximité écologique. [s .d.]. « L'agriculture de proximité écologique ». En ligne. <http://www.capecoop.org/agriculture-de-proximite/>. Consulté le 9 janvier 2015.
- Coopérative pour l'Agriculture de Proximité écologique. 2013. « Mémoire présenté à la Commission des institutions du Québec : Projet de loi 49 ».
- Dahlberg, K. 2001. « Democratizing society and food systems: Or how do we transform modern structures of power? ». Agriculture and Human Values. vol. 18. no 2. p. 135–151.
- Darier, E. 2007. « Pour une agriculture écologiquement et socialement durable au Québec... et donc sans OGM ». Greenpeace. Mémoire présenté à la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'alimentation au Québec.
- De Schutter, O. 2011. « Agroécologie et droit à l'alimentation. Rapport du rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation. Seizième session, Point 3 à l'ordre du jour ». Allocution lors de l'Assemblée générale des Nations Unies. vol. 17850.
- DeLind, L. B. et Bingen, J. 2007. « Place et civic culture: re-thinking the context for local agriculture ». Journal of Agricultural et Environmental Ethics. vol. 21. no 2. p. 127–151.
- Deverre, C. 2010. « Les systèmes agroalimentaires alternatifs. Une revue de travaux anglophones en sciences sociales ». Économie rurale. vol. 317.
- Duchemin, E., Wegmuller, F. et Legault, A.-M. 2010. « Agriculture urbaine : un outil multidimensionnel pour le développement des quartiers ». VertigO. vol. 10. no 2.

- Dufour, D. 2013. « L'accès à l'alimentation pour tous ». [Document non publié].
- Dupont, D. 2006. « Agriculture et agroalimentaire au Québec: Du projet nationaliste des clercs à l'insertion de l'agriculture dans le complexe agroalimentaire mondial ». (Mémoire de maîtrise). Université Laval.
- Duval, J., Scholz, M. et Berger, P. 2003. Guide de transition en agriculture biologique. Longueuil : Fédération d'agriculture biologique du Québec.
- Équiterre. 2011. « Pour un contrat social renouvelé entre l'État, les citoyens et les producteurs ». Mémoire présenté à la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles.
- Fédération d'agriculture biologique du Québec. [s .d.]. « Coup d'œil sur l'agriculture biologique du Québec ». En ligne. <http://www.fabqbio.ca>. Consulté le 9 janvier 2015.
- Filière biologique du Québec. 2010. *Plan de développement du secteur biologique du Québec- Feu vert pour une stratégie collective*. Lévis (Qc). Canada.
- Filière biologique du Québec. 2011. « Faits saillants du sondage sur la consommation des produits biologiques au Québec ». Lévis. Québec. En ligne. <http://www.lequebecbio.com/Filierebio/Documents/Faits%20saillants%20sondage%202013%20-%20Consommation%20produits%20bio%20au%20Qu%C3%A9bec.pdf>. Consulté le 9 janvier 2015.
- Filière biologique du Québec. 2011. « Pourquoi manger BIO ? ». En ligne. <http://www.filierebio.qc.ca/Accueil/Accueil.html>. Consulté le 9 janvier 2015.
- Francis, C. *et al.* 2003. « Agroecology: The Ecology of Food Systems ». *Journal of Sustainable Agriculture*. vol. 22. no 3. p. 99–118.
- Garreau, L. et Bandeira-de-Mello, R. 2001. « La théorie enracinée en pratique : vers un dépassement de la tension entre scientificité et créativité dans les recherches basées sur la théorie enracinée ? ». p. 1-22.
- Gauthier, B. 1997. Recherche sociale de la problématique à la collecte des données. Sous la dir. de. Presses de l'Université du Québec Sainte-Foy.
- Gauthier, N. 2013. « Alternatives agroalimentaires et circuits courts : les impacts du marché de solidarité régionale de l'Estrie sur les producteurs agricoles ». Les cahiers

- du CRISES. Collection Études théoriques. TM1303. Mémoire de maîtrise. Université du Québec à Montréal.
- Glaser, B. G. et Strauss, A. L. 2010. *La découverte de la théorie ancrée: stratégies pour la recherche qualitative*. Armet Colin. Paris : Armet Colin.
- Gliessman, S. et Rosemeyer, M. 2010. *The conversion to sustainable agriculture : principles, processes, et practices*. Boca Raton. FL : CRC Press.
- Global Agriculture. [s. d.]. *Climate et Energy. Global Agriculture*. En ligne. <http://www.globalagriculture.org/report-topics/climate-et-energy.html>. Consulté le 9 janvier 2015.
- Godfray, H. C. J. *et al.* 2010. « The future of the global food system ». *Philosophical transactions of the Royal Society of London. Series B. Biological sciences*. vol. 365. no 1554. p. 2769–77.
- Goodman, D. 2004. « Rural Europe Redux? Reflexion on alternatives networks and paradigm change ». *Sociologia Ruralis*. vol. 44. no 1. p. 14–15.
- Goodman, D. et DuPuis, E.M. 2002. « Knowing food and growing food: Beyond the production-consumption debate in the sociology of agriculture ». *Sociologia Ruralis*. vol. 42. no 1. p. 5–22.
- Gouvernement du Québec. 2013. *Programme proximité. Vasa*. En ligne. <http://medcontent.metapress.com/index/A65RM03P4874243N.pdf>. Consulté le 21 janvier 2014.
- Greenpeace Canada. (2008, 7 janvier). *L'agriculture doit devenir une solution aux changements climatiques. Greenpeace Canada* En ligne. <http://www.greenpeace.org/canada/fr/actualites/agriculture-solution-changements-climatiques/>. Consulté le 9 janvier 2015.
- Groupe AGÉCO. 2007. « Portrait des réseaux de distribution de fruits et légumes frais du Québec- Rapport final ». no 418. 119 p.
- Guillemette, F. 2006. « L'approche de la Grounded Theory; pour innover? ». *Recherches qualitatives. Association pour la recherche qualitative*. En ligne. <http://www.recherche-qualitative.qc.ca/Revue.html>. Consulté le 9 janvier 2015.
- Hassanein, N. 2003. « Practicing food democracy: a pragmatic politics of transformation ». *Journal of Rural Studies*. vol. 19. no 1. p. 77–86.

- Hassanein, N. 2008. « Locating Food Democracy: Theoretical and Practical Ingredients ». *Journal of Hunger & Environmental Nutrition*. vol. 3. no 2-3. p. 286–308.
- Hendrickson, M.K. et Heffernan, W.D. 2002. « Opening Spaces through Relocalization: Locating Potential Resistance in the Weaknesses of the Global Food System ». *Sociologia Ruralis*. vol. 42. no 4. p. 347–369.
- Holmgren, D. 2002. *Permaculture : principles & pathways beyond sustainability*. Hepburn Springs. Australia. Holmgren Design Services.
- Hopkins, R. 2010. *Manuel de transition : de la dépendance au pétrole à la résilience locale*. Montréal : Écosociété.
- Hosking, R. 2008. *Natural World, A farm for the future*. BBC. Angleterre.
- International Assessment of Agricultural Knowledge Science and Technology for Development. 2008. *Towards Multifunctional Agriculture for Social, Environmental and Economic Sustainability*. En ligne. [http://www.agassessment.org/reports/IAASTD/FR/Agriculture at a Crossroads Executive Summary of the Synthesis Report \(French\).pdf](http://www.agassessment.org/reports/IAASTD/FR/Agriculture_at_a_Crossroads_Executive_Summary_of_the_Synthesis_Report_(French).pdf). Consulté le 22 janvier 2014.
- Jean, B. 2012. *Agriculture et développement dans l'est du Québec*. Presses de l'Université du Québec. Québec.
- Jepson, W. 2006. « Producing a modern agricultural frontier: Firms and cooperatives in Eastern Mato Grosso. Brazil ». *Economic Geography*. vol. 82. no 3. p. 289–316.
- King, C.A. 2008. « Community resilience and contemporary agri-ecological systems: reconnecting people and food, and people with people ». *Systems Research and Behavioral Science*. vol. 25. no 1. p. 111–124.
- Koç, M., Sumner, J. et Winson, A. (dir.). 2013. *Critical Perspectives in Food Studies*. Oxford. ON. Canada : Oxford University Press.
- Konforti, L. 2011. *Rapport sur l'intérêt des producteurs maraîchers de la région de Montréal quant aux modèles associatifs de mise en marché en circuits courts*. Équiterre. Montréal.
- Kuyek, D. (2011, 17 novembre). *Souveraineté alimentaire, changements climatiques, accaparement des terres et autres enjeux*. Communication donnée dans le cadre du

cours ENV7000 : Perspectives interdisciplinaires dans l'étude des problématiques environnementales. Université du Québec à Montréal (UQAM).

- Lavoie, S. 2008. « L'enseignement des sciences humaines au secondaire et au collégial: défis spécifiques pour les enseignants et les futurs enseignants ». Mémoire de maîtrise. Université du Québec à Trois-Rivières.
- Lemay, J.-F. 2008. « La recherche partenariale dans une ONG environnementale québécoise ». *Économie et Solidarités*. vol. 39. no 2. p. 116.
- Linteau, P.A., Durocher, R. et JC Robert, J.-C. 1983. *Quebec: a history 1867-1929*. Québec: A History, 1867–1929. trans. Robert Chodos (Toronto 1983). 306 p. Québec.
- Luckerhoff, J. et Guillemette, F. 2012. *Méthodologie de la théorisation enracinée*. Sous la dir. de. Presses de l'université du Québec. Québec.
- McMichael, P. 2009. « The World Food Crisis in Historical Perspective ». *Monthly Review*. vol. 61. no 3. p. 32–47.
- Ménard, G. 2013. « Besoins et conditions d'approvisionnement en légumes biologiques des distributeurs et détaillants québécois ». En ligne. [http://www.agrireseau.qc.ca/agriculturebiologique/documents/cetab-2013_besoins-acheteurs-legumes_bio-quebec\[1\].pdf](http://www.agrireseau.qc.ca/agriculturebiologique/documents/cetab-2013_besoins-acheteurs-legumes_bio-quebec[1].pdf). Consulté le 22 janvier 2014.
- Morgan, D. L. 2008. « The SAGE Encyclopedia of Qualitative Research Methods Emergent Design ». *The SAGE Encyclopedia of Qualitative Research Methods*. p. 246–249.
- Office de consultation publique de Montréal. 2012. *État de l'agriculture urbaine à Montréal*. Montréal. En ligne. <http://www.ocpm.qc.ca/agriculture>. Consulté le 22 janvier 2014.
- Parfitt, J., Barthel, M. et Macnaughton, S. 2010. « Food waste within food supply chains: quantification and potential for change to 2050 ». *Philosophical transactions of the Royal Society of London. Series B. Biological sciences*. vol. 365. no 1554. p. 3065–81.
- Paroles d'ExcluEs. 2013. « Développement du modèle opérationnel et montage financier Coopérative de solidarité en distribution alimentaire ». [Document non publié].
- Pezrès, E. 2010. « La permaculture au sein de l'agriculture urbaine: du jardin au projet de société ». *VertigO*. vol. 10. no 2.

- Pronovost, J. 2008. Commission Charbonneau: Études complémentaires: Agriculture et agroalimentaire : assurer et bâtir l'avenir.
- Québec en Forme (2014, 13 mars). *Quel est le rôle des municipalités en terme d'alimentation ?* [Communiqué]. En ligne. http://www.quebecenforme.org/media/239460/communiqué-gef_municipalites-et-alimentation-13-mars-2014.pdf
- Radio-Canada. 14 août 2012. Le couple de Drummondville peut garder son potager. Radio-Canada. En ligne. <http://www.radio-canada.ca/regions/mauricie/2012/08/13/005-potager-drummondville-conseil-municipal.shtml>. Consulté le 9 janvier 2015.
- Reynolds, R. et Balet, M.-C. 2008. *La guérilla jardinière*. Sous la dir. de Yves Michel. Gap (France).
- Sage, C. 2003. « Social embeddedness and relations of regard : alternative 'good food' networks in south-west Irelet ». vol. 19. p. 47–60.
- Samson, C. (2012, 25 juillet). Potagers de façade: une patate chaude pour les villes. *Le Soleil*. Récupéré de <http://www.lapresse.ca/le-soleil/affaires/agro-alimentaire/201207/24/01-4558580-potagers-de-facade-une-patate-chaude-pour-les-villes.php>. Consulté le 9 janvier 2015.
- Saumier, A. 1995. *Méthodes de recherche en sciences humaines: La recherche et l'éthique*. Montréal: Éditions du Renouveau pédagogique.
- Schugner-Meyer, K. 2010. « Agroecology: integrating a socioecological model into the mainstream agrifood system in the United States ». *Environmental studies and sustainability sciences*. Sweden : Lund University.
- Séguin, M., De Coninck, P. et Tremblay, F. 2005. « Présentation du dossier : Le contexte planétaire de l'écocitoyenneté ». *Nouvelles pratiques sociales*. vol. 18. no 1. p. 18.
- Statistique Canada. 2014. « Recensement de l'agriculture de 2006 : La population agricole de la province de Québec : évolution au fil du temps ». En ligne. <http://www.statcan.gc.ca/ca-ra2006/agpop/qc-fra.htm>. Consulté le 9 janvier 2015.
- Stern, N. 2007. *Stern Review: The Economics of Climate Change (Executive Summary)*. Sous la dir. de The National Archives. En ligne. <http://siteresources.worldbank.org/INTINDONESIA/Resources/226271->

[1170911056314/3428109-1174614780539/SternReviewEng.pdf](http://www.sustainabletable.org/982/agriculture-energy-climate-change). Consulté le 9 janvier 2015.

Sustainable Table. [s. d.]. Agriculture, Energy & Climate Change. *GRACE communications Foundation*. En ligne. <http://www.sustainabletable.org/982/agriculture-energy-climate-change>. Consulté le 9 janvier 2015.

Suzuki, D. (2010, 30 septembre). We need to protect the local farms, fields, and fisheries that feed us. *David Suzuki Foundation*. En ligne. <http://www.davidsuzuki.org/blogs/science-matters/2010/09/we-need-to-protect-the-local-farms-fields-et-fisheries-that-feed-us/>. Consulté le 9 janvier 2015.

Telford, L. et Holmes, M. 2011. « Le secteur d'agriculture biologique au Canada ». *CULTIVONS BIOLOGIQUE. L'association pour le commerce des produits biologiques*. En ligne. <https://www.cog.ca/uploads/Organic%20Agriculture%20in%20Canada%20AAFC%20presentation%202011%20FR.pdf>. Consulté le 9 janvier 2015.

Théry, M.-F. et Fleury, H. 2012. « Agriculture et développement en Amérique latine ». Gasny. France. En ligne. <http://hist-geo.ac-rouen.fr/doc/ddc/brs/brs.htm>. Consulté le 9 janvier 2015.

Todmorden Incredible Edible. 2013. « The Future Of Local Food In Todmorden ». Todmorden. En ligne. <http://www.incredible-edible-todmorden.co.uk/>. Consulté le 9 janvier 2015.

Van Praet, N. (2013, 22 mai). Whole Foods eyes 40 more stores openings in Canada. *Financial Post*. En ligne. <http://business.financialpost.com/2013/05/22/whole-foods-says-grocer-wants-to-open-40-more-canadian-stores/> Consulté le 9 janvier 2015.

Vézina, Martine. (2013, 12 novembre). *Les entreprises d'économie sociale dans les systèmes alimentaires durables*. Communication donnée au Colloque sur les Systèmes alimentaires durables au Québec. Direction du développement durable du HEC Montréal.

Warhurst, Pamela. (2013, 1er mars). *The Incredible Edible Todmorden Project*. Communication orale donnée à l'Institut des sciences de l'environnement (ISE). UQAM.

Weissman, R. 2008. « The System Implodes: The 10 Worst Corporations of 2008 ». *Multinational Monitor*. vol. 29. no 3. p. 10-22.

- Welsh, J. et MacRae, R. 1998. « Food Citizenship and Community Food Security: Lessons from Toronto, Canada ». *Canadian Journal of Development Studies/Revue canadienne d'études du développement*. vol. 19. no 4. p. 237–255.
- Wezel, A., Bellon, S., Doré, T., Francis, C., Vallod, D. et David. C. 2009. « Agroecology as a science, a movement and a practice. A review ». *Agronomy for Sustainable Development*. vol. 29. no 4. p. 503–515.
- Wilkinson, J. 2009. « The Globalization of Agribusiness and Developing World Food Systems ». *Monthly Review*. vol. 61. no 4. p. 38–49.
- Zylbersztajn, D. 2010. « Reshaping the global agricultural landscape: perspectives from Brazil ». *Agricultural Economics*. vol. 41. p. 57–64.